
TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 2020

PERSPECTIVES 2021-2022

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et de la Relance

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT ép. NGUEMA

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), a été créée par le décret N°1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour principales missions :

- ✓ d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- ✓ de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- ✓ de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale;
- ✓ d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en six (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs monétaires et financières
- ✓ analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur
- ✓ mettre en œuvre la réglementation des changes ;
- ✓ promouvoir le développement de la microfinance.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- ✓ étudier les grands secteurs de l'économie nationale,
- ✓ mener la collecte et la gestion de l'information conjoncturelle à travers des missions d'enquêtes économiques, d'assurer la veille sectorielle.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs économiques;
- ✓ élaborer les prévisions économiques;
- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- ✓ concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- ✓ participer à l'élaboration de la législation fiscale ;
- ✓ mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economique (DSPE)

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières;
- ✓ analyser la conjoncture internationale;
- ✓ proposer des éléments de politique économique.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- ✓ gérer le budget, le matériel et les fournitures
- ✓ gérer le personnel.

SOMMAIRE

■ RESUME EXECUTIF	15
<hr/>	
1 ÈRE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	19
<hr/>	
■ I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2020	21
<hr/>	
I.1.1 L'activité	21
I.1.2 L'inflation	24
I.1.3 L'emploi	24
I.1.4 Le commerce extérieur	25
I.1.5 Les finances publiques	26
I.1.6 Les taux d'intérêt	28
■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	28
<hr/>	
I.2.1 Le pétrole	28
I.2.2 Le sucre	29
I.2.3 Le cacao	30
I.2.4 Le café	31
I.2.5 L'huile de palme	32
I.2.6 Le caoutchouc naturel	33
I.2.7 Le minerai de manganèse	33
I.2.8 Le minerai de fer	34
I.2.9 L'or	35
<hr/>	
2 ÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE	37
<hr/>	
■ II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2020	39
<hr/>	
■ II.2.LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	40
<hr/>	
II.2.1 Le pétrole	40
II.2.2 Le manganèse	41

■ II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE	43
■ II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	43
II.4.1 L'Agriculture	43
II.4.2 L'Elevage	47
■ II.5 LES INDUSTRIES	48
II.5.1 Les Agro-industries	48
II.5.2 Les Industries du Bois	52
II.5.3 Le raffinage	55
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	57
II.5.5 Les autres industries de transformation	59
■ II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	64
■ II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	65
II.7.1 Le transport ferroviaire	65
II.7.2 Le transport aérien	66
II.7.3 Le transport maritime et fluvial	68
II.7.4 Le transport terrestre	72
II.7.5 Les auxiliaires de transport	72
■ II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS	73
■ II.9 LE COMMERCE	76
II.9.1 Le commerce général structuré	77
II.9.2 Le commerce des véhicules	77
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers	78
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	79
■ II.10 LES AUTRES SERVICES	79
II.10.1 Les services rendus aux particuliers	80
II.10.2 Les services immobiliers	81
II.10.3 Les services rendus aux entreprises	81
II.10.4 Les services de mécanique générale	82

■ II.11. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	83
II.11.1 L'hôtellerie	83
II.11.2 La restauration	84
■ II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	85
II.12.1 Les banques commerciales et de développement	86
II.12.2 Les établissements financiers	90
II.12.3 Le Mobile money	92
II.12.4 Les établissements de microfinance.	95
II.11.5 Les compagnies d'assurance	99
3ÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	105
■ III. LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES	105
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	108
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité	108
III. 1.2 Le PIB par la demande	110
■ III.2 LE BUDGET DE L'ETAT	113
III.2.1 L'équilibre budgétaire	113
III.2.2 L'exécution du budget	115
III.2.3 Les dépenses publiques	118
III.2.4. La dette publique	121
■ III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	123
III.3.1 Les ressources du système monétaire	123
III.3.2. Le crédit intérieur	125
III.3.3 Le financement de l'économie	126
■ III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	127
III. 4.1 La balance des transactions courantes	127
III.4.2 La balance des capitaux	128
III.4.3 La balance globale	129

■ III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	130
III.5.1 L'emploi	130
III.5.2 L'emploi dans les sociétés	131
III.5.3 Le chômage	132
III.5.4 Les salaires	133
III.5.5 Les prix	136
■ III.6 ENCADRE SUR LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	139
4^{ÈME} PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2020	141
■ IV.1 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	143
■ IV.2 LES POLITIQUES SECTORIELLES	130
■ IV.3 LA POLITIQUE SOCIALE	152
■ IV.4 LA POLITIQUE MONÉTAIRE	155
5^{ÈME} PARTIE : LES PERSPECTIVES 2021 - 2022	157
■ V. LES PERSPECTIVES 2021-2022	159
■ V.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2021 ET 2022	159
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	159
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	160
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	162
V.1.4 L'évolution des produits de base	163

■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	165
V.2.1. Le pétrole	165
V.2.2. Les mines	165
V.2.3. La filière bois	165
V.2.4. L'agriculture	165
V.2.5. Les Agro-industries	166
V.2.6. Les autres industries	166
V.2.7. L'énergie	166
V.2.8. Les BTP	166
V.2.9. Les transports et les auxiliaires de transport	166
V.2.10. Le commerce	167
V.2.11. Les services	167
V.2.12. L'hôtellerie	167
■ V.3. LA MICROFINANCE	167
■ V.4. LES ESTIMATIONS MACROÉCONOMIQUES EN 2020 ET 2021	168
V.4.1. Les principales hypothèses	168
V.4.2. La formation du PIB prévisionnel en 2021	168
V.4.3 Les prévisions du budget	172
V.4.4. La balance des paiements prévisionnelle 2021-2022	175
V.4.5 L'Emploi, les salaires et les prix	177
■ V.5 LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2021-2022	178
V.5.1 Les politiques sectorielles	179
V.5.2. La politique sociale	182
V.5.3 La politique budgétaire	186
■ CONCLUSION	191
■ ANNEXES	193
■ Tableau 1 : les principales hypothèses	195
■ Tableau 2 : répartition sectorielle du pib à prix constant	196

Sommaire



■ Tableau 3 : répartition sectorielle du PIB à prix courant	197
■ Tableau 4 : répartition du PIB emploi en volume	198
■ Tableau 5 : répartition du PIB emploi en valeur	199
■ Équipes de rédaction	201

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 51^{ème} Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en février et mars 2021, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de trois cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.

Résumé exécutif

L'activité économique mondiale en 2020 a subi les effets récessifs de la crise sanitaire liée à la covid 19. Celle-ci a fortement entravé le commerce international, dont le volume de marchandises échangées a chuté de 9,6%. Cette contraction du commerce mondial a diversement impacté les soldes extérieurs des Etats. En effet, si les économies de la zone Asie, notamment celle de la Chine, ont profité de la situation à travers un accroissement de leurs exportations de biens et une diminution de leurs importations (amoindrissement de la facture pétrolière), le reste des économies, excepté l'Allemagne, ont enregistré une aggravation de leurs déficits commerciaux.

De même, les déficits budgétaires de la plupart des pays se sont creusés, suite à l'amenuisement des recettes fiscales, à l'effritement des revenus des ménages et la hausse des dépenses publiques. En somme, le creusement des déficits extérieur et budgétaire a induit une augmentation des niveaux de la dette de la majorité des Etats.

La baisse de l'activité relevée dans l'ensemble des régions économiques a été à l'origine de la dégradation de la situation de l'emploi qui s'est traduite par un accroissement du nombre de demandeurs d'emplois.

Pour lutter contre les effets de la pandémie sur l'activité économique et dans une optique de soutien à la demande globale, de nombreuses banques centrales ont adopté une politique monétaire accommodante, en maintenant les principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas. Dans ce contexte, la production réelle mondiale a chuté de 3,3% en 2020 contre une progression de 2,9% en 2019.

Relativement plus épargnée sur le plan sanitaire que les autres régions du monde, l'Afrique subsaharienne a néanmoins subi les effets économiques de la pandémie par le canal d'un effritement de la demande intérieure et extérieure. De ce fait, cette zone a enregistré une croissance négative de 1,9%, soit sa première récession en un demi-siècle.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a reculé, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone. En effet, la croissance économique a été de -2,9 % en 2020, contre +2,0

% en 2019, en lien avec la contraction de l'activité pétrolière (-5,5%) et dans une moindre mesure de l'activité hors pétrolière (-2,3%).

Sur le plan national, la contraction de la demande mondiale et la baisse des cours des principaux produits, ainsi que le recul de la demande intérieure ont induit une inflexion de la production réelle en 2020.

En effet, la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la propagation des contaminations à la Covid 19 a freiné l'activité de certains secteurs et branches, notamment le Pétrole, l'Énergie, les BTP, les industries de transformation, le commerce, les services et l'hôtellerie restauration.

Cette contreperformance a tout de même été atténuée par les résultats enregistrés dans les secteurs agricole, l'exploitation minière, les télécommunications, notamment, qui ont mieux résisté aux effets de la pandémie.

Du point de vue de l'offre, la production intérieure a été affaiblie par les résultats des secteurs secondaire (-6,5%) et tertiaire (-4,5%), en dépit des performances du secteur primaire (+4,4%).

Le relèvement du secteur primaire est consécutif au renforcement de l'activité minière (+27,6%) en lien avec les bons rendements des gisements de manganèse de la Comilog et de la Nouvelle Gabon Mining, et à la poursuite de l'expansion des activités agricoles, grâce notamment à la hausse de la production de l'agriculture de rente (+32,7%). Son évolution a toutefois été négativement impactée par la contre-performance de la production pétrolière (-1,2%). Le retrait de l'activité secondaire provient de l'atonie observée dans les industries du bois, la transformation de manganèse, les autres industries et les BTPs. Enfin, le repli des performances du tertiaire provient essentiellement du recul des branches services (-14,8%), Commerce (-7,1%) et services bancaires-assurances (-0,5%), malgré la bonne tenue des Transports-télécommunications (+3,9%).

Selon l'optique de la demande, la croissance a été plombée par la contraction de la demande intérieure (-8,7%), en dépit d'une relative progression du niveau de la demande extérieure.

Dans le détail, la contraction de la demande intérieure est consécutive au tassement de la consommation totale (-0,1%) et de l'investissement total (-16,7%). L'accroissement de la demande extérieure s'explique par la bonne tenue des exportations (+10,1%), notamment celles des mines (+31,9%), des produits de rente (+26,5%). Toutefois la demande extérieure a été ralentie

par le recul des exportations de pétrole en lien avec l'affaiblissement de la demande mondiale.

Concernant les prix, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages dans l'ensemble du pays a enregistré un ralentissement par rapport à l'année précédente. En effet, le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à 1,3% en 2020 contre 2,0% en 2019. Cette baisse est perceptible dans la majorité des postes. En glissement annuel, la variation du niveau général des prix à la consommation s'est chiffrée à 1,6% contre 1,0% en décembre 2019.

Sur le plan budgétaire, en 2020, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire et des déficits des soldes base ordonnancements et base caisse. Pour la quatrième année consécutive, le solde primaire a enregistré un excédent. Toutefois, celui-ci est en diminution (-70,2% à 107,5 milliards de FCFA) du fait d'un recul plus accentué des recettes budgétaires (-17,0%) comparativement à celle des dépenses primaires (-5,6%). Ainsi, le solde primaire a perdu 2,4 points pour s'établir à 1,2% du PIB en 2020.

Concernant les échanges internationaux, le secteur extérieur s'est soldé par un déficit de l'ordre de 1,6 milliard de FCFA suite à l'alourdissement du déficit courant et à la diminution de l'excédent des capitaux. En effet, l'excédent de la balance des capitaux n'a pas permis de compenser le déficit du compte courant.

En relation avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des comptes extérieurs, la situation monétaire large à fin décembre 2020 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (-39,0%), une hausse de la masse monétaire (+5,7%) et une consolidation du crédit intérieur net (+17,1%).

Enfin, en matière de politique économique et face aux nouveaux défis issus du contexte sanitaire, le gouvernement a opté pour des réformes structurelles visant à optimiser les recettes publiques, en vue de renforcer la politique sociale, tout en soutenant la diversification des activités productives et l'emploi dans le secteur privé. La mise en œuvre de ces réformes devrait se poursuivre dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation qui constitue une réponse à moyen terme à la nouvelle crise.

*L'Environnement
International*

1 ère
partie

I L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2020

Marquée par la morosité économique observée dans la quasi-totalité des pays, les crises financière et sanitaire et l'atonie de la consommation, l'économie mondiale a amorcé une récession en 2020, dans la suite du ralentissement relevé l'année précédente du fait des tensions commerciales entre la Chine, les Etats-Unis et l'Union Européenne. Cette décrue de l'activité s'est traduite par une augmentation du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux, une baisse des investissements et une aggravation des déficits publics, en lien avec les plans de relance mis en place par les gouvernements pour soutenir la croissance.

En matière de politique monétaire, dans une optique de soutien de la demande globale, de nombreuses banques centrales ont adopté une politique monétaire accommodante à travers le maintien des principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas. Dans ce contexte, la production réelle mondiale a chuté de 3,3% en 2020 contre une progression de 2,9% un an plus tôt.

I.1.1 L'activité

La croissance de l'ensemble des pays avancés a reculé à -4,7% en 2020 contre +1,7% en 2019, en liaison avec les difficultés structurelles de plusieurs économies, exacerbées par la crise sanitaire sans précédent et l'atonie de la demande.

L'activité de la première économie mondiale (Etats-Unis) a régressé de 3,5% contre un accroissement de 2,2% en 2019. En effet, les effets pervers de l'épidémie et l'adoption tardive de mesures de soutien budgétaire ont pesé sur la consommation des ménages et la majorité des secteurs. Cette pandémie a touché principalement le secteur des services, qui inclut entre autres, la restauration, le tourisme et l'hôtellerie.

En rapport avec la crise sanitaire, des secteurs entiers de l'économie nipponne ont été impactés et ce, malgré un regain de la consommation (+2,2%) et des exportations (+11,1%) au dernier trimestre de l'année 2020. Ainsi, le PIB a reflué de 4,8% contre +0,7% en 2019.

L'activité s'est détériorée dans la zone euro. En effet, la crise s'est traduite par une récession au sein de ce bloc économique, dont la production annuelle a chuté de 6,6% en 2020. Celle-ci a ralenti à +1,2% l'année précédente, plombée par la faiblesse de la demande extérieure. L'analyse par pays met en exergue un impact notable de la pandémie en Espagne (-11% contre +2% en 2019) et en Italie (-8,9% contre +0,3% en 2019).

En France, les mesures restrictives de lutte contre la propagation du corona virus ont entraîné une chute de 8,2% du Produit Intérieur Brut annuel, après la performance enregistrée un an auparavant (+1,5%). Cette crise s'est traduite par une contraction de la consommation des ménages (-7,1%), de l'investissement (-9,8%), des exportations (-16,7%) et des importations (-11,6%), dans un contexte de perturbation des échanges internationaux.

Parallèlement, la production réelle annuelle de l'Allemagne a enregistré sa contraction la plus importante depuis la crise financière de 2009. Plombée, comme la plupart des économies, par les effets de la crise, l'économie allemande a baissé moins rapidement que le reste des pays européens (-4,9% contre 0,6% en 2019). Ces effets viennent fragiliser davantage une économie affaiblie en 2019 par la contraction des échanges mondiaux.

Hors de la Zone, le Royaume-Uni a subi une diminution de son produit intérieur brut de 9,8%. Ce chiffre confirme l'ampleur du choc de la crise sanitaire sur une économie qui digérait encore les effets du Brexit.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a ralenti en 2020, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, du durcissement des conditions financières extérieures, du reflux du volume des marchandises échangées. Ainsi, le PIB s'est situé à -2,2% contre 3,6% en 2019.

Très dépendante des marchés internationaux, l'activité économique des pays émergents d'Europe a reculé, suite à la contraction des échanges. Le PIB de ces pays a décliné de 2,0% contre une croissance de 2,4% en 2019. Dans cet ensemble, les restrictions imposées en Russie pour combattre le coronavirus et l'abaissement de la demande mondiale de ressources énergétiques ont induit une diminution de 3,1% de son PIB.

Au sein des pays émergents d'Asie (-1,1% contre +5,4%), le produit intérieur brut de la Chine a progressé de 2,3% en 2020, en deçà de la moyenne observée au cours des années antérieures (6%). Malgré le ralentissement, cette croissance positive résulte de la très forte demande à l'étranger de produits médicaux et du matériel pour le télétravail (notamment des ordinateurs), ainsi

que la mise en œuvre d'un plan de relance. En Inde, à l'instar des autres pays, l'économie a subi les effets récessifs de la pandémie pour s'effondrer de 8,0% contre une expansion de 4,2% en 2019.

L'effondrement des prix des matières premières sur les marchés internationaux et le nombre croissant de contaminations ont pesé sur l'activité économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ainsi, la production a régressé de 7,0% contre +0,1% un an plus tôt. Dans cet ensemble, la production réelle du Brésil, première économie de la zone, s'est repliée de 4,1%, en dépit de la bonne tenue de l'agriculture (+2%). A contrario, l'industrie et les services ont chuté respectivement de 3,5% et 4,5%.

Au Mexique, en 2020, l'effondrement du tourisme, la chute des prix du pétrole et les mesures de lutte contre la pandémie ont plongé le pays dans une récession, fragilisant encore un peu plus le tissu social. Dans ce contexte, le PIB a chuté de 8,2% en 2020 contre 0,4% un an plus tôt.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la production a reculé consécutivement à la diminution de la production pétrolière et à la faiblesse de l'investissement privé, dans une période de baisse des volumes des échanges. Le produit intérieur brut a décru de 2,9% contre 0,1% en 2019.

Un effritement de la demande intérieure et extérieure a contribué à une croissance négative en Afrique subsaharienne. Ainsi, la zone a enregistré une récession de 1,9% en 2020 contre une expansion de 3,2% en 2019.

Dans la zone CEMAC, quoiqu'en légère amélioration au cours du quatrième trimestre, l'activité économique a reculé de 2,9% en 2020 contre +2,0% en 2019, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone. Ce repli de l'activité est en lien avec la contraction enregistrée dans le secteur pétrolier (-5,5% en 2020, contre 2,3% en 2019) et dans une moindre mesure, du hors pétrolier (-2,3 % en 2020, après +1,9 % en 2019).

En termes de contribution, les secteurs pétrolier et non pétrolier ont grévé l'activité respectivement de 1,1 point et 1,8 point contre des contributions positives de 0,5 point et 1,5 point un an auparavant.

Par pays, le PIB est : Cameroun (-2,0%), République Centrafricaine (0,6%), Congo (-8,6%), Gabon (-1,8%), Guinée Equatoriale (-4,1%) et Tchad (-0,6%).

1.1.2 L'inflation

Aux Etats-Unis, l'inflation a reculé à 1,4% en 2020 contre +2,3% en 2019 et ce, malgré la hausse des prix de l'alimentation (+3,9% contre 3,1% en 2019). En revanche, la crise du Covid-19 a fait diminuer de 7% des prix de l'énergie (+3,4% en 2019), et notamment de l'essence, qui perdent 15,2% (+7,9% en 2019) en raison des restrictions de voyage. En outre, la crise a également fait plonger de 9,5% les prix de l'hôtellerie et de l'hébergement, qui ont pâti de l'arrêt des activités touristiques.

Dans la zone euro, le recul de l'inflation (0,3%) s'explique principalement par la chute des prix de l'énergie (-6,9%) et des biens industriels hors énergie (-0,5%) qui pèsent sur l'indice des prix au sein de l'union monétaire. A l'opposé, les prix de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (1,4%) ainsi que des services (0,6%) ont augmenté sur la période. L'inflation en France et en Allemagne a atteint 0,5% en 2020.

En Chine, la hausse des prix s'inscrit à 2,5% contre 2,9% en 2019 consécutivement à l'augmentation des produits alimentaires enregistrée à l'approche des fêtes de fin d'année et du Nouvel an chinois.

En 2020, l'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC s'est hissée à 2,4% contre 1,9% un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 0,5% en décembre 2019 à 1,9% en décembre 2020, après un pic à 3,6% en juillet 2020.

1.1.3 L'emploi

Au niveau mondial, la situation de l'emploi s'est considérablement dégradée suite à la baisse de l'activité et aux mesures restrictives liées à la lutte contre la crise sanitaire.

Aux Etats-Unis, le taux de chômage est reparti à la hausse pour s'établir à 6,7% en 2020 contre 3,5% en 2019. Cette évolution est consécutive à des destructions d'emplois dans les secteurs des loisirs et de l'hôtellerie, suite à la fermeture des bars et restaurants.

Au Japon, malgré les pertes d'emplois enregistrées dans les secteurs les plus sensibles (hôtellerie-restauration, loisirs et commerce), le chômage n'a pas explosé, à l'inverse des autres économies. Cette situation s'explique par la pénurie de main-d'œuvre, liée au vieillissement de sa population et aux subventions accordées par le gouvernement pour préserver l'emploi. En définitive, le taux de chômage a été de 4% sur l'année contre 2,2% en 2019.

Dans la zone euro, en dépit des dispositifs de chômage partiel mis en place par les gouvernements pour dissuader les entreprises de licencier des salariés, le taux de chômage s'est accru de 8,3% contre 7,4% un an plus tôt. Cette situation a découlé des différentes mesures prises pour lutter contre la Covid 19.

En France, le taux de chômage s'est situé à 8%, pour un total de près de 2,4 millions de demandeurs d'emploi. Dans le même temps et dans un contexte de morosité économique, le marché du travail de l'Allemagne, qui a avoisiné le plein emploi en 2019, est demeuré stable en 2020, enregistrant un taux de chômage de 5%.

Malgré un rebond de l'activité au second semestre 2020, le taux de chômage en Espagne a atteint 16,1% de la population active contre 13,7% un an plus tôt. Ceux de l'Italie et de la Grèce ont été respectivement de 9,0% et 15,8% sur la période.

1.1.4 Le commerce extérieur

La récession de l'économie mondiale s'est accompagnée d'un effondrement du commerce. Ainsi, le commerce mondial des biens et services a régressé de 9,2% en 2020 contre 0,1% en 2019. Cette situation a été préjudiciable aussi bien aux pays avancés qu'aux pays émergents et en développement.

Dans le détail, comparativement à l'année précédente, le déficit commercial des Etats-Unis s'est creusé de 17,7% sous l'effet d'une chute des exportations. Le tassement de ces dernières reflète les conséquences de la pandémie de COVID-19. En 2020, le déficit commercial a atteint 678,74 milliards de dollars, la balance des biens enregistrant un déficit de 915,79 milliards et celle des services, un excédent de 237,05 milliards.

Parallèlement, l'archipel nippon a enregistré sa plus forte baisse des exportations depuis 2009. Elles se sont effondrées de 11,1% en raison des effets négatifs de la pandémie. Le pays a exporté pour 68 406,7 milliards de yens (545,5 milliards d'euros) de marchandises. Les échanges ont surtout reflué à destination des Etats-Unis (-17,3%) et de l'Europe occidentale (-15,1%). Ceux avec la Chine, premier partenaire commercial du Japon, ont en revanche augmenté de 2,7% à 15 083 milliards de yens.

Par contre, le commerce international de biens de la zone euro s'est soldé par un excédent de 29,2 milliards d'euros en décembre 2020 contre +22,6 milliards d'euros douze mois auparavant. Les exportations de biens se sont établies à 190,7 milliards d'euros, en hausse de 2,3% par rapport à 2019.

Parallèlement, les importations se sont chiffrées à 161,5 milliards d'euros, en retrait de 1,3% par rapport à la fin de l'année précédente.

Pénalisé par une diminution des exportations, le déficit français s'est élevé à 65,2 milliards d'euros, se détériorant de 7,3 milliards d'euros par rapport à 2019. Ainsi, les importations de masques et autres équipements de protection ont pesé dans la balance (à hauteur de 5,9 milliards d'euros).

L'excédent commercial de l'Allemagne s'est établi à 179,1 milliards d'euros, chutant de 20% sur une année. Les exportations et les importations ont reflué respectivement de 9,3% à 1 204,7 milliards d'euros et de 7,1% à 1 025,6 milliards d'euros.

En dépit du ralentissement du commerce mondial de biens, le commerce extérieur chinois a enregistré de bonnes performances en 2020, suite à un accroissement des exportations combiné à une contraction des importations. Son excédent commercial est passé de 429 milliards de dollars en 2019 à 435 milliards de dollars en 2020. En effet, en hausse de 4%, les exportations se sont établies à 2 597 milliards de dollars. Elles ont profité du relèvement de la demande mondiale des biens liés à la lutte contre l'épidémie, notamment le matériel de protection médical et les ordinateurs (en lien avec le développement du télétravail). Dans le même temps, les importations se sont contractées de 0,4% à 2 060,3 milliards de dollars. Ce retrait découle de la chute, en valeur, de la composante Energie (-13,8%), notamment le pétrole brut (-26,2%), dans un contexte de recul des cours du baril.

L'évolution du solde du compte des transactions courantes des pays membres de la CEMAC s'est traduite en 2020, par un accroissement du déficit des transactions courantes, dons officiels inclus, qui est passé de 3,5% du PIB en 2019 à 5,4% du PIB en 2020, soit une dégradation de 2,0 points.

1.1.5 Les finances publiques

L'année 2020 s'est caractérisée par une détérioration des finances publiques pour l'ensemble des pays industrialisés, en raison de la baisse des recettes fiscales, de l'effritement des revenus des ménages et de l'augmentation des dépenses publiques. Cette situation a induit un alourdissement de la dette publique de la plupart des pays.

La crise du coronavirus a lourdement pesé sur la situation des finances publiques aux Etats-Unis. Ainsi, le déficit budgétaire américain a atteint 3 132 milliards de dollars, au-delà des 1 400 milliards enregistrés en pleine récession en 2009. Plus précisément, ce sont essentiellement les dépenses publiques

qui ont explosé (+47%) pour atteindre 6 500 milliards de dollars (aides supplémentaires pour les chômeurs, prêts aux petites et moyennes entreprises...).

Afin de lutter contre la pandémie, le gouvernement japonais a pris des mesures pour maintenir l'emploi, soutenir les entreprises et relancer l'économie. Toutes ces mesures ont eu pour effet d'aggraver sa dette publique. En effet, celle-ci a représenté 260% du PIB contre 240% du PIB en 2019.

Confrontés aux mêmes défis, les gouvernements de la zone euro ont dû injecter d'importantes liquidités, pour financer les mesures de soutien à l'économie. Ils ont ainsi alourdi leur dette publique qui a augmenté de 1 240 milliards d'euros à 11 100 milliards d'euros, soit 98% du PIB contre 83,9% en 2019. Parallèlement, le ratio du déficit public est passé pour sa part à 7,2% du PIB contre 0,6% à fin 2019.

Concomitamment, en France, la dette publique s'est accrue à 115,7% du PIB pour se chiffrer à 2 650,1 milliards d'euros et le déficit par rapport au PIB s'est creusé à 9,2% pour s'élever à 211,5 milliards d'euros. Avant la crise, la part de la dette et du déficit publics par rapport au PIB s'affichait à 97,6% et 3,1% respectivement. Parallèlement, la dette allemande est montée à 70% du PIB contre 60% avant la crise. Des niveaux de dette élevés ont également été observés en Grèce (200%), en Italie (154,2%), au Portugal (130,8%) et en Espagne (114,1%).

La Chine, seul pays à enregistrer une croissance positive en 2020, est parvenue à pratiquement endiguer l'épidémie. Suite à d'importantes mesures d'atténuation des effets de la crise mises en œuvre par le gouvernement, le déficit budgétaire est passé à 18,2% du PIB en 2020 contre 12,6% en 2019.

Au sein de la CEMAC, le creusement des déficits budgétaires ainsi que la nécessité de mobiliser des ressources pour financer les plans de riposte anti COVID-19 ont contribué à accroître le rythme d'endettement des États.

- le ratio du service de la dette publique extérieure sur les recettes budgétaires est passé de 20,3% en 2019 à 26,1% en 2020,
- le ratio du service de la dette publique extérieure rapporté aux exportations de biens et services est passé à 15,6% en 2020 contre 10,6% en 2019.
- l'encours de la dette extérieure s'est situé à 35,4% du PIB, contre 32,1% du PIB un an plus tôt ;

- En revanche, le ratio de la dette intérieure par rapport au PIB (hors titres publics) a reculé à 14,5% en 2020 contre 17% du PIB en 2019, grâce aux efforts de restructuration et d'apurement des arriérés par les Etats dans le cadre des programmes avec le FMI.

1.1.6 Les taux d'intérêt

Dans l'objectif de limiter la récession de l'économie mondiale et de permettre une reprise rapide, les principales banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux relativement bas.

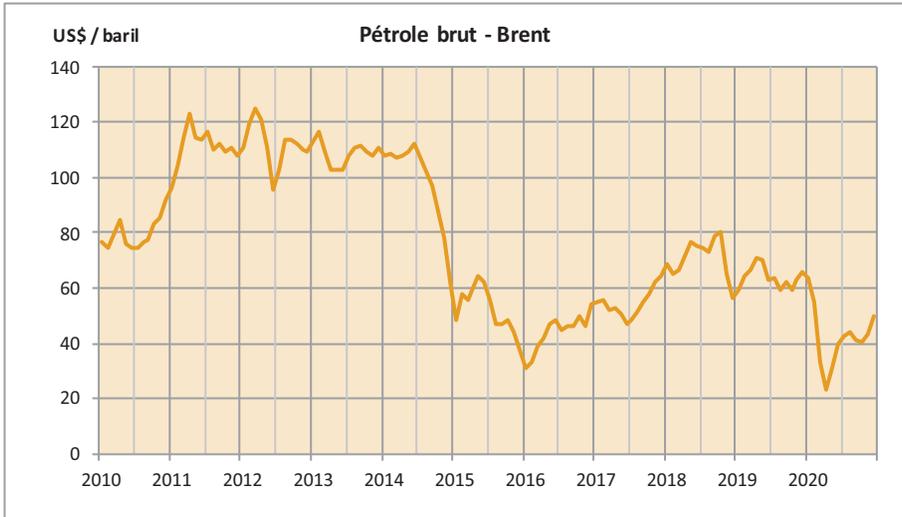
Dans cette optique, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a laissé inchangé son taux directeur entre 0% et 0,25%. Face à la menace de la déflation, la Banque du Japon (BOJ) a décidé de maintenir son principal taux directeur à -0,1%. Enfin, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangé les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, soit respectivement 0,00%, 0,25% et -0,50%.

1.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 2020 a été très perturbée par la crise sanitaire et la récession économique. En effet, les premières mesures restrictives ont entraîné une réduction marquée de l'activité économique et, par conséquent, une baisse des importations pour les grands pays importateurs, ce qui a entraîné la chute de la demande de matières premières. Ainsi, l'indice des cours des produits de base établi par le FMI a baissé de 10%, sous l'effet de la chute des prix de l'énergie (-29,9%). Pendant ce temps, les cours des produits non énergétiques ont augmenté de 6,6%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires et des métaux de base de 1,5% et 14,5% respectivement, en raison de la forte demande de la Chine en vue de la reconstitution de ses stocks.

1.2.1 Le pétrole

Au lendemain de la guerre des parts de marchés entre l'Arabie Saoudite et la Russie, la crise sanitaire et économique mondiale a entraîné un effondrement sans précédent de la demande sur le marché mondial du pétrole. Dans ce contexte, les cours ont chuté vers la fin du premier trimestre 2020, avant de se redresser progressivement au cours des mois suivants, grâce aux efforts de l'OPEP+ visant à rééquilibrer le marché. En moyenne sur l'année 2020, le cours du baril de Brent s'est élevé à 42,3 dollars américains (USD) contre 64,03 (USD), un an plus tôt, soit une chute de 33,9%.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.2 Le sucre

Le cours du sucre s'est inscrit à la hausse tout au long de l'année 2020. Au Brésil, premier producteur mondial, il existe une parité mécanique Sucre/Ethanol fortement influencée par l'évolution des cours du pétrole. Sur l'année, après avoir subi les effets de la pandémie qui ont pesé sur la demande, les cours du sucre se sont progressivement redressés grâce au relèvement des prix du pétrole, au cours du deuxième trimestre et de la perturbation de la production suite aux mesures de confinement (Brésil et Thaïlande). Ainsi, le prix de la tonne de sucre blanc s'est relevé de 4,3% (12,88 cents la livre) à Londres.

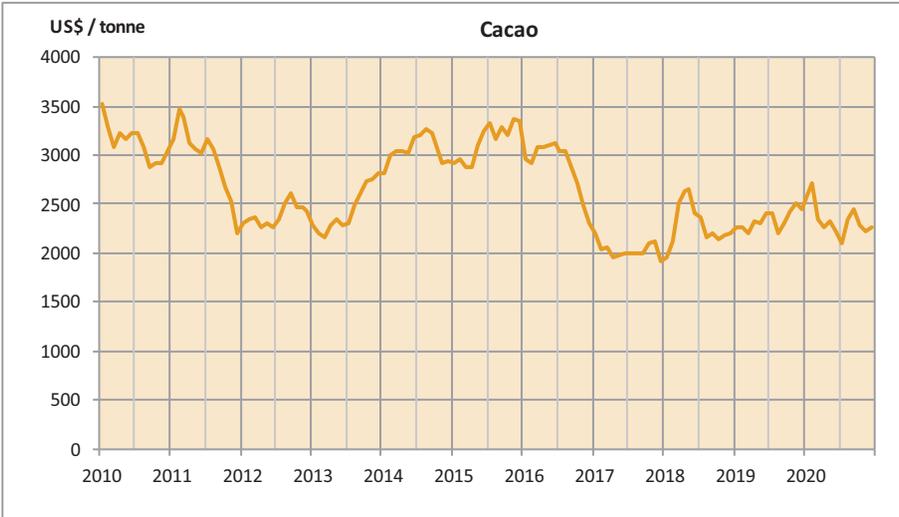


Sources : DGEFP, INSEE

1.2.3 Le cacao

En 2020, le prix moyen du cacao s'est stabilisé (+0,3%) à 2 348,25 dollars la tonne à New York. Cette situation résulte du lancement du différentiel de revenu décent au Ghana et en Côte d'Ivoire. Ces pays ont ainsi réagi à la baisse sensible du prix du marché mondial, suite à la diminution de la demande de chocolat due à la pandémie.

La production mondiale de cacao s'est établie à 4,697 millions de tonnes au terme de la campagne 2019/2020. Cette récolte a baissé de 1,8% comparée aux 4,784 millions de fèves produits lors de la précédente saison.

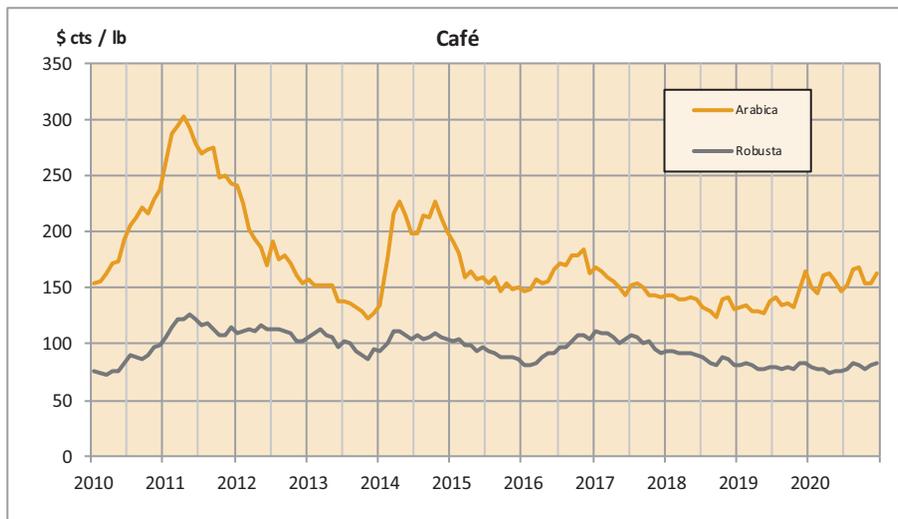


Sources : DGEPF, INSEE

1.2.4 Le café

Les cours du café arabica ont été bien orientés, portés par la dépréciation de 29% du réal face au dollar, mais également par la baisse de 4,7% du peso par rapport au dollar. Dans ce contexte, la livre d'arabica s'est appréciée de 14,1% à 158,88 cents sur le marché de New-York.

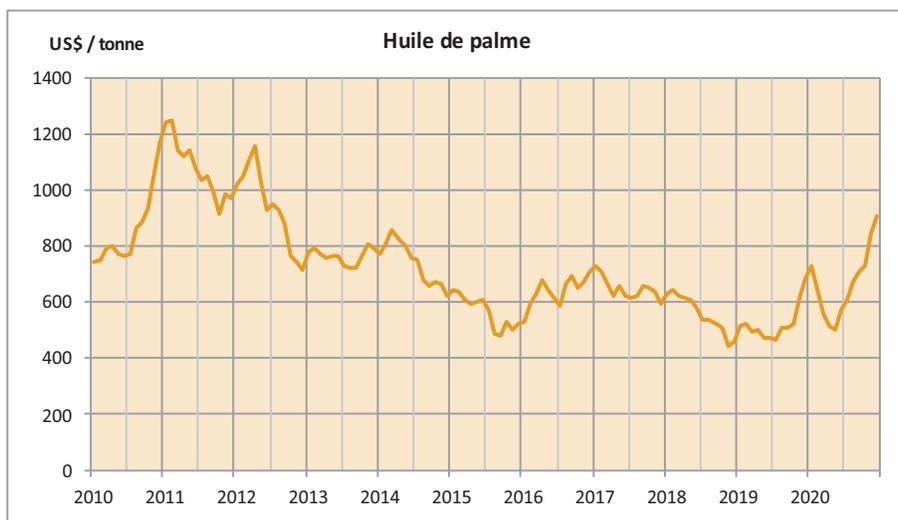
Par contre, à Londres, la tonne de robusta a reculé de 2,1% sur l'année, soit 78,34 cents la livre, en raison de l'abondance de l'offre au Brésil, premier producteur mondial, et de la faiblesse de la monnaie de ce pays.



Sources : DGEPF, INSEE

1.2.5 L'huile de palme

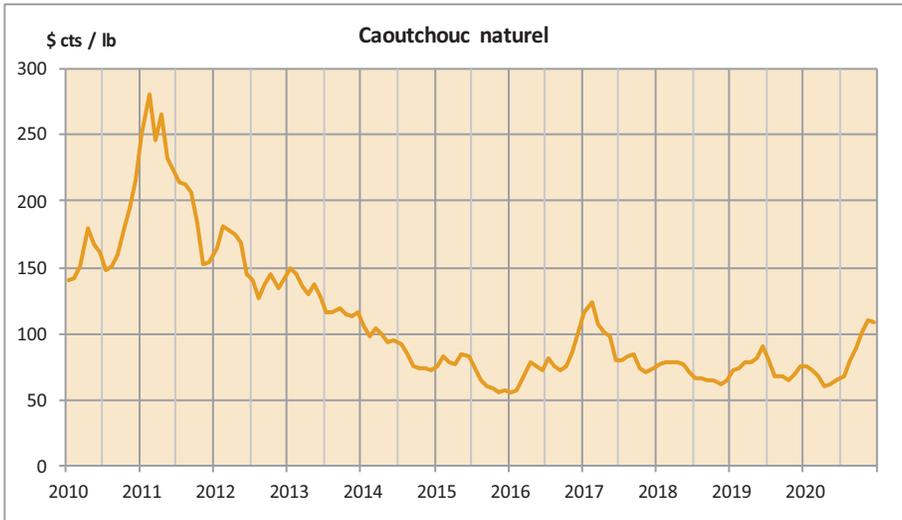
Les cours de l'huile de palme ont gagné 27% à 666,06 dollars US la tonne métrique par rapport à l'année précédente. Cette évolution est consécutive à la reprise de la demande provenant de la Chine, de l'Inde et de la Malaisie, principaux acteurs du marché.



Sources : DGEPF, INSEE

1.2.6 Le caoutchouc naturel

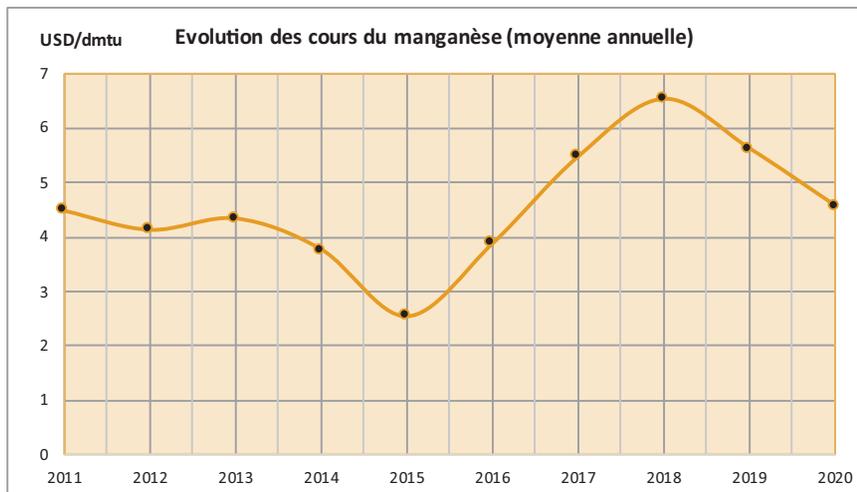
Les cours du caoutchouc naturel se sont effondrés dès l'apparition de la pandémie de coronavirus puis se sont stabilisés, pour enfin remonter. Ce, grâce aux signaux positifs en provenance de la Chine dont l'économie s'est montrée plus résiliente que prévu. En moyenne, les cours du caoutchouc ont gagné 6,8% à 79,9 cents/lb.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.7 Le minerai de manganèse

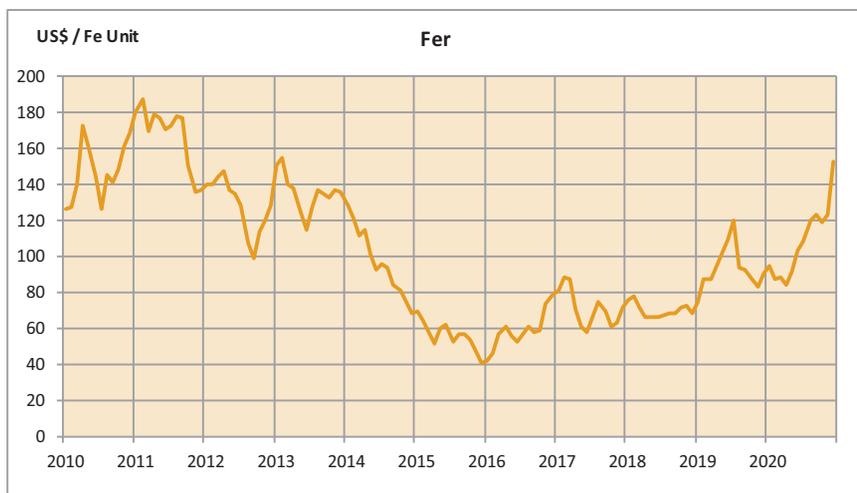
En 2020, la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du minerai de manganèse, a reculé de 1,5%, en lien avec une demande mondiale plus faible (-14% en Europe et -17% aux Etats-Unis). Dans le même temps, les stocks dans les ports chinois ont été évalués à 12 semaines de consommation. En conséquence, les cours du manganèse ont baissé de 18,7% à 4,6 dollars US/dmtu contre 5,6 dollars US/dmtu en 2019.



Sources : DGEFP, CRU-Eramet

1.2.8 Le minerai de fer

La reprise de l'activité industrielle en Chine et dans les pays avancés, associée à l'optimisme suscité par les mesures de relance budgétaire annoncées aux États-Unis, a renforcé la confiance dans les métaux. Les prix du minerai de fer, fortement utilisé dans le secteur de la construction et l'industrie manufacturière, ont augmenté de 15,4% à 108,1 dollars la tonne.



Sources : DGEFP, INSEE

1.2.9 L'or

En moyenne, le cours de l'or s'est établi à 1 769,5 dollars l'once, en progression de 27,1% en 2020 comparativement à l'année précédente. Le cours a ainsi enregistré son plus haut niveau depuis 2010. Cette évolution est consécutive, entre autres, aux fluctuations du dollar et aux politiques accommodantes des banques centrales des principales économies.



Sources : DGEFP, INSEE

L'activité nationale

2^e partie

II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2020

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture, Elevage et Pêche	
Cultures maraichères	↗
Cacao-culture	↘
Caféiculture	↘
Huile de palme brute	↘
Caoutchouc naturel	↘
Elevage	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Huiles et corps gras	↗
Production sucrière	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↘
Eau minérale	↗
Industries du bois	↘
Unités de sciages	↘
Unités de placage	↗
Unités de contreplaqué	↗
Autres industries	
Peintures	↘
Matériaux de construction	↘
Seconde transformation des métaux	↘
Industrie minière	↘
Production et distribution de l'électricité et de l'eau	↘
Electricité	↗
Eau	↘
Raffinage	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Aérien	↘
Ferroviaire	↗
Transport terrestre (urbain)	↘
Activité portuaire (Ports GSEZ)	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
Général structuré	↘
Véhicules utilitaires neufs	↘
Véhicules industriels	↘
Produits pétroliers	↘
Produits pharmaceutiques	↗
Services	
Rendus aux particuliers	↘
Rendus aux entreprises	↘
Réparation mécanique	↗
Immobiliers	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

Source : DGEPP

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

En 2020, l'activité pétrolière a été marquée par la suspension et/ou le report des projets d'appréciation et d'exploration des puits par certains opérateurs, suite à la crise sanitaire. Elle a ainsi été durement impactée par les mesures barrières prises par le gouvernement pour contrer la propagation du coronavirus.

La production

Après les bonnes performances de 2019, la production de pétrole brut a baissé de 1,2% à 10,766 millions de tonnes métriques (78,592 millions de barils) en 2020. Cette contreperformance s'explique principalement par l'application des quotas OPEP+ visant à réduire l'offre mondiale sur le marché de l'or noir.

Evolution de l'activité pétrolière

	2018	2019	2020	20/19
Production (en millions de tonnes)	9,647	10,901	10,766	-1,20%
Production (en millions de barils)	70,423	79,576	78,592	-1,20%
Exportation (en millions de tonnes)	8,706	10,553	9,882	-6,40%

Source : Enquête TBE

Les exportations

Dans le sillage de la production, les exportations ont reculé de 6,4% à 9,882 millions de tonnes métriques, en raison de la baisse de la demande mondiale du fait de la crise sanitaire. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais, recevant 79% du volume exporté.

Les prix

Dans le contexte de crise économique engendrée par la pandémie de la Covid-19, le baril de Brent s'est situé à 41,668 dollars en moyenne, contre 64,305 dollars une année auparavant. Pour sa part, le prix moyen de brut gabonais s'est établi à 40,23 dollars en moyenne le baril sur la période. En glissement annuel, les prix de ces bruts ont baissé respectivement de 35,2%

et 37,0%. La chute des prix est liée à la contraction de la demande mondiale, accentuée par la paralysie des transports.

Parallèlement, le taux de change moyen du FCFA par rapport au dollar s'est déprécié de 1,8% à 575,6 FCFA pour 1 dollar américain contre 585,9 en 2019.

Evolution des prix et du taux de change

	2018	2019	2020	20/19
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril),	70,79	64,305	41,668	-35,2%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	69,42	63,81	40,23	-37,0%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	555,733	585,973	575,634	-1,8%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le manganèse

En 2020, l'activité d'exploitation de manganèse s'est déroulée dans un contexte international marqué par des incertitudes liées à la crise sanitaire, avec une baisse de 1,5% de la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse. Ce résultat est attribuable aux contre-performances en provenance du reste du monde (-9,3%), notamment de l'Europe (-14,4%) et de l'Amérique du Nord (-18,1%). Cependant, la production en Chine, qui représente environ 57% de la production mondiale, a progressé de 5,4%, après un fort rebond (+17,2%) observé dès le deuxième trimestre, sous l'impulsion du plan de relance.

Dans le même temps, l'offre mondiale de minerai de manganèse a affiché un recul de 2,7% en 2020 compte tenu de la chute de la production, suite à la fermeture temporaire de mines sud-africaines.

La reprise normale des activités de l'ensemble des mines au second semestre a induit un excédent du bilan offre/demande, avec des stocks de plus de 7 millions de tonnes (Mt) à fin 2020 dans les ports chinois contre 4,7 Mt un an auparavant.

La production

Malgré ce contexte peu favorable, la filière manganèse a consolidé ses performances en 2020, soutenues par une exploitation normale des installations, grâce à une bonne adaptation face à la crise sanitaire.

La production a ainsi progressé de 25,1% à 8,44 millions de tonnes. Le programme d'expansion de la mine de Bangombé, la mise en exploitation du

gisement de Lebaye à Okondja, conjuguée à l'ouverture du nouveau plateau d'Okouma en octobre ont permis d'atteindre ce niveau de production. On note toutefois que cette progression a été atténuée par la baisse de la production sur le site de Ndjolé qui a connu des problèmes techniques au cours du dernier trimestre 2020 sur l'une des lignes de production.

Les exportations et les ventes

Sur le plan commercial, malgré les déraillements de trains enregistrés en cours d'année, les exportations et les ventes de manganèse ont progressé de 28,7% et 32,1% à 7,9 millions de tonnes et près de 8,1 millions de tonnes respectivement. Elles ont profité essentiellement du rebond de la demande chinoise d'acier.

A contrario, le chiffre d'affaires s'est contracté de 3,9% pour s'établir à 710,1 milliards de FCFA en 2020, en raison de la détérioration des prix du minerai de manganèse. En effet, le prix moyen du minerai de manganèse a baissé de 19% à 4,6 USD/dmtu en 2020 contre 5,6 USD/dmtu en 2019, en raison notamment de la situation de surproduction globale.

Evolution de l'activité minière

	2018	2019	2020	20/19
Production (milliers de tonnes)	5 366 508	6 749 080	8 443 069	25,1%
Exportations (milliers de tonnes)	5 200 473	6 139 783	7 903 632	28,7%
Ventes (milliers de tonnes)	5 145 026	6 118 478	8 085 376	32,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	779 877	739 015	710 114	-3,9%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	151 579	120 784	87 827	-27,3%
Investissements (millions de FCFA)	101 323	259 693	254 239	-2,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	47 300	57 329	60 009	4,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 880	2 425	2 280	-6,0%

Source : Enquête TBE

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements réalisés par les opérateurs miniers ont atteint 254,2 milliards de FCFA en 2020, en baisse de 2,1% par rapport à 2019. Ce montant a été consacré à la réalisation des travaux d'expansion et d'aménagement de nouveaux sites d'exploitation, notamment Okouma et Okondja.

En revanche, les effectifs ont diminué de 6% à 2 280 employés permanents, pour une masse salariale de 60 milliards de FCFA (+4,7%).

II.3 L'exploitation forestière

L'activité forestière a amélioré ses performances en 2020 au regard de l'accroissement de 1,7% à 1 765 547 m³ de sa production. Cette augmentation, soutenue essentiellement par l'Okoumé, s'explique par l'exploitation de nouvelles surfaces forestières, malgré le ralentissement de l'activité observé sur certains chantiers, en relation avec la lutte contre la propagation du coronavirus.

Au cours de la même période, les ventes des grumes aux industries locales sont passées de 899 543 m³ à 976 925 m³, soit un accroissement de 8,6%. Cette appréciation est liée à la fermeté de la demande, notamment des industries installées dans la zone économique de Nkok.

Evolution de l'activité de l'exploitation forestière

	2018	2019	2020	20/19
Production forestière (m ³)	2 034 389	1 736 142	1 765 547	1,7%
Okoumé	1 178 159	1 095 574	1 177 425	7,5%
Bois divers	856 230	640 568	588 122	-8,2%
Ventes aux industries locales (m ³)	882 838	899 543	976 925	8,6%
Okoumé	709 580	671 083	719 881	7,3%
Bois divers	173 258	228 460	257 044	12,5%

Source : Enquête TBE

II.4 L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE ET LA PÊCHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Cultures maraichères

En 2020, l'activité de cultures maraichères et vivrières a enregistré de bonnes performances. En effet, la production maraichère s'est consolidée pour se situer à 772 tonnes, tandis que la production vivrière s'est raffermie de 4,2% à 449 tonnes. Cette situation s'explique par un meilleur rendement des espaces cultivés (appropriation des nouvelles techniques culturales) et une bonne gestion des maladies, notamment la maladie « tuta absoluta » qui affecte les tomates.

Suivant la même tendance, le chiffre d'affaires a très fortement augmenté pour s'établir à 4,1 milliards de FCFA, porté par la bonne tenue du commerce des produits maraîchers.

Les effectifs et la masse salariale se sont renforcés respectivement de 6,3% et 3,8% comparativement à l'année 2019, tandis que les investissements ont reculé de 33,3%.

Evolution de l'activité agricole maraîchère et vivrière

	2018	2019	2020	20/19
Productions	1 412	622	1 221	96,3%
Produits maraîchers (en tonnes)	913	191	772	304,2%
Produits viviers (en tonnes)	499	431	449	4,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	847	639	4 111	543,3%
Maraîcher	558	567	2 862	404,8%
Vivrier	289	72	1 249	1634,7%
Investissements (millions de FCFA)	26	3	2	-33,3%
Effectifs permanents	63	142	151	6,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	16	160	166	3,8%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1 La cacao-culture

L'activité de négoce du cacao a enregistré des résultats mitigés au terme de la campagne 2019/2020. En effet, les achats de fève de cacao ont chuté de 42,2% à 63 tonnes contre 109 tonnes lors de la campagne précédente. Cette contreperformance est liée aux restrictions imposées par le contexte sanitaire et à la baisse de la subvention allouée par l'Etat.

Dans le même temps, les ventes locales et les exportations ont été très bien orientées, pour des quantités respectives de 50 tonnes (+212,5%) et 34 tonnes (+36,0%).

La détérioration des prix de vente des deux grades de cacao (grade 1 et grade 2) respectivement 30,7% et 38,6% a négativement impacté le chiffre d'affaires qui a chuté de 33,3% à 14 millions de FCFA.

Evolution de l'activité cacao

	2017/2018	2018/2019	2019/2020	20/19
Achats (en tonnes)	65	109	63	-42,2%
Ventes locales (en tonnes)	3	16	50	212,5%
Exportations (en tonnes)	60	25	34	36,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	69	21	14	-33,3%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.2 La caféiculture

A l'instar des autres cultures, l'activité de la caféiculture a été très fortement influencée par la situation sanitaire et la baisse prononcée de la subvention allouée par l'Etat. Celle-ci vise à pérenniser cette activité par l'achat de café, l'encadrement des planteurs et le développement des plantations de la Caistab. Les achats de café auprès des planteurs ont atteint un volume de 19 tonnes contre 13 tonnes en 2019. Aucune vente n'a été réalisée durant la période sous-revue.

Evolution de l'activité café

	2018	2019	2020	20/19
Achats (en tonnes)	21	13	19	46,2%
Ventes locales (en tonnes)	30	4	-	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	24	4	-	-

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.3 L'huile de palme

L'activité de la filière de l'huile de palme brute a maintenu ses performances agro-industrielles en 2020. Cette amélioration s'explique par le raffermissement du rendement des plantations de Mouila et d'Awala. Ainsi, la culture des plantations a permis de moissonner 291 741 tonnes de régimes de palme contre 238 184 tonnes l'année précédente, en augmentation de 22,5%. Parallèlement, la transformation des régimes a permis de produire 70 340 tonnes d'huile de palme rouge, en hausse de 27,6% sur la période d'étude, en raison de l'amélioration du rendement des unités de transformation installées récemment. En outre, la trituration de noix de palme a généré une production de 3 790 tonnes d'huile palmiste (+50,6%).

Sur le plan commercial, les exportations ont progressé de 44,6% à 56 123 tonnes, en lien avec la fermeté de la demande, notamment des pays de l'Afrique subsaharienne. Corrélativement, le chiffre d'affaires a augmenté de 24,9% à 23,1 milliards de FCFA en 2020.

Les investissements ont été relevés de 7% pour se situer à 63,9 milliards de FCFA, en raison des travaux d'aménagement et de construction d'une nouvelle base vie, mais aussi grâce au renouvellement des machines et engins. Au niveau de l'emploi, les effectifs ont régressé de 25,1% à 5 724 agents, pour une masse salariale de 12,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2018	2019	2020	20/19
Production (en tonnes)				
Régime de palme	143 252	238 184	291 741	22,5%
Huile brute	32 854	55 105	70 340	27,6%
Huile palmiste	1 603	2 517	3 790	50,6%
Exportations (en tonnes)	20 321	38 817	56 123	44,6%
Huile brute	18 887	35 817	46 068	28,6%
Huile palmiste	1 434	3 000	3 696	23,2%
Stéarine			6 358	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 235	18 465	23 054	24,9%
Investissements	52 627	59 739	63 930	7,0%
Effectifs	13 320	7 638	5 724	-25,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	20 009	15 537	12 389	-20,3%

Source : Enquête DGEPE

II.4.1.2.4 L'hévéaculture

La filière du caoutchouc naturel a enregistré un tassement de son activité en 2020. En effet, la production nationale de caoutchouc naturel en fond de tasse a reculé de 9,9% à 17 566 tonnes en raison du ralentissement de l'activité et de la grève du personnel de Siat Gabon. De même, l'usinage du caoutchouc en granulé de 50 kg a régressé de 8,8% à 7 324 tonnes.

Sur le plan commercial, le fléchissement des exportations de granulé (-8,8%) a entraîné un recul du chiffre d'affaires de 5,8% à 7,4 milliards de FCFA.

Les investissements réalisés en 2020, bien qu'en repli de 8,2% par rapport à 2019, ont concerné essentiellement l'acquisition d'équipements agricoles et de véhicules.

Au niveau de l'emploi, malgré la mise en exploitation des plantations d'Olam, les effectifs ont baissé de 12,5% à 1 007 agents, pour une masse salariale de 3,1 milliards de FCFA, en fort recul (-44,3%) par rapport à la même période de l'année dernière.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2018	2019	2020	20/19
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	23 952	19 488	17 566	-9,9%
Caoutchouc usiné	13 207	9 396	8 567	-8,8%
Exportations de caoutchouc usiné	13 207	9 396	8 567	-8,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 491	7 862	7 405	-5,8%
Investissements (millions de FCFA)	18 577	15 269	14 014	-8,2%
Effectifs (en nombre)	1 250	1 151	1 007	-12,5%
Masse salariale (en millions)	5 823	5 519	3 073	-44,3%

Source : Enquête TBE

II.4.2 L'élevage

L'activité de l'élevage bovin a été globalement atone, avec une quasi-stagnation du nombre de bêtes entre 2019 et 2020, alors que les ventes de viande ont chuté de 56,4% à 38,6 tonnes contre 88,6 tonnes l'année précédente. Concernant l'aviculture, le nombre d'œufs produits a fléchi (-4,2%) à 3,0 millions d'unités, dans un contexte de maintien du nombre de poules pondeuses.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires consolidé s'est effondré de 49,5% à 444 millions de FCFA. Cette situation est imputable à l'arrêt progressif des activités du ranch SIAT Nyanga durant le dernier trimestre de l'année, à la grève des transporteurs de marchandises et à la crise sanitaire.

Evolution de l'élevage bovin

	2018	2019	2020	20/19
Bœufs (en nombre)	6 387	6 285	6 295	0,2%
Poules pondeuses (en nombre)	6 009	6 612	6 611	0,0%
Œufs (en millions d'unités)	3,03	3,13	3	-4,2%
Ventes de viande (en kg)	23 431	88 614	38 595	-56,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	473	880	444	-49,5%

Source : Enquête TBE

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. En 2020, le chiffre d'affaires de la branche des industries agroalimentaires s'est replié de 1,4% à 213 milliards de FCFA, en raison des effets de la crise sanitaire.

II.5.1.1 Les huiles et corps gras

L'activité de la branche de fabrication des huiles et corps gras a enregistré des résultats appréciables en 2020. En effet, malgré la crise sanitaire, la régularité dans l'approvisionnement des usines en huile brute a permis à la société d'atteindre une production de 31 688 tonnes, soit une augmentation de 40%, portée par l'huile raffinée (+42%) et les autres produits (+66,6%).

Parallèlement, les ventes locales et les exportations des huiles et corps gras se sont renforcées respectivement de 40,6% et 62,5%, en raison de la fermeté de la demande domestique et extérieure. Les ventes des produits élaborés ont généré une hausse du chiffre d'affaires de 24,9% pour un montant de 23 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2018	2019	2020	20/19
Production (en tonnes)	23 588	22 636	31 688	40,0%
Huile raffinée (oléine)	12 174	13 221	18 772	42,0%
Savons	5 670	4 644	4 967	7,0%
Autres produits (stéarine, acides gras)	5 744	4 771	7 948	66,6%
Ventes (en tonnes)	18 189	12 164	17 100	40,6%
Huile raffinée	12 779	9 551	13 611	42,5%
Savons	5 410	2 613	3 489	33,5%
Exportations (Stéarine, savons, acides gras)	403	4 000	6 500	62,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 459	18 465	23 054	24,9%
Investissements	2 941	2 907	5 400	85,8%
Effectifs	220	193	193	0,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	331	394	395	0,3%

Source : Enquête TBE

II.5.1.2 La production sucrière

En 2020, la raffinerie de sucre a enregistré des contreperformances tant sur le plan agronomique qu'industriel. Ainsi, sur le plan agronomique, la production de granulé de 50 kg s'est repliée de 15,3% en s'établissant à 22 372 tonnes, en raison des conditions climatiques défavorables (faible maturation des cannes à sucre) et des problèmes techniques au niveau des récolteuses de canne et des effets des mesures barrières de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Par contre, sur le plan industriel, la transformation de sucre a connu une quasi-stabilité à 14 633 tonnes, tirée par le sucre en morceaux (+3,7%). Dans le même temps, en vue de satisfaire la demande locale, les importations de sucre ont progressé de 51,7% à 10 179 tonnes.

Sur le plan commercial, la crise sanitaire a impacté négativement les ventes de sucre, avec un retrait de 3% des quantités vendues, soit 30 588 tonnes en 2020, consécutivement à la contraction de la demande du principal client industriel (Sobraga), suite à la fermeture des bars, des restaurants et hôtels. A cela s'ajoute, les difficultés d'acheminement des produits liées au mauvais état des infrastructures de transport. Malgré cette baisse, le chiffre d'affaires s'est relevé de 1,3% à 21,6 milliards de FCFA contre 21,3 milliards en 2019, en raison du relèvement des prix du sucre intervenu en début d'année.

S'agissant des investissements, un montant de 2,3 milliards de FCFA a été mobilisé en 2020, essentiellement pour l'achat des équipements.

Les effectifs de la société ont baissé de 6,2% à 241 agents permanents et les emplois temporaires se sont établis à 333 personnes. La masse salariale a progressé de 3,8% à 6,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2018	2019	2020	20/19
Production (en tonnes)	20 158	26 402	22 372	-15,3%
Importations (en tonnes)		6 708	10 179	51,7%
Total sucre transformé	20 545	14 683	14 633	-0,3%
Sucre (en morceaux)	11 074	5 250	5 446	3,7%
Autres (dose, granulé 1kg)	9 471	9 433	9 187	-2,6%
Ventes (en tonnes)	32 125	31 531	30 588	-3,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 805	21 349	21 628	1,3%
Investissements (en millions de FCFA)		4 600	2 286	-50,3%
Effectifs (nombre d'agents)	273	257	241	-6,2%
Masse salariale (en million de FCFA)	5 410	5 860	6 085	3,8%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3 Les boissons

II.5.1.3.1. Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des contreperformances en 2020, suite à la fermeture d'un certain nombre d'activité non essentielles (restaurants, hôtels, boîtes de nuit, etc.) et de l'interdiction des manifestations ou d'évènements de plus de 30 personnes. Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a reculé de 3,9% pour se situer à 2,7 millions d'hectolitres. En conséquence, le chiffre d'affaires a fléchi de 5,2% à 146,9 milliards de FCFA contre 155,0 milliards de FCFA l'année précédente.

Parallèlement, les investissements ont reculé de 37,2% à 739 millions de FCFA. Ils ont été essentiellement orientés vers l'installation du câblage réseau pour les nécessités du télétravail et l'achat de bus pour assurer le transport des agents dans le respect des mesures barrières.

Les effectifs ont également diminué de 5,7% à 1 181 agents, pour une masse salariale de 18,3 milliards de FCFA, en hausse de 16,3% par rapport à l'année précédente. La consolidation de la masse salariale s'explique essentiellement par les nombreux départs négociés.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2018	2019	2020	20/19
Productions (en hectolitres)	2 736 241	2 839 663	2 730 318	-3,9%
Bières	1 677 255	1 711 741	1 692 898	-1,1%
Boissons gazeuses	973 200	1 030 932	941 971	-8,6%
Vins	42 767	48 571	46 453	-4,4%
Divers	43 019	48 419	48 996	1,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	162 503	155 043	146 949	-5,2%
Investissements (en millions de FCFA)	17 061	1 177	739	-37,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	14 832	15 711	18 273	16,3%
Effectifs (en nombre)	1 043	1 253	1 181	-5,7%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est accrue de 1,9% en 2020, pour un volume de 1,1 million d'hectolitres. Ce résultat a été porté par les gammes proposées par Origen et Sobraga (Akewa, Aningo, etc.) suite à la fermeté de la demande. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 21,3 milliards de FCFA, en hausse de 0,8%.

En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 8,7% à 84 agents, pour une masse salariale en retrait de 5,2% à 1,1 milliard de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2018	2019	2020	20/19
Production d'eau (en hectolitres)	1 082 601	1 094 970	1 115 597	1,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 305	21 151	21 330	0,8%
Investissements (millions de FCFA)	ND	1 031	1 450	40,6%
Effectifs (nombre d'agents)	83	92	84	-8,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1045	1 172	1 111	-5,2%

Source : Enquête TBE

II.5.2 Les Industries du Bois

La filière bois comprend trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- 1^{er} niveau : sciage et déroulage ;
- 2^{ème} niveau : moulures, profilés et parquet ;
- 3^{ème} niveau : menuiserie et ébénisterie.

Les industries de transformation du bois ont enregistré des résultats mitigés en 2020. En effet, la production de bois débités a baissé de 0,6% à 966 927 m³, en lien avec le ralentissement de l'activité occasionné par la Covid-19 et les difficultés d'approvisionnement en grumes des usines installées dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont progressé respectivement de 31,8% à 128 579 m³ et 1,6% à 789 585 m³, en raison de la fermeté de la demande domestique et du marché asiatique. Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 8,2% à 207,076 milliards FCFA plombé par le repli des prix mondiaux des bois débités.

En matière d'emploi, les effectifs ont reculé de 5,8% pour se situer à 8 996 agents, suite à la crise sanitaire. De même, la masse salariale s'est contractée de 3,3% à 40,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de bois

	2018	2019	2020	20/19
Production (m ³)	1 119 547	972 866	966 927	-0,6%
Ventes locales (m ³)	114 123	97 587	128 579	31,8%
Exportations (m ³)	883 247	776 901	789 585	1,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	242 648	225 532	207 076	-8,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	65 423	56 445	38 581	-31,6%
Investissement (millions de FCFA)	81 977	77 313	43 299	-44,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	48 012	42 266	40 875	-3,3%
Effectifs (agents permanents)	11 749	9 554	8 996	-5,8%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

Les industries de sciage ont enregistré une baisse de 4,5% de la production qui s'est chiffrée à 599 760 m³. Cette situation résulte principalement du

ralentissement de l'activité et d'un faible approvisionnement des unités de transformation en grumes.

Par contre, sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations se sont appréciées respectivement de 30,3% à 114 063 m³ et de 2% à 485 590 m³, en liaison avec la forte demande du marché local et des commandes soutenues du marché asiatique de bois scié. Cependant, le chiffre d'affaires a régressé de 11,8% sous l'effet de l'affaiblissement des cours sur le marché.

Les investissements réalisés en 2020, d'un montant de 28,7 milliards de FCFA, ont concerné essentiellement l'acquisition des équipements et la réhabilitation de l'outil de production.

Par ailleurs, les effectifs ont baissé de 7,2% à 7 295 agents permanents, suite aux licenciements économiques et à la mise en chômage technique, pour une masse salariale de 35,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de sciage

	2018	2019	2020	20/19
Production	695 562	627 956	599 760	-4,5%
Ventes locales	76 446	87 568	114 063	30,3%
Exportations	556 535	476 073	485 590	2,0%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	141 828	130 852	115 367	-11,8%
Valeur ajoutée (en millions FCFA)	55 421	51 351	34 498	-32,8%
Investissements (en millions FCFA)	58 735	57 041	28 657	-49,8%
Masse salariale (en millions FCFA)	39 099	36 579	35 188	-3,8%
Effectifs	9 469	7 860	7 295	-7,2%

Source : Enquête TBE

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend la transformation de bois en placages et en contreplaqués à base d'Okoumé, essentiellement. Le renforcement des capacités de production a continué à dynamiser cette branche.

Le placage

En 2020, les unités de placage ont consolidé les performances enregistrées ces dernières années, grâce au dynamisme des unités installées dans la zone économique à régime privilégié de Nkok. Ainsi, la production de placage s'est

située à 321 149 m³, soit une augmentation de 3,3% par rapport à celle réalisée en 2019.

Dans le même temps, les ventes locales ont poursuivi une tendance haussière (+16,6%), en raison de la fermeté de la demande locale. Cependant, les exportations ont baissé de 3,5% pour s'établir à 267 329 m³, en liaison avec la contraction de la commande de placage sur le marché asiatique, notamment indien.

Les effectifs ont augmenté de 11,6% à 1 593 agents permanents, en raison de la mise en service de nouvelles usines à Nkok. Par contre, la masse salariale a baissé de 3,3% à 5,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de placage

	2018	2019	2020	20/19
Production	386 757	310 821	321 149	3,3%
Ventes locales	30 564	4 920	5 738	16,6%
Exportations	296 307	277 052	267 329	-3,5%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	87 554	82 082	74 736	-8,9%
Valeur ajoutée (en millions FCFA)	10 002	5 094	3 140	-38,4%
Investissements (en millions FCFA)	23 242	15 736	10 717	-31,9%
Masse salariale (en millions FCFA)	8 913	5 687	5 500	-3,3%
Effectifs	2 280	1 428	1 593	11,6%

Source : Enquête TBE

Le contreplaqué

Le segment de fabrication de contreplaqués a enregistré de bons résultats en 2020. En effet, la production est passée de 34 089 m³ à 46 018 m³ en 2020, soit une progression de 35%. Cette évolution résulte d'une utilisation optimale des équipements industriels et du renforcement du tissu industriel, entre autres.

Sur le plan commercial, les exportations ont progressé de 54,2% à 36 666 m³ en 2020, soutenues par la fermeté de la demande asiatique de contreplaqué. Parallèlement, les ventes locales ont enregistré une augmentation de 72,2% pour s'établir à 8 778 m³, suite à la vitalité des commandes locales. En conséquence, le chiffre d'affaires est passé de 12,6 milliards de FCFA en 2019 à près de 17 milliards de FCFA en 2020, soit un relèvement de 34,7%.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

	2018	2019	2020	20/19
Production	37 228	34 089	46 018	35,0%
Ventes locales	7 113	5 099	8 778	72,2%
Exportations	30 405	23 776	36 666	54,2%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	13 266	12 598	16 973	34,7%
Investissements (en millions FCFA)		4 536	3 925	-13,5%
Effectifs		266	108	-59,4%

Source : Enquête TBE

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage produit du butane, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres produits comme le pétrole lampant et le gaz liquéfié. Sa capacité de raffinage est de 1 200 000 tonnes métriques.

Le brut traité

Au terme de l'exercice 2020, l'activité de la raffinerie de pétrole a présenté des résultats en forte progression. En effet, le volume de brut traité s'est apprécié de 23,5% à 834.223 tonnes métriques. Cette augmentation s'explique par l'amélioration des livraisons de brut à l'usine suite à l'apurement progressif de la dette de la compagnie auprès de ses principaux fournisseurs. Dans le même temps, les importations de produits pétroliers raffinés se sont établies à 198 756 tonnes métriques, en recul de 39,3% par rapport à 2019.

Evolution de l'activité de raffinage

(En tonnes métriques)	2018	2019	2020	20/19
Total brut traité	759 391	675 471	834 223	23,5%
Total Importations des produits raffinés	408 157	327 279	198 756	-39,3%

Source : Enquête TBE

La commercialisation

Au niveau commercial, la société a enregistré un relèvement global des ventes des produits pétroliers raffinés sur les marchés domestiques et extérieurs, en dépit d'un repli du pétrole lampant (-20,1%) et du turbine fuel (-23,7%) qui

ont pâti de la contraction des consommations des clients industriels (transport aérien, pêcheurs artisanaux, etc.).

Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 15,3% à 185,7 milliards de FCFA. Cette évolution procède de l'ajustement à la baisse des prix des produits pétroliers par l'administration chargée de la péréquation, afin de s'arrimer à la chute des cours mondiaux du pétrole.

Evolution des ventes de Sogara

	2018	2019	2020	20/19
Marché intérieur				
Butane (TM)	7 691	6 817	14 791	117,0%
Super (m ³)	35 029	55 907	78 126	39,7%
Pétrole lampant (m ³)	6 611	5 885	4 701	-20,1%
Turbine fuel 1 (m ³)	33 727	54 888	41 890	-23,7%
Gasoil moteur (m ³)	219 697	209 668	304 903	45,4%
Marché Export				
Jet A1	19 400	11 847	24 440	106,3%
Résidu atmosphérique (RAT)	412 602	387 953	399 170	2,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	241 646	219 296	185 657	-15,3%
Chiffre d'affaires intérieur	132 683	120 511	112 625	-6,5%
Chiffre d'affaires export	108 963	98 785	73 031	-26,1%

Source : Enquête TBE

Les effectifs et la masse salariale

En matière d'emploi, les effectifs ont été réduits de 1,3% pour se situer à 313 agents en 2020, représentant une masse salariale de 9,7 milliards de FCFA (-3,3% par rapport à 2019).

Evolution des autres indicateurs d'activité

20	2018	2019	2020	20/19
Masse salariale (millions de FCFA)	10 430	9 989	9 664	-3,3%
Effectifs (en nombre)	310	317	313	-1,3%

Source : Enquête TBE

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La branche énergie et eau a enregistré des résultats contrastés en 2020, au regard de l'évolution des principaux indicateurs, en lien avec la crise économique et sanitaire.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2018	2019	2020	20/19
Abonnements (nombre)				
Electricité	376 403	404 948	428 828	5,9%
Eau	200 692	212 936	221 930	4,2%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 781	2 818	2 722	-3,4%
Production SEEG	1 822	1 826	1 853	1,5%
Production SP	959	992	869	-12,4%
Eau (en millions de m ³)	117	118	117	-0,9%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 222	2 222	2 171	-2,3%
Moyenne tension	1 127	1 128	1 083	-4,0%
Basse tension	1 095	1 094	1 088	-0,5%
Eau (en millions de m ³)	61,7	61,9	61,2	-1,1%

Source : Enquête TBE

II.5.4.1 L'électricité

L'activité de la branche de l'électricité s'est détériorée en 2020. En effet, la production nette d'électricité totale a baissé de 3,4% à 2 722 Gwh. Cette contreperformance a résulté du recul de 12,4% de la production des centrales à gaz d'Owendo et du Grand Poubara.

Dans le même temps, les volumes facturés ont baissé de 2,3% à 2 171 GWh, sous le double effet du ralentissement de l'activité causé par la pandémie et du dysfonctionnement du processus de facturation.

II.5.4.2 L'eau

La production de l'eau potable a fléchi de 0,9% à 117 millions de m³ en 2020, en raison d'une saison sèche plus marquée et ce, malgré la mise en service de

la nouvelle conduite d'eau à Libreville. De même, les ventes hors cession ont baissé de 1,1% à 61,2 millions de m³. Cette situation est consécutive aux importantes pertes dues aux fuites et aux branchements anarchiques sur le réseau de distribution, ainsi qu'à la contraction de la demande liée au ralentissement de l'activité dans certains secteurs.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires global du secteur a reculé de 2,0% à 230 milliards de FCFA, plombé par les problèmes de facturation des consommations d'électricité et les contraintes sanitaires. Pour autant, la valeur ajoutée s'est appréciée de 3,0% sur la période.

Les investissements ont chuté de 51,9% à 23,6 milliards FCFA, l'exécution de nombreux projets ayant été reportée et/ou annulée à cause de l'instabilité provoquée par la pandémie.

Les effectifs et la masse salariale se sont consolidés respectivement de 5,9% et 8,4%. Ces évolutions sont consécutives au renforcement des effectifs par la Société de Patrimoine (+54,5%) sur la période sous-revue.

Evolution des autres indicateurs consolidés du secteur énergie

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires total (en milliards FCFA)	227,4	234,6	229,9	-2,0%
Electricité	176,6	181,7	177,4	-2,4%
Eau	23,7	24,2	23,9	-1,2%
Autres (SP)	27,1	28,7	28,6	-0,3%
Valeur ajoutée (en milliards FCFA)	64,7	65,7	67,7	3,0%
Investissements (en milliards FCFA)	9,4	49,1	23,6	-51,9%
Masse salariale (en milliards FCFA)	35,9	40,7	44,1	8,4%
Effectifs (agents permanents)	2 081	2 148	2 275	5,9%

Source : Enquête TBE

II.5.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation sont constituées de la chimie, des matériaux de construction, de la seconde transformation des métaux, de la fabrication des médicaments génériques, ainsi que de l'imprimerie et de la presse.

II.5.5.1 La chimie

La chimie comprend les sous branches gaz industriels, la fabrication de matelas, des désinfectants, de papier à base d'ouate de cellulose, des peintures et de la fabrication des médicaments.

En 2020, l'activité de l'industrie chimique a connu une détérioration des performances industrielle et commerciale, en raison de la crise sanitaire qui a entraîné l'arrêt d'activité de certains clients de la branche, mais également de la hausse des coûts des matières premières et des frais de transport.

Sur le plan commercial, les ventes des produits chimiques ont induit un chiffre d'affaires quasi-stable à 16,2 milliards de FCFA (-0,2%), dans un contexte marqué par la contraction de la demande de l'industrie pétrolière.

Par contre, les effectifs et la masse salariale progressent respectivement de 17,4% et 3,4%. De même, les investissements sont en forte amélioration et se sont situés à 9,2 milliards de FCFA en 2020. Ces investissements ont été orientés essentiellement vers la construction de l'usine de fabrication de médicaments dans la zone de Nkok et l'achat des équipements en vue de l'amélioration de la productivité.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2018.	2019	2020	20/19
Productions				
- Peintures (tonnes)	3 321	3 346	3148,2	-5,9%
- Gaz industriels (m ³)	486 519	771 378	559 883	-27,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 856	16 224	16 193	-0,2%
Investissements (millions de FCFA)	480	544	9 200	1591,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 627	2 147	2 220	3,4%
Effectifs (en nombre)	209	258	303	17,4%

Source : Enquête TBE

Les peintures

La production de la sous-branche peinture a baissé de 5,9% à 3 148 tonnes en 2020 contre 3 346 en 2019. Cette évolution est liée au contexte sanitaire qui a induit une contraction des commandes des principaux clients (BTP et sociétés pétrolières).

Les gaz industriels

La production consolidée des gaz industriels a régressé de 27,4% pour se situer à 559 883 m³, suite à un recul de la demande de l'industrie minière et pétrolière sur les principaux produits (oxygène, azote liquide et acétylène) et ce, malgré la bonne tenue de l'azote gazeux.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués de la production du ciment, de gravier et de l'extraction de sable. En 2020, les performances de cette sous-branche ont été mitigées.

En effet, si la production de ciment s'est accrue de 7,9% à 589 653 tonnes, grâce à la mise en service d'un deuxième broyeur par CIMAF, les importations de clinker ont baissé de 4,6%. Parallèlement, sous l'effet de la contraction des commandes des BTP, la production de gravier a fléchi de 20% à 43 200 tonnes.

Sur le plan commercial, les ventes des produits de la branche ont généré un chiffre d'affaires de 38,4 milliards FCFA, niveau équivalent à celui réalisé un an plus tôt.

Les investissements ont régressé de 36% pour se situer à 5,2 milliards de FCFA et ont été orientés vers la réhabilitation de l'outil de production. En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 8,2% à 145 employés, représentant une masse salariale de 1,6 milliards de FCFA.

Evolution des matériaux de construction

	2018	2019	2020	20/19
Importation de clinker (en tonnes)	381 632	459 799	438 597	-4,6%
Production de ciment (en tonnes)	486 774	546 434	589 653	7,9%
Production de gravier (en tonnes)	41 837	54 000	43 200	-20,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	36 654	38 304	38 384	0,2%
Investissements (en millions de FCFA)	327	8 127	5 203	-36,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 123	1 731	1 638	-5,4%
Effectifs (en nombre)	143	158	145	-8,2%

Source : Enquête TBE

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

L'activité de la seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la charpente métallique, la mécanique, la fabrication des tôles en aluminium et le recyclage des métaux. Les unités de fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium, de laiton et de bronze.

Les performances de la seconde transformation des métaux se sont détériorées en 2020. Ainsi, la production totale a reculé de 5,5% pour se situer à 24 694 tonnes. Cette évolution découle de la diminution de la production des usines de la fonderie, en raison des effets de la Covid-19 et des problèmes d'approvisionnement en consommations intermédiaires (ferraille). Cependant, l'accroissement des commandes publique et domestique durant la saison sèche a induit un affermissement de l'activité de fabrication des tôles.

Sur le plan commercial, les ventes totales ont généré un chiffre d'affaires de 13,4 milliards de FCFA, en repli de 10,1% par rapport à l'année précédente, suite à la diminution des exportations des lingots des métaux non ferreux.

Par contre, les investissements ont atteint 1,6 milliard de FCFA contre 485 millions en 2019 et ont été orientés pour l'essentiel vers le renouvellement des équipements de production. Les effectifs sont en hausse de 4,7% pour une masse salariale en baisse de 12,4%.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2018	2019	2020	20/19
Production (en tonnes)	13 308	26 145	24 694	-5,5%
Tôles	1 430	1 617	1 772	9,6%
Fers à béton	6 953	20 464	19 023	-7,0%
Lingots (plomb, cuivre, aluminium)	4 925	4 064	3 899	-4,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	17 385	14 970	13 451	-10,1%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	2 224	4 257	3 330	-21,8%
Investissements (en millions de FCFA)	19 061	485	1 578	225,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 142	2 215	1 941	-12,4%
Effectifs (en nombre)	473	464	486	4,7%

Source : Enquête TBE

II.5.5.4 La transformation manganèse

Le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) a connu de nombreux dysfonctionnements d'ordre technique en 2020, avec pour conséquence la décision de l'arrêt définitif, en septembre, de l'activité d'électrolyse par le Groupe Eramet. Cette décision de fermeture de l'unité de production de manganèse métal a été motivée, d'une part, par les coûts de production supérieurs aux objectifs et les faibles prix de vente. D'autre part, le manque de compétitivité du produit de C2M eu égard aux charges de logistique et de transport maritime explique cette décision. Dans ce contexte, la production d'alliages de manganèse s'est située à 36 777 tonnes en 2020, soit un repli de 23% par rapport à l'année précédente.

Sur le plan commercial, les ventes externes ont progressé de 14,7% pour atteindre 46 468 tonnes, en raison de l'évacuation des stocks de silico-manganèse accumulés sur le site de production (+29,9%). Cependant, le chiffre d'affaires a fléchi de 1,8% pour se situer à 26,7 milliards de FCFA, en liaison avec le reflux des cours des alliages de manganèse, notamment en Europe.

Au niveau de l'emploi, la fermeture de l'unité d'hydrolyse a conduit à la réduction des effectifs de 47,1% en 2020, soit 222 agents, représentant une masse salariale de 6,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2 018	2 019	2 020	20/19
Production (en tonnes)	49 934	47 763	36 777	-23,0%
Silico Manganèse (SiMn)	41 034	39 607	35 424	-10,6%
Manganèse Métal (Mn Métal)	8 900	8 156	1 353	-83,4%
Ventes (en tonnes)	44 685	40 509	46 468	14,7%
Silico Manganèse (SiMn)	35 927	33 398	43 396	29,9%
Manganèse Métal (Mn Métal)	8 758	7 111	3 072	-56,8%
Chiffres d'affaires (en milliards FCFA)	32 664	27 229	26 748	-1,8%
Prix moyen alliages SiMn (USD/T)	1 075	946	987	4,3%
Prix moyen alliages Mn métal (USD/T)	2 457	1 769	1 429	-19,2%
Investissements (en millions FCFA)	3 582	4 911	2 545	-48,2%
Effectifs	425	420	222	-47,1%
Masse salariale (en millions FCFA)	7 854	8 680	6 503	-25,1%

Source : Enquête TBE

II.6 LE BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Après la relative embellie observée en 2019, l'activité du secteur BTP a de nouveau reculé en 2020. Son chiffre d'affaires global a ainsi régressé de 14,1% pour s'établir à 78,3 milliards FCFA. Pour l'essentiel, cette contreperformance s'explique par la baisse de la demande publique, consécutive au repli du budget d'investissement, et par les mesures barrières prises pour freiner la propagation de la pandémie du coronavirus. Cependant, l'assouplissement desdites mesures a permis d'atténuer le reflux de la production vendue, grâce à la reprise de l'activité durant le dernier trimestre de l'année. Ce, en lien avec les travaux de réparation des zones instables sur le réseau du chemin de fer, les chantiers de modernisation des voiries urbaines, etc.

Dans ces conditions, la valeur ajoutée a chuté de 37,1% à près de 15,3 milliards de FCFA. Les investissements ont suivi la même tendance baissière (-30,7%), en raison du report de nombreux projets compte tenu de l'incertitude liée à l'éradication de la pandémie.

Les effectifs ont baissé de 7% à 2 435 agents permanents. Cette évolution s'explique par un recours accru aux « contrats chantiers » qui permettent une gestion plus flexible de la main d'œuvre. En revanche, la masse salariale a progressé de 22,4% à 25,5 milliards de FCFA, suite au paiement des indemnités de départ et de mise en chômage technique.

Evolution de l'activité des BTP

	2018	2019	2020	20/19
Production vendue(en millions de FCFA)	83 629	91 054	78 257	-14,1%
- Bâtiment-génie-civil	66 376	74 122	63 699,2	-14,1%
- Lignes eau, électricité, téléphone	17 253	16 932	14 558	-14,0%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	16 025	24 270	15 268	-37,1%
Investissements (en millions de FCFA)	36 180	21 885	15 160	-30,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	24 889	20 867	25 543	22,4%
Effectifs permanents	2 926	2 618	2 435	-7,0%

Source : Enquête TBE.

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports compte quatre branches, représentant les modes de transport les plus usités. Il s'agit du :

- transport ferroviaire ;
- transport aérien ;
- transport maritime ;
- transport terrestre.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées ci-dessus. Ce sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport des personnes (agences de voyages) et des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, etc..).

II.7.1 Le transport ferroviaire

Au terme de l'année 2020, le transport ferroviaire a consolidé ses performances, au regard de l'évolution des principaux indicateurs. En effet, cette branche d'activité a enregistré une hausse de 24,4% du volume global de marchandises acheminées par rails, soit 8,9 millions de tonnes contre 7,16 millions en 2019. Ce résultat est attribuable à la bonne tenue des évacuations du manganèse (+29%), au transport des produits pétroliers (+11%) et aux bois débités conteneurisés (+9,8%).

Cependant, le nombre de passagers transportés a chuté de 49,3% à 163 113 personnes, du fait de l'interdiction provisoire de déplacement des personnes entre le Grand Libreville et le reste du Gabon, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2018	2019	2020	20/19
Total marchandises transportées	5 838 238	7 165 052	8 915 574	24,4%
Grumes (en tonnes)	447 248	378 474	378 423,69	0,0%
Bois débités (en tonnes)	30 360	18 240	16 889	-7,4%
Bois débités conteneurisés (en tonnes)	19 644	72 761	79 909	9,8%
Manganèse (en tonnes)	4 945 928	6 248 610	8 061 642	29,0%
Produits pétroliers (en tonnes)	59 159	64 966	72 099	11,0%
Autres marchandises (en tonnes)	335 899	382 001	306 611	-19,7%
Passagers (en nombre)	328 222	321 615	163 113	-49,3%

Source : Enquête TBE

Parallèlement, le transport des personnes et des marchandises entre Libreville et Franceville à travers la voie ferrée a permis de générer un chiffre d'affaires de 95,4 milliards de FCFA en 2020, en hausse de 14,2% par rapport à 2019. De même, les effectifs et la masse salariale se sont renforcés respectivement de 9,9% et 25,1% pour faire face au surcroît d'activité. Les investissements, en régression de 28,3%, ont concerné les travaux de réhabilitation de la voie ferrée.

Evolution des autres indicateurs du transport ferroviaire

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	69,9	83,5	95,4	14,2%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	37,5	44,8	49,2	9,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	15,4	16,7	20,9	25,1%
Investissements (en milliards de FCFA)	31,9	38,6	27,7	-28,3%
Effectifs (en nombre)	1 150	1 081	1 188	9,9%

Source : Enquête TBE

II.7.2 Le transport aérien

L'ensemble des indicateurs du transport aérien ont marqué un recul en 2020, en raison du contexte sanitaire mondial qui a paralysé les transports. Cette branche a été durement impactée par les mesures prises au plan international et les dispositions mises en place localement pour réduire le flux de passagers.

Ainsi, les mouvements commerciaux des avions ont chuté de 52,4% à 7281 vols, le nombre de passagers s'est effondré de 62,4% à 298 629 personnes transportées et le volume du fret a baissé de 9,3%.

Cependant, on relève qu'une inversion de tendance a été amorcée depuis la fin du troisième trimestre, suite à la décision gouvernementale d'augmenter la fréquence des vols de transport de passagers, tant sur le plan domestique qu'à l'international.

Evolution de l'activité aérienne

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements avions commerciaux	21 034	15 311	7 281	-52,4%
- réseau domestique	9 721	5 317	2 870	-46,0%
- réseau international	11 313	9 994	4 411	-55,9%
Nombre passagers	789 514	793 505	298 629	-62,4%
- vols domestiques	181 936	159 005	59 894	-62,3%
- vols internationaux	508 846	531 842	209 751	-60,6%
- en transit	98 732	102 658	28 984	-71,8%
Volume du fret (tonnes)	12 743	13 506	12 247	-9,3%
- réseau domestique	617	633	513	-18,9%
- réseau international	12 126	12 873	11 734	-8,8%

Source: Aéroport de Libreville (ADL)

II.7.2.1 Le trafic aérien national

Les mouvements d'avions commerciaux se sont fortement contractés (-46% à 2 870 rotations en 2020 contre 5 317 un an plus tôt). Cet effondrement s'explique par l'interdiction des déplacements lors des différents confinements du Grand Libreville. Le nombre de passagers et le fret domestique ont suivi la même tendance, affichant des chutes de 62,3% et 18,9%. Le dynamisme des compagnies Solenta Aviation et Afrijet durant le dernier trimestre n'a pas permis de relever l'activité au niveau domestique.

II.7.2.2 Le trafic aérien international

Les mouvements commerciaux des avions au niveau du réseau international ont enregistré une régression de 55,9% en 2020, du fait de l'arrêt du trafic

aérien pendant la période du confinement total. Corrélativement, le nombre de passagers transportés s'est écroulé de 60,6% à 209 751 personnes.

II.7.2.3 Les résultats des compagnies aériennes.

L'activité des compagnies aériennes s'est caractérisée par une chute de son chiffre d'affaires de 55,6% à 27,3 milliards, en lien avec la pandémie le Covid-19. Les effectifs ont baissé de 37,6% pour une masse salariale stable à 1,6 milliard FCFA, dans un contexte marqué des plans sociaux (départs négociés).

Evolution des performances du transport aérien

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	40,9	61,46	27,3	-55,6%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,83	1,61	1,61	0,0%
Effectifs (en nombre)	138	133	83	-37,6%

Source : Enquête TBE

II.7.3 Le transport maritime et fluvial

II.7.3.1 Le transport maritime

L'activité des principales compagnies maritimes a été morose en 2020. En effet, le chiffre d'affaires global de cette branche a décliné de 25,1% à 49,2 milliards FCFA, en raison essentiellement de la fermeture des frontières maritimes nationales, suite à la pandémie qui a induit le ralentissement des flux du commerce extérieur (importations et exportations). Par ailleurs, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 19% et de 2,8%.

Evolution des performances du transport maritime

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	37,7	65,6	49,2	-25,1%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	15,2	18,9	3,2	-83,1%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	13,9	13,9	13,5	-2,8%
Investissements (en milliards de FCFA)		11,1	6,4	-42,2%
Effectifs (en nombre)	831	1 496	1 212	-19,0%

Source : Enquête TBE

II.7.3.2 Le transport lagunaire et fluvial

Le transport lagunaire et fluvial, présenté par la société C2N2I, ancien CNNII, a enregistré des contreperformances en 2020. En effet, les rotations des navires ont baissé de 36,4% et le nombre de passagers transportés de 68%. Hormis les effets néfastes de la crise sanitaire sur son activité, la société a également été confrontée à une insuffisance de moyens de navigation. Ces difficultés se sont traduites par une forte contraction du chiffre d'affaires (-23,8%).

Evolution des performances du transport lagunaire et fluvial

	2018	2019	2020	20/19
Nombre de bateaux	N.D.	2	2	0,0%
Rotation des navires (en nombre)	N.D.	220	140	-36,4%
Nombre de passagers transportés	N.D.	33 986	10 860	-68,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	N.D.	3 515	2 680	-23,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	N.D.	2 077	2 089	0,6%
Effectifs (en nombre)	N.D.	297	277	-6,7%

Source : Enquête TBE

II.7.3.3 Les activités portuaires

Les activités portuaires se sont raffermies au regard de l'évolution ascendante de leurs principaux indicateurs. En effet, le volume global de marchandises manipulées dans les différents ports s'est accru de 27,5%, pour atteindre 11,6 millions de tonnes en 2020 contre 9,1 millions en 2019. Une embellie découlant de la bonne tenue de tous les produits exportés (manganèse, bois débités, huile de palme brute).

Bilan activité portuaire

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements des bateaux (en nombre)	3 481	3 065	3 299	7,6%
Volume total de marchandises	9 231 825	9 072 845	11 568 030	27,5%
Bois débités (en tonnes)	529 593	234 690	284 545	21,2%
Manganèse (en tonnes)	5 200 473	6 139 783	7 903 632	28,7%
Autres marchandises (en tonnes)	3 501 759	2 698 372	3 379 853	25,3%

Source : Enquête TBE

Le port d'Owendo

L'activité au port sous douane d'Owendo s'est consolidée en 2020. En effet, les mouvements des bateaux ont progressé de 5% à 1 271 rotations. De même, le volume global des marchandises manipulées a augmenté de 28,7% à 4,9 millions de tonnes, en raison de l'effet combiné du relèvement des quantités exportées de manganèse et des Autres marchandises.

Evolution de l'activité du port d'Owendo

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements des bateaux (en nombre)	2 016	1 210	1 271	5,0%
Volume total de marchandises	5 847 596	3 839 975	4 942 031	28,7%
Bois débités (en tonnes)	448 725	199 764	209 752	5,0%
Manganèse (en tonnes)	3 754 519	2 859 436	3 442 695	20,4%
Autres marchandises (en tonnes)	1 644 352	780 775	1 289 584	65,2%

Source : Enquête TBE

Le port de Port-Gentil

L'activité au port de Port-Gentil a été en nette amélioration en 2020, au regard de l'évolution de l'ensemble de ses indicateurs. En effet, les mouvements de bateaux ont considérablement augmenté (+96,5%), pendant que le volume global des marchandises manipulées a doublé pour se situer à 201 128 tonnes en 2020, tiré par les exportations des bois débités et des autres marchandises.

Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements des bateaux (en nombre)	236	344	676	96,5%
Volume total de marchandises	205 355	94 472	201 128	112,9%
Bois débités (en tonnes)	80 868	34 926	74 793	114,1%
Autres marchandises (en tonnes)	124 487	59 546	126 335	112,2%

Source : Enquête TBE

Le Port Môle

L'activité au Port Môle et dans les différents beaches (Barracuda et Acae pour le transport du sable et du gravier) a présenté des résultats appréciables, malgré une baisse observée des mouvements de bateaux (13,5%). En effet, le volume global de marchandises manipulées a augmenté de 31,4% à 844 264 tonnes en 2020, influencé par l'accroissement des quantités de gravier transportées.

Evolution de l'activité au port Môle

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements des bateaux (en nombre)	1 150	1 304	1 128	-13,5%
Volume total de marchandises (en tonnes)	783 743	642 619	844 264	31,4%
Poissons	9 857	9 857	1 662	-83,1%
Autres marchandises	773 886	632 762	842 602	33,2%

Source : Enquête TBE

Ports cargo et minéralier d'Olam

L'activité au niveau des plateformes portuaires d'Olam a été marquée par la poursuite des bonnes performances enregistrées depuis leur construction. Ainsi, les mouvements de bateaux se sont consolidés de 8,2% à 224 rotations en 2020. Dans le même temps, le volume global de marchandises a progressé de 24,1%, à 5,6 millions de tonnes en 2020 contre 4,5 millions de tonnes en 2019, attribuable principalement au transport du manganèse (+36,0%).

Evolution de l'activité aux ports cargo et minéralier d'Olam

	2018	2019	2020	20/19
Mouvements des bateaux (nombre)	79	207	224	8,2%
Volume de marchandises (en tonnes)	2 395 131	4 495 779	5 580 607	24,1%
Manganèse CITIC	741 083	603 554	652 742	8,1%
Manganèse de Comilog	363 023	1 666 504	2 296 360	37,8%
Manganèse de NGM	341 848	1 010 289	1 511 835	49,6%
Clinker de CIMAF	458 632	539 499	438 231	-18,8%
Autres marchandises	490 545	675 933	681 439	0,8%

Source : Enquête TBE

II.7.4 Le transport terrestre

Cette branche d'activité comprend le transport de personnes en zone urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises.

Le transport terrestre s'est caractérisé en 2020 par le lancement des activités de la nouvelle société de transport urbain dénommée Trans'Urb, dans un contexte marqué par la crise sanitaire au Coronavirus. Le démarrage des activités de cette société a permis de renforcer le parc automobile en circulation, avec 113 véhicules en moyenne (taxi, bus et autobus) en 2020 contre 56 véhicules en 2019.

Dans ces conditions, le nombre de passagers transportés sur le réseau urbain du Grand Libreville est passé de 2,1 millions en 2019 à 12,7 millions de personnes en 2020. Cette évolution a été confortée par la décision de gratuité de transport durant la période de crise sanitaire pour tous les usagers de cette zone.

En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 1,9% à 1 016 agents contre 1 036 en 2019, pour une masse salariale de 6,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport terrestre (urbain du Grand Libreville)

	2018	2019	2020	20/19
Parc automobile (nombre de taxis, bus et autobus)	40	56	113	101,8%
Nombre de personnes transportées (en millions)	2,37	2,12	12,70	499,1%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	8,90	1	0,73	-27,0%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	6,62	0,18	0,21	16,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	7,16	6,24	6,13	-1,8%
Investissements (en milliards de FCFA)	0,8	0,22	0,28	27,3%
Effectifs (en nombre)	1 357	1 036	1 016	-1,9%

Source : Enquête TBEI

II.7.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe les entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique maritime.

En 2020, l'activité des auxiliaires de transport a été morose, plombée par les effets récessifs de la pandémie sur la plupart des secteurs. Cette crise a conduit à la suspension du trafic de passagers, la démobilitation du matériel offshore des compagnies pétrolières et la baisse globale du trafic conteneurisé. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global a chuté de 16,7% à 63,8 milliards FCFA. Les investissements, les effectifs et la masse salariale ont suivi la même tendance.

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	187,8	76,6	63,8	-16,7%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	41,2	38,3	27,7	-27,8%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	16,8	21,2	18,7	-11,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	267,0	5,2	4,7	-9,6%
Effectifs (en nombre)	782	947	733,0	-22,6%

Source : Enquête TBEI

II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

Ces dernières années, les investissements consentis par les différents acteurs ont entraîné des mutations profondes sur le marché des télécommunications du Gabon. Ce dernier est désormais caractérisé par la connexion des principaux centres urbains à la technologie 3G/4G, pour un taux de pénétration de 95%, grâce au déploiement de la fibre optique et aux offres de box internet par les opérateurs.

L'activité des principaux segments du secteur des télécommunications s'est affermie en 2020. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone a atteint 3 millions, en hausse de 2% par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, le nombre d'abonnements à internet s'est apprécié de 4,4% à près de 2,16 millions grâce à internet mobile (4,4%) et à internet haut débit (6,6%).

Evolution du nombre d'abonnés

	2018	2019	2020	20/19
Téléphone ordinaire	21 878	22 332	23 300	4,3%
Téléphone cellulaire	2 930 554	2 992 811	3 053 327	2,0%
Total abonnés téléphone	2 952 432	3 015 143	3 076 627	2,0%
Nombre abonnés Internet				
Nombre abonnés ADSL	12 369	17 958	19 135	6,6%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	1 916 728	2 048 745	2 139 183	4,4%
Total abonnés Internet	1 929 097	2 066 703	2 158 318	4,4%

Source : Enquête TBEI

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires du secteur a augmenté de 1,9% à 255,3 milliards de FCFA, sous l'effet du recours systématique au télétravail durant les différentes phases de confinement.

A contrario, la valeur ajoutée s'est repliée de 2,7%, toujours en lien avec la pandémie et des charges additionnelles occasionnées par elle. De même, les investissements se sont effondrés de 94,1% suite à la fin de l'exécution des anciens projets d'investissement et du ralentissement, voire du report des nouveaux projets.

En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 13,2% à 770 agents pour une masse salariale en chute de 35,6% à 11,2 milliards de FCFA.

Evolution des performances du secteur courriers et télécommunications

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	249,2	250,5	255,3	1,9%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	105,0	118,2	114,9	-2,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	16,3	17,4	11,2	-35,6%
Investissements (en milliards de FCFA)	31,8	338,6	19,8	-94,1%
Effectifs (en nombre)	1 007	887	770	-13,2%

Source : Enquête TBEI

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce comprend les entreprises qui achètent des marchandises et revendent en l'état, notamment:

- le commerce général structuré, regroupe un ensemble d'entreprises opérant dans la distribution et la vente de produits divers (alimentation, habillement, cosmétique, quincaillerie, etc.) ;
- le commerce des véhicules, qui concerne les concessionnaires agréés regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants Industriels (URAI);
- le commerce des produits pétroliers, est assurée par le groupe des professionnels pétroliers (GPP) qui distribuent les produits dérivés du pétrole (lubrifiant, carburant, gaz etc.);
- le commerce des produits pharmaceutiques compte deux distributeurs en gros des produits pharmaceutiques que sont Pharmagabon et Ubipharm Gabon.

L'activité du secteur commerce s'est tassée en 2020, au regard de l'évolution descendante de ses principaux indicateurs. En effet, le chiffre d'affaires global a baissé de 10,2% pour se situer à 862 milliards de FCFA. Ce retrait s'explique par le ralentissement de l'activité de plusieurs secteurs occasionné par la situation sanitaire. La stratégie de lutte contre la Covid-19 s'est traduite par la réduction des heures de travail, le confinement et la fermeture de certaines structures qui ont fragilisé le secteur.

Parallèlement, les investissements se sont contractés de 15,6%, du fait de l'achèvement des grands projets engagés par les sociétés ces dernières années et des tensions de trésorerie auxquelles de nombreuses entreprises sont confrontées.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	941	961	862	-10,2%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	203	213	191	-9,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	53	39	33	-15,6%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	47	39	38	-3,7%
Effectifs (nombre d'agents)	5 359	5 231	5 230	-0,03%

Source : Enquête TBEI

II.9.1 Le commerce général structuré

En 2020, le chiffre d'affaires du commerce général structuré a reculé de 2,6% à 463 milliards de FCFA, dans un contexte de diminution de la demande domestique. Cette baisse d'activité a été induite par les mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19.

Par ailleurs, les investissements ont chuté de 28,5% à 8,0 milliards de FCFA. La masse salariale a baissé de 8,8%, pour des effectifs quasi-stables à 4 647 personnes.

Evolution du commerce général structuré

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	487	476	463	-2,6%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	61	51	50	-1,7%
Investissements (en milliards de FCFA)	10	11	8	-28,5%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	34	25	23	-8,8%
Effectifs (nombre d'agents)	4 780	4 639	4 647	0,2%

Source : Enquête TBE

II.9.2 Le commerce des véhicules

La branche du commerce des véhicules a enregistré un tassement de son activité en 2020. Ainsi, le nombre de véhicules neufs vendus a baissé de 3,4% pour s'établir à 2 580 unités. Ce, malgré la bonne tenue des véhicules industriels, suite aux livraisons d'engins au secteur minier dans le cadre du projet de la mise en exploitation des nouveaux sites de manganèse dans le Haut-Ogooué. Corrélativement, le chiffre d'affaires a reculé de 10,2% à 106,6 milliards de FCFA. Cette contreperformance est la résultante de la crise que subit le marché de l'automobile depuis quelques années, exacerbée par la pandémie.

Par contre, les investissements se sont consolidés de 2,4% et ont été orientés vers l'achat des véhicules, le renouvellement du matériel et équipements en vue d'améliorer la productivité. La masse salariale et les effectifs ont baissé respectivement de 4,9% et 14,7% (départs à la retraite).

Evolution du commerce des véhicules

	2018	2019	2020	20/19
Vente de véhicules neufs (unité)	2 671	2 671	2 580	-3,4%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	101	119	107	-10,2%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	32	18	14	-22,5%
Investissements (en milliards de FCFA)	2,12	1,70	1,74	2,4%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	7,,17	8	8	-5,8%
Effectifs (nombre d'agents)	677	682	582	-14,7%

Source : Enquête TBE

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes en volume et le chiffre d'affaires se sont repliés respectivement de 8,8% à 596 484 tonnes métriques et de 20,8% à 334 milliards de FCFA. Cette contreperformance est due à la faiblesse de la demande du fait des mesures de confinement et de restrictions des déplacements routiers et aériens durant la période de crise sanitaire.

Les investissements ont augmenté de 10,3% pour s'établir à 11 milliards de FCFA et ont été destinés à la réhabilitation des stations-services et des équipements. Les effectifs ont fléchi de 1,3% à 439 employés, pour une masse salariale de 11,5 milliards de FCFA (+4,9%).

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2018	2019	2020	Var 20/19
Vente en volume (TM)	634 236	654 076	596 484	-8,8%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	391	422	334	-20,8%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	34	36	27	-24,7%
Investissements (en milliards de FCFA)	7	9,97	11	10,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	10	10,9	11,5	4,9%
Effectifs (nombre d'agents)	437	445	439	-1,3%

Source : Enquête TBE

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires du commerce des produits pharmaceutiques s'est apprécié de 3,3% à 63,0 milliards de FCFA. Cette amélioration s'explique par une bonne rotation des stocks pour se prémunir des risques de pénurie en période de crise sanitaire et la mise en place d'un fonds spécial pour la prise en charge des médicaments des Gabonais Economiquement Faibles (GEF).

De même, les investissements ont augmenté de 10,3% à 324 millions de FCFA et ont porté essentiellement sur le renouvellement des équipements. La masse salariale a progressé de 13,3% à 1,7 milliard de FCFA alors que les effectifs se sont repliés de 2,2%.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	60	61	63	3,3%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	7	7	7	10,4%
Investissements (en milliards de FCFA)	5	0,29	0,32	10,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	2	1,50	1,70	13,3%
Effectifs (nombre d'agents)	135	139	136	-2,2%

Source : Enquête TBE

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services comprend les services rendus aux particuliers, les services de mécanique générale, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

L'activité des autres services a été perturbée par la crise sanitaire. Ainsi, le chiffre d'affaires de ce secteur a reculé de 9,5% à 128,5 milliards de FCFA. Cependant, cette tendance a été atténuée au second semestre par les mesures d'allègement prises par les autorités gouvernementales.

En matière d'emploi, les effectifs ont reculé de 4,5% pour s'établir à 7 304 agents, représentant une masse salariale de 43,3 milliards de FCFA. Dans le même temps, les investissements ont chuté de 40,5% et ont porté sur le renouvellement des équipements.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	138 037	142 008	128 507	-9,5%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	67 938	53 395	40 450	-24,2%
Investissements (en millions de FCFA)	17 414	30 185	17 969	-40,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	44 090	44 109	43 339	-1,7%
Effectifs (en nombre)	8 582	7 647	7 304	-4,5%

Source : Enquête TBE.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les entreprises exerçant une diversité de prestations à savoir : les services médicaux, l'auto-école, les prestations funèbres, la photographie, les jeux et les loisirs, la décoration, etc.

Le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 13,7% pour se situer à 35,8 milliards FCFA, en relation avec la fermeture des maisons de jeux et loisirs pendant plusieurs mois et le réaménagement des horaires de travail (confinement, couvre-feu). Dans le sillage, la valeur ajoutée a chuté de 60,7% à 6,24 milliards FCFA. Les investissements, orientés dans le renouvellement du matériel, ont fléchi de 90%.

La chute des effectifs de 15,7% à 1 121 agents est due à la fermeture de certaines salles de jeux à faible rentabilité à l'intérieur du pays. Le recul de 14,3% de la masse salariale résulte de la mise en place du système de rémunération modulable pendant la période de confinement.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	41 203	41 504	35 807	-13,7%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	17 317	15 893	6 247	-60,7%
Investissements (en millions de FCFA)	5 536	6 411	655	-89,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	11 375	12 200	10 450	-14,3%
Effectifs (en nombre)	1 213	1 330	1 121	-15,7%

Source : Enquête TBE

II.10.2 Les services immobiliers

Les activités des services immobiliers regroupent les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

Les services immobiliers ont enregistré un chiffre d'affaires quasi-stable à 9,6 milliards FCFA. Cette situation est liée à la bonne tenue des transactions locatives, soutenues par la demande croissante en logements, la vente des parcelles et la réhabilitation du parc immobilier des agences.

Par contre, les investissements ont progressé de 2,0% en 2020, suite à la reprise des travaux sur les projets arrêtés. De même, les effectifs ont augmenté de 5,2%, soit 241 agents pour une masse salariale de 2,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 283	9 611	9 592	-0,2%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	1 779	3 172	2 502	-21,1%
Investissements (en millions de FCFA)	4 153	6 801	6 937	2,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 931	2 357	2 399	1,8%
Effectifs (en nombre)	206	229	241	5,2%

Source : Enquête TBE

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels, composent les services rendus aux entreprises.

L'impact de la crise sanitaire, les retards de paiement de la dette intérieure, la contraction de la demande des clients, la perte des contrats et la concurrence des structures informelles ont occasionné une contraction de 10,8% à 67,3 milliards FCFA du chiffre d'affaires de cette branche. De même, la valeur ajoutée (-8,9%), l'investissement (-39,2%) et les effectifs (-2,4%) se sont repliés. Par contre, la masse salariale a augmenté de 3,4% à 28,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	73 789	75 481	67 303	-10,8%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	46 433	31 921	29 066	-8,9%
Investissements (en millions de FCFA)	7 455	16 927	10 300	-39,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	28 903	27 777	28 726	3,4%
Effectifs (en nombre)	6 945	5 852	5 709	-2,4%

Source : Enquête TBE

II.10.4 Les services de mécanique générale

Les services de mécanique générale regroupent les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

L'activité de réparation mécanique a généré un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de FCFA, en hausse de 2,5% par rapport aux réalisations de 2019. Ce regain s'explique par l'accroissement des commandes en pièces détachées et l'obtention d'importants marchés de travaux d'installations et maintenance de matériels industriels.

Le nombre d'employés a baissé de 1,3%, suite aux démissions et aux licenciements. La masse salariale quant à elle, a légèrement fléchi de 0,6%, du fait de la rotation et de chômages techniques de certains agents.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 762	15 412	15 805	2,5%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	2 409	2 409	2 635	9,4%
Investissements (en millions de FCFA)	270	46	77	67,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 881	1 775	1 764	-0,6%
Effectifs (nombre d'agents)	218	236	233	-1,3%

Source : Enquête TBE

III.11 L'HÔTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur de l'hôtellerie, restauration et tourisme comprend les domaines d'exploitation suivants :

- l'hébergement (hôtels, motels, résidences, auberges) ;
- la restauration (restaurants, catering ou restauration collective, snack-bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyages, sites, parcs nationaux, réserves, centres de loisirs).

Ce secteur a été durement impacté par la survenue de la crise sanitaire qui a exacerbé les difficultés mises en exergue les années précédentes.

II.11.1 L'hôtellerie

La branche de l'hôtellerie comprend trois segments :

- la grande hôtellerie (les unités répondant aux normes internationales), sous la gestion du Groupe Waly hôtel and Resort, des Chaînes intégrées (LEGACY) et des indépendants ;
- la petite hôtellerie (hôtels de moyenne capacité) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (meublés de tourisme, chambres et maisons d'hôtes, locations saisonnières).

II.11.1.1 Les hôtels de classe internationale

En 2020, l'activité de cette branche s'est effondrée du fait des restrictions sanitaires, occasionnant dans le même temps le ralentissement du flux international, la fermeture des hôtels, des restaurants et autres lieux de divertissement. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 53,7% à 8,1 milliards de FCFA. Toutes ses composantes ont chuté, notamment l'hébergement (-51,8%), la restauration (-59,1%) et la rubrique « autres » incluant l'évènementiel (-48,6%).

Le nombre de clients a baissé de 39,6% à 80 544, contraint par la fermeture des frontières (annulations des réservations) et les couvre-feux. Parallèlement, les replis de la masse salariale (-25,3%) et des effectifs (-18,6%) sont justifiés par la généralisation de la mise en chômage technique des agents dans la quasi-totalité des structures et la fin des CDD non renouvelés.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	20,7	17,4	8,1	-53,7%
Nombre de clients	162 742	133 426	80 544	-39,6%
Taux d'occupation %	46,15%	41,29%	37,52%	-3,8 points
Prix moyen/chambre (en FCFA)	71 786	79 154	77 941	-1,5%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	7,8	3,0	2,2	-25,3%
Effectifs (en nombre)	866	625	509	-18,6%

Source : Enquête TBE.

II.11.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Cette catégorie a été la plus vulnérable face aux mutations de l'environnement induites par la crise sanitaire et ses corollaires. Le durcissement des mesures barrières de la première et la deuxième vague de la pandémie a entraîné des tensions de trésorerie, conduisant à la fermeture de plusieurs structures. De fait, le chiffre d'affaires réalisé s'est élevé à 602 millions de FCFA contre 971 millions en 2019, soit un fléchissement de 38%.

II.11.2 La restauration

Dans ce segment, on retrouve :

- les restaurants grands standing (implantés dans les hôtels de dimension internationale ou en implantations autonomes) ;
- les restaurants de taille moyenne ;
- la restauration collective (catering) et la restauration de proximité (restauration mobile ou en ligne).

Les restaurants, toutes catégories confondues, ont été faiblement fréquentés du fait de l'application des mesures barrières édictées pour réduire la diffusion du virus. En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 15,4% par rapport à 2019 pour s'établir à 13,9 milliards de FCFA.

En matière d'emploi, la signature de nouveaux contrats avec les sociétés pétrolières a conforté l'emploi dans le segment de la restauration collective. Les effectifs ont augmenté de 6,6% induisant une progression de 18,6% de la masse salariale.

Evolution de l'activité de la restauration collective

	2018	2019	2020	20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21 300	16 429	13 901	-15,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	6 400	4 536	5 380	18,6%
Effectifs (permanents)	682	361	385	6,6%

Source : Enquête TBE

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Le système bancaire gabonais compte sept (07) banques en activité. Il a fait montre de résilience malgré un contexte sanitaire et économique difficile. En effet, le total agrégé des bilans des banques s'est consolidé de 5,3% à 2 835,6 milliards de FCFA contre 2 692,6 milliards en 2019. Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 3,4% à 2 177,9 milliards de FCFA. En revanche, les crédits distribués ont été en retrait de 1,5% par rapport à leur niveau de 2019 et le produit net bancaire (PNB) a augmenté de 3,7%.

En termes de développement du secteur, le déploiement des établissements de crédits s'est quelque peu poursuivi malgré la fermeture d'une agence. Toutefois, le nombre de clients bancarisés a augmenté de 11,1%, ainsi que le nombre de guichets automatiques bancaires (GAB) qui enregistre une hausse de 4%. Les effectifs du secteur ont été réduits de 1,3% sur la période. Cette baisse s'est accompagnée d'un recul de 2,6% de la masse salariale à 43 milliards de FCFA, en raison de la non reconduction d'un certain nombre de contrats à durée déterminée.

Structure du réseau bancaire

	2018	2019	2020	20/19
Nombre d'agences	74	73	72	-1,4%
Nombre de GAB	241	251	261	4,0%
Nombre de clients	325 017	341 319	379 371	11,1%
Effectifs	1 767	1 661	1 640	-1,3%
Masse salariale (en milliards)	42,9	44,1	43,0	-2,6%

Sources : Banques

II.12.1 Les banques commerciales et de développement

L'activité des banques s'articule autour de la collecte de fonds et l'octroi des crédits aux agents économiques.

Les ressources

En 2020, les ressources collectées par le secteur bancaire ont augmenté de 3,4% à 2 177,9 milliards de FCFA, tirées par la bonne tenue des dépôts des entreprises et, dans une moindre mesure, des ménages.

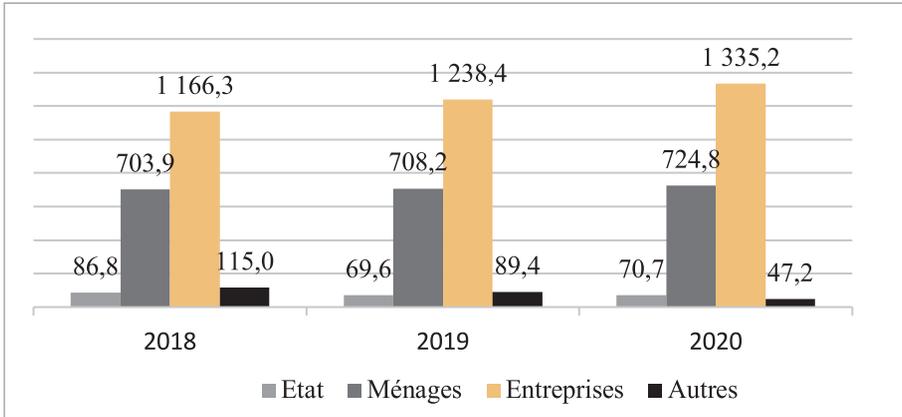
En effet, les dépôts des entreprises ont enregistré une hausse de 7,8% à 1 335,2 milliards de FCFA sur la période. Cette évolution s'explique par la réduction, par certaines entreprises, de leurs transferts vers l'extérieur en conformité avec la réglementation des changes alors qu'elles recevaient parallèlement des paiements engagés dès le premier trimestre 2020.

D'autre part, le changement de stratégie dans de nombreuses banques, notamment par l'adoption de produits innovants, leur a permis de mobiliser davantage de ressources que les années précédentes.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	20/19
Nombre d'agences	74	73	72	-1,4%
Nombre de GAB	241	251	261	4,0%
Nombre de clients	325 017	341 319	379 371	11,1%
Effectifs	1 767	1 661	1 640	-1,3%
Masse salariale (en milliards)	42,9	44,1	43,0	-2,6%

Sources : Banques, COBAC



Les crédits distribués

L'encours des crédits distribués a fléchi de 1,5% pour s'établir à 1 598,1 milliards de FCFA contre 1 621,8 milliards un an plus tôt. Cette baisse est principalement due à la forte contraction des crédits accordés à l'Etat (-24,5%) sur la période et des autres crédits (-21,1%).

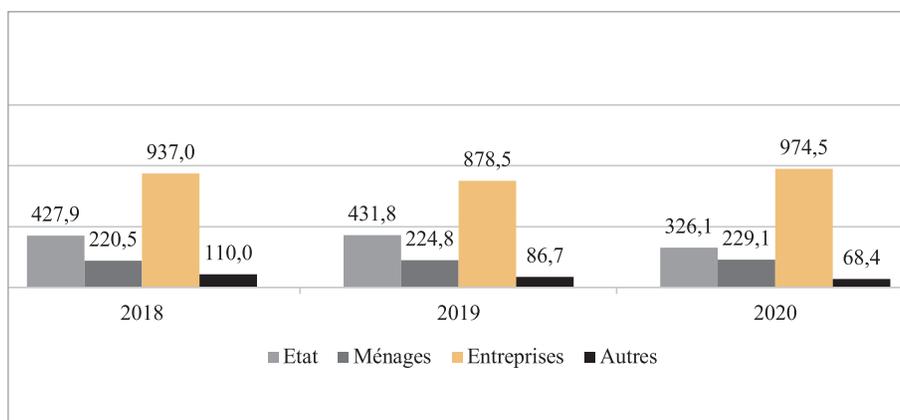
Nonobstant l'incertitude qui caractérisait la période, les crédits consentis aux entreprises ont augmenté de 10,9% à 974,5 milliards de FCFA en 2020. Cet accroissement, en trompe-l'œil, ne traduit pas la tendance réelle du marché, marquée par l'attentisme des entreprises qui, pour la plupart, ont repoussé leurs projets d'investissement. La hausse constatée des crédits aux entreprises n'a concerné qu'un petit nombre d'entre elles, qui ont toutefois sollicité des montants importants.

Les crédits aux ménages, constitués essentiellement du crédit à la consommation, se sont relevés de 2% à 229,1 milliards de FCFA.

Evolution des crédits distribués par type de client (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	20/19
Etat	427,9	431,8	326,1	-24,5%
Ménages	220,5	224,8	229,1	2,0%
Entreprises	937,0	878,5	974,5	10,9%
Autres	110,0	86,7	68,4	-21,1%
Total	1 695,4	1 621,8	1 598,1	-1,5%

Sources : Banques, COBAC



Les opérations de gestion

Le total des actifs des banques s'est raffermi de 5,3% à 2 835,6 milliards de FCFA tandis que les fonds propres ont augmenté de 9,3%. Cette évolution résulte d'une politique de distribution des dividendes plus restrictive prescrite par le régulateur afin de renforcer les fonds propres des établissements et couvrir les pertes éventuelles liées à la crise sanitaire. L'amélioration du ratio d'autonomie financière (fonds propres/total des actifs) qui s'est établi à 11,3% en 2020 contre 10,8% un an auparavant traduit l'affermissement de la solvabilité du secteur bancaire.

Les créances en souffrance se sont repliées de 2,2% à 156 milliards de FCFA sur la période et représentent 9,8% des crédits bruts distribués. Cependant, leur baisse est davantage due à l'appui du régulateur qui, dans un souci de

maintenir la qualité du portefeuille des banques, a prolongé le délai de reclassement des créances. Aussi, le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'élevé-t-il à 80,2% en 2020 contre 73,9% en 2019, ce qui matérialise la prise en compte par les banques du risque d'insolvabilité de la clientèle.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré une hausse de 3,7% à 218,8 milliards de FCFA en 2020. Cette bonne performance s'explique par la baisse du total des charges des banques. .

Evolution des indicateurs des banques

Indicateurs (en milliards de FCFA)	2018	2019	2020	20/19
Total des actifs	2 639,9	2 692,6	2 835,6	5,3%
Fonds propres	295,5	291,9	319,1	9,3%
Fonds propres/Total actifs	11,2%	10,8%	11,3%	+0,5 pts
Total prêts	1 695,4	1 621,8	1 598,1	-1,5%
Créances en souffrance	289,8	159,5	156,0	-2,2%
Prêts bancaires improductifs/Total prêts	17,1%	9,8%	9,8%	-
Provisions pour prêts improductifs	153,3	117,9	125,1	6,1%
Provisions/créances en souffrance	52,9%	73,9%	80,2%	+6,3 pts
Résultats nets	54,6	54,5	56,5	3,6%
PNB	225,4	210,9	218,8	3,7%

Sources : Banques, COBAC, DGEFF

Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se sont renforcées de 51,2% à 155,3 milliards de FCFA sous les effets conjugués des hausses des ressources des opérations au jour le jour et à terme (+96,6%) et des ressources des opérations à vue (+27,5%).

Les emplois de trésorerie se sont consolidés de 19,8% à 1 017,8 milliards de FCFA. Ils sont majoritairement répartis entre les opérations au jour le jour et à terme (13,6%) et les opérations à vue, y compris encaissements (52,7%). Le rapprochement des ressources de trésorerie (155,3 milliards) aux emplois de trésorerie (1 017,8 milliards) fait ressortir un déficit de trésorerie de 862,5 milliards de FCFA, en augmentation de 15,4% à fin 2020.

Evolution des indicateurs des banques

Indicateurs (en milliards de FCFA)	2018	2019	2020	20/19
Emplois de trésorerie	832,3	849,8	1 017,8	19,8%
Ressources de trésorerie	131,7	102,7	155,3	51,2%
Excédent/déficit de trésorerie	-700,6	-747,1	-862,5	15,4%

Source : COBAC

II.12.2 Les établissements financiers

Le Gabon compte deux établissements financiers, à savoir: ALIOS FINANCE GABON et FINATRA. Ils ont pour principales activités, les opérations de leasing, les crédits automobiles, le crédit-bail, les crédits d'équipement, les crédits d'investissement et de location longue durée.

A fin décembre 2020, leur activité s'est soldée par:

- une contraction des ressources;
- une régression des emplois;
- un accroissement des investissements;
- un net repli des créances impayées.

Le total bilan des établissements financiers s'est contracté de 9,5% en décembre 2020, en raison de la baisse concomitante des ressources et des emplois. Cette évolution s'explique par le contexte sanitaire qui a induit le report de plusieurs projets d'investissement.

Les ressources

A fin 2020, les ressources du secteur se sont amenuisées de 22,8%, suite à la baisse continue des capitaux propres, conjuguée à celle de la dette bancaire. Ce, en lien avec le ralentissement de l'activité.

Evolution des ressources

	2019	2020	Var 20/19
Capitaux propres (en milliards de FCFA)	10,9	8,8	-19,3%
Dettes bancaires (en milliards de FCFA)	28,2	21,4	-24,2
Ressources (en milliards de FCFA)	39,1	30,2	-22,8%

Source : établissements financiers

Les emplois

Au 31 décembre 2020, les emplois ont régressé de 9,9 % à 20,9 milliards de FCFA. Cette situation est attribuable à la contraction simultanée des crédits-bails (-18,7%) et des crédits à court terme (-3,7%), en dépit de la bonne tenue des crédits à moyen terme (+29,4%) octroyés aux secteurs mines, pétrole, bois et commerce.

Evolution des emplois

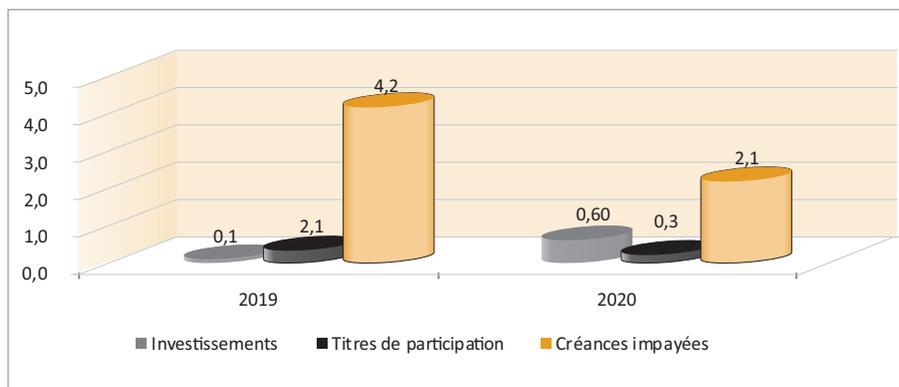
(en milliards de FCFA)	2019	2020	Var 20/19
Crédits à court terme	2,7	2,6	-3,7%
Crédits à moyen terme	3,4	4,4	29,4%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédit-bail	17,1	13,9	-18,7%
Total	23,2	20,9	-9,9%

Source : établissements financiers

Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, les établissements financiers ont réalisé un effort d'investissement important, soit une dépense de 600 millions de FCFA contre 100 millions de FCFA en 2019. Par ailleurs, on note un net recul des créances impayées de près de 50% à 2,1 milliards de FCFA en fin décembre 2020. Cette performance est consécutive à la mise en oeuvre d'une politique prioritaire de recouvrement des crédits octroyés durant les trois précédentes années.

Investissements et créances impayées 2020 (en milliards de FCFA)



Les immobilisations en location

Les immobilisations en location (crédit bail) se sont repliées de 18,1% à 13,9 milliards de FCFA en 2020 contre 17,1 milliards de FCFA en 2019.

Effectifs et masse salariale

Les établissements financiers ont employé 84 personnes en 2020 contre 87 personnes en 2019, soit une baisse de 3,4% pour une masse salariale de 1,4 milliard de FCFA.

II.12.3. Le Mobile money

Le mobile money est l'ensemble des techniques qui permettent d'effectuer des transactions financières à partir du support « mobile », « tablette » ou « smartphone ». Il s'agit d'une mise en relation technique à distance et sans fil, pour faciliter les transactions financières (envoyer, recevoir, transférer de l'argent, et effectuer des achats dans des points de ventes agréés).

Au Gabon, deux (2) opérateurs de téléphonie mobile sont présents dans le secteur : MoovAfrica/Gabon Telecom et Airtel money Gabon/ Airtel Gabon, dont l'activité est régie par le Règlement COBAC-R 2019/01 relatif à l'agrément et aux modifications de situation des prestataires de services de paiement.

Le secteur du mobile money est en plein essor au Gabon. Les usagers du

téléphone mobile ont désormais intégré le mobile money comme une alternative aux services bancaires classiques. Cette réalité, en évolution constante, marque le processus d'une plus grande inclusion financière.

II.12.3.1. Evolution du nombre d'abonnés et du réseau de distribution

Le nombre de porte-monnaies électroniques est en diminution de 46,2%, soit 961 127 abonnés actifs contre 1 785 314 abonnés actifs, en 2019. Cette évolution s'explique par la mise en œuvre des opérations d'identification systématique des abonnés qui se traduisent par la suppression de certains comptes.

Evolution du nombre de portefeuilles

Indicateurs	2019	2020	Var 20/19
Nombre de portefeuilles	1 785 314	961 127	-46,2%
Nombre de revendeurs	22 564	35 129	56%
Nombre de distributeurs	724	653	-10%

Sources : MoovAfrica/Gabon Télécom, Airtel Gabon

II.12.3.2. Evolution de l'activité du mobile money

Les dépôts en espèces de la clientèle dans les points de vente se sont consolidés de 31,5% pour atteindre 871 milliards de FCFA, correspondant à 430 000 transactions (+34,4%).

Les retraits se sont appréciés aussi bien en nombre qu'en valeur, respectivement de 17,6% et de 20% en décembre 2020. De même, les transferts ont légèrement progressé en valeur (+6,8%) et en nombre (+50%).

Les mesures sociales et sanitaires pour lutter contre la pandémie ont favorisé le recours aux services de paiement électronique. Ainsi, les paiements en valeur ont fortement augmenté pour passer de 55,2 milliards de FCFA en 2019 à 353 milliards de FCFA en 2020.

Evolution des transactions

Indicateurs	2019		2020		Var 20/19	
	Transactions		Transactions		Transactions	Valeurs
	(En nombre)	(en milliards)	(En nombre)	(en milliards)		
Dépôts	320 000	662,6	430 000	871,0	34,4%	31,5%
Retraits	340 000	545,0	400 000	654,0	17,6%	20%
Transferts	160 000	326,0	240 000	348,0	50%	6,8%
Paielements	NA	55,2	150 000	353,0	NA	539,5%

Sources : MoovAfrica/Gabon Télécom, Airtel Gabon.

II.11.3.3. Evolution des performances du secteur mobile money

Le chiffre d'affaires global du secteur a enregistré une hausse de 10,1% à 28,4 milliards de FCFA. Les opérations de retrait se sont affermies de 11,9% à 14,945 milliards de FCFA en 2020, contre 13,345 milliards de FCFA en 2019.

Les actions menées sur la stratégie commerciale par les opérateurs de Téléphonie mobile ont permis d'accroître le montant des opérations de paiements qui s'est élevé à 10,734 milliards de FCFA en 2020.

Les opérations de transferts internationaux ont enregistré un chiffre d'affaires 2,724 milliards de FCFA en 2020 contre 1,740 milliard de FCFA un an plus tôt. Cette progression est consécutive à la fiabilité et à l'amélioration de la qualité du réseau.

Evolution de l'activité

(en milliards de FCFA)	2019	2020	Var 20/19
Chiffres d'affaires total	25,8	28,4	10,1%
Retraits	13,345	14,945	11,9%
Paielements	10,696	10,734	0,4%
Transferts Internationaux	1,740	2,724	56,5%

Sources : MoovAfrica/Gabon télécom, Airtel Gabon

II.12.4 Les établissements de microfinance

Le secteur de la microfinance compte 20 établissements agréés en 2020. L'analyse porte essentiellement sur six (6) coopératives (regroupées au sein du réseau des structures de première catégorie dénommé REPC) et dix (10) sociétés anonymes indépendantes.

La configuration du secteur

On dénombre dix (10) agences et points de vente supplémentaires en 2020, portant leur nombre à 88 sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les activités restent majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Structure du secteur

	2018	2019	2020	Var 20/19
Nombre d'EMF	14	19	20	5,3
Nombre d'agences	69	78	88	12,8
Usagers	194 196	221 953	253 281	14,1
Effectifs	602	612	709	15,8

Sources : EMF/Cellule Microfinance

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du portefeuille clients et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 14,1% de sa clientèle qui passe de 221 953 à 253 281 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier, notamment les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Cependant, quatre principaux établissements (Finam, Loxia, Edg et Express-Union) regroupent à eux seuls 93% des clients du secteur. En matière d'emploi, les effectifs du secteur ont augmenté de près de 16% pour se situer à 709 employés.

Les fonds propres et l'intermédiation

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du portefeuille clients et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 14,1% de sa clientèle qui passe de 221 953 à 253 281 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier, notamment les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Cependant, quatre principaux établissements (Finam,

Loxia, Edg et Express-Union) regroupent à eux seuls 93% des clients du secteur. En matière d'emploi, les effectifs du secteur ont augmenté de près de 16% pour se situer à 709 employés.

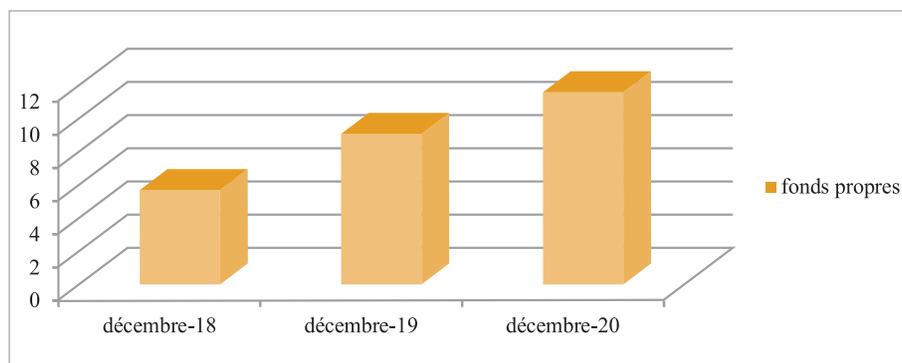
Les fonds propres et l'intermédiation financière

Les fonds propres des EMF établis à 11,6 milliards de FCFA ont augmenté de 27,5%, suite au dépassement, par plusieurs EMF, du capital social exigé par la réglementation fixée à 300 millions de FCFA.

Evolution des ressources et des emplois

En milliards de FCFA	décembre 2018	décembre 2019	décembre 2020	Var20/19
Fonds propres	5,7	9,1	11,6	27,5
Stocks de dépôts	57,3	60,4	67,1	11,1
Encours de crédits	46,9	53,1	66,3	24,8

Sources : EMF/Cellule Microfinance

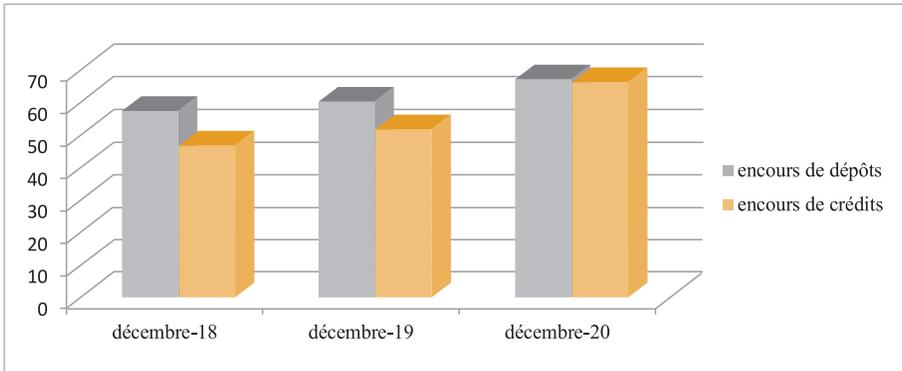


L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés, constitués pour l'essentiel des dépôts à vue se sont consolidés de 11,1% à 67,1 milliards de FCFA, grâce aux performances commerciales des leaders du secteur. Parallèlement, les crédits bruts se sont accrus de 24,8% par rapport à leur niveau de 2019. Les EMF ont largement soutenu les petites et moyennes entreprises dont les besoins d'exploitation se sont accrus avec la crise sanitaire. Cet engagement marque une relative rupture avec l'attentisme observé l'année précédente.

Évolution des dépôts des clients par type de comptes

	2018	2019	2020	Var20/19
Comptes à vue (en milliards de FCFA)	43,98	43,24	51,5	19,1
Compte à terme (en milliards de FCFA)	4,13	11,24	13,2	17,4
Comptes de dépôts à régime spécial (en milliards de FCFA)	7,83	5,2	1,7	-67,3
Autres comptes (en milliards de FCFA)	1,32	0,75	0,7	-6,7
Total des dépôts (en milliards de FCFA)	57,26	60,43	67,1	11,0

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les crédits à la clientèle, constitués pour l'essentiel des crédits à court terme, ont augmenté de 24,8% pour atteindre 66,3 milliards de FCFA. Cette performance provient de la disponibilité de la liquidité bancaire et de l'accroissement du nombre de demandeurs de crédit, tous types de clients confondus.

Evolution des crédits

	2018	2019	2020	Var 20/19
Crédits bruts (en milliards de FCFA)	46,97	53,1	66,3	24,8
Créances en souffrance (en milliards de FCFA)	3,98	4,93	9,5	92,6
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle (en milliards de FCFA)	2,77	4,73	4,4	-6,9
Crédits nets (en milliards de FCFA)	44,18	48,37	61,9	27,9

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Tableau de bord de l'économie

L'excédent entre les dépôts et les crédits a diminué pour se chiffrer à 0,8 milliard de FCFA contre 7,33 milliards de FCFA en 2019. Parallèlement, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amoindri tout en demeurant au-dessus de 100%.

Evolution du taux de couverture

En milliards de FCFA	2018	2019	2020
Dépôts	57,26	60,43	67,1
Crédits bruts	46,97	53,1	66,3
Excédent (+) ou Déficit (-)	10,29	7,33	0,8
Taux de couverture	121,9	113,80	101,20

Sources : EMF/Cellule Microfinance

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2019 et cela, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux annuels créditeurs ont varié de 4,5 à 5% et débiteurs de 14 à 24%, soit un taux débiteur moyen qui varie entre 16 et 33%.

Opération de gestion, de trésorerie et rentabilité du secteur

L'activité des EMF a enregistré une détérioration de la qualité du portefeuille de crédits, caractérisée par des créances en souffrance évaluées à 9,8 milliards de francs CFA, soit presque la moitié de celles de 2019.

L'excédent de trésorerie s'est situé à 9,8 milliards de francs CFA, soit 9 % du total du bilan. Il est constituée des avoirs à vue et à terme auprès des banques UGB, ORABANK, ECOBANK et BGFI.

Opérations de trésorerie

	Décembre 2018	Décembre 2019	Décembre 2020	Var 20/19
Emplois de trésorerie (en milliards de FCFA)	17,18	23,46	23,9	1,9%
Ressources de trésorerie (en milliards de FCFA)	5,79	6,8	14,1	107,3%
Excédent/déficit de trésorerie (en milliards de FCFA)	11,39	16,66	9,8	-41,2%
Produit net financier (en milliards de FCFA)	13,1	12,9	13,8	6,9%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Le produit net financier (PNF), alimenté essentiellement par les intérêts sur crédits et les commissions sur transferts, est en hausse de près de 7% à 13,8 milliards de FCFA contre 12,9 milliards de FCFA en 2019.

II.12.5 Les compagnies d'assurance

Le secteur compte dix (10) sociétés d'assurance dont 6 pour la Non Vie et 4 pour la Vie ainsi qu'une (1) société de réassurance. En 2020, la Compagnie Assurances du Gabon (AG) est le seul opérateur qui s'est vu retirer son agrément.

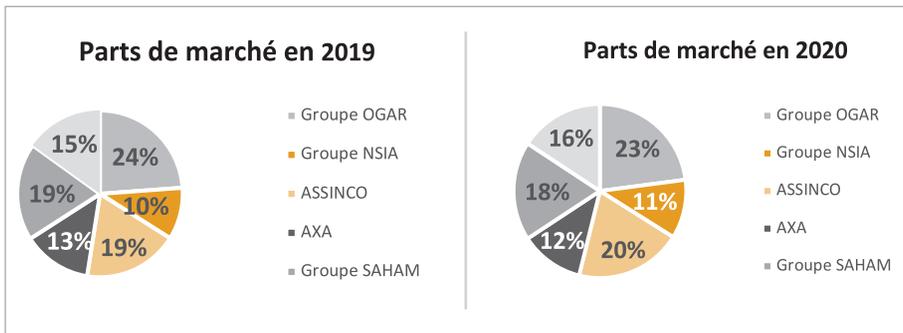
Les activités

En 2020, les assurances ont affiché des performances en hausse et ce, malgré la crise sanitaire liée à la Covid-19. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a enregistré une croissance de 2,8% en 2020 pour s'établir à 104,2 milliards de FCFA contre 101,3 milliards de FCFA en 2019. Cet accroissement provient de la bonne tenue des branches Vie et Non Vie.

Production du secteur assurance

En milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Parts de marché
Branches	2019	2020	2020/2019	2020
Non Vie	80,45	81,83	1,7%	79%
Vie	20,88	22,33	6,9%	21%
Total	101,3	104,16	2,8%	100%

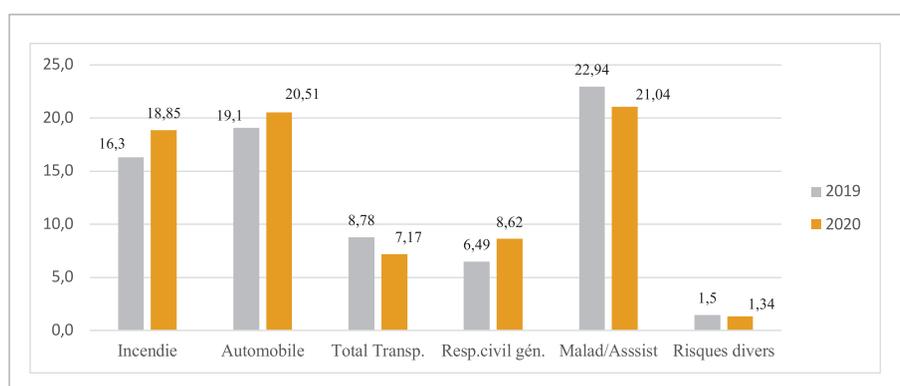
Source : compagnies d'assurances



La branche Non Vie

La Non Vie a affiché une progression de son chiffre d'affaires de 1,7% en 2020 soutenue par les sous branches que sont l'Automobile (+7,4%), la Responsabilité Civile Générale (+32,9%) et l'Incendie (+15,7%). Le volume des primes collectées est passé de 80,45 milliards de FCFA en 2019 à 81,83 milliards de FCFA en 2020.

Répartition du Chiffre d'affaires des branches Non Vie (en milliards de FCFA)

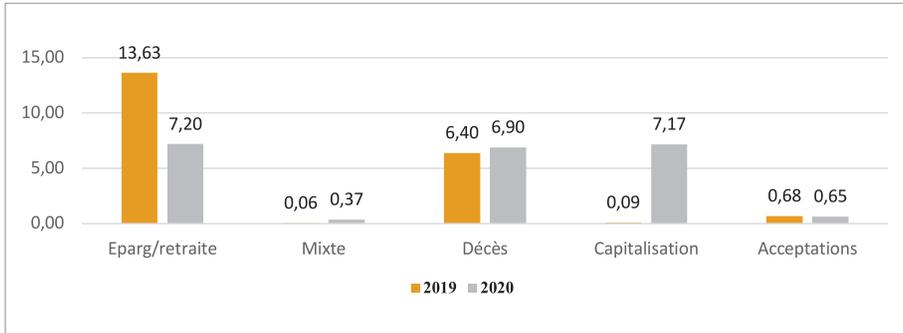


Le segment de l'Automobile a réalisé un chiffre d'affaires de 20,51 milliards de FCFA en 2020 contre 19,09 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 7,4%. Le segment Incendie a enregistré un chiffre d'affaires de 18,85 milliards de FCFA après 16,29 milliards en 2019, soit un accroissement de 15,7%. Le segment Responsabilité Civile Générale a affiché un bond de 32,9% à 8,62 milliards de FCFA en 2020 contre 6,49 milliards de FCFA en 2019.

La Branche Vie

Le chiffre d'affaires de la branche Vie a progressé de 6,9% pour se situer à 22,3 milliards de FCFA en 2020 contre 20,8 milliards de FCFA en 2019. Cette évolution est influencée par les assurances individuelles qui ont augmenté de 11,7% au cours de la période indiquée. Les assurances Mixte, Décès et Capitalisation ont représenté 65% des cotisations de la branche Vie contre 31,5% en 2019.

Chiffre d'affaires des branches Vie (en milliards de Fcfa)



Effectif et masse salariale

Les effectifs se sont repliés de 3% pour s'établir à 486 agents en 2020. De même, la masse salariale globale a régressé de 22% à 7,02 milliards de FCFA en 2020 après 8,95 milliards en 2019.

Commissions Versées

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires s'est situé à 10,68 milliards de FCFA en 2020 après 11,24 milliards de FCFA à la même période en 2019, soit un retrait de 5 %.

En Non Vie, les commissions ont atteint 9,78 milliards de FCFA en 2020 après 10,02 milliards de FCFA un an plus tôt, soit un tassement de 2%. En revanche, en assurance Vie, les intermédiaires ont encaissé 905 millions de FCFA en 2020 par rapport 1,22 milliard de FCFA, l'année précédente, soit un retrait de 26%.

Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés, en hausse de 4,3%, s'est élevé à 44,22 milliards de FCFA en 2020 contre 42,38 milliards de FCFA l'exercice précédent. En assurance Non Vie, la charge des sinistres s'établit à 32,37 milliards de FCFA en 2020 contre 29,95 milliards de FCFA, un an plus tôt, soit une progression de 8%. De même, en assurance Vie, le montant des sinistres réglés a reculé de 5% à 11,84 milliards de FCFA en 2020, suite à la régression des contrats Epargne/retraite (7,20 milliards de FCFA en 2020 après à 13,63 milliards de FCFA en 2019).

Placements

Le total des placements du secteur s'est établi à 134,19 milliards de FCFA en 2020 contre 120,52 milliards de FCFA l'exercice précédent, soit une hausse de 11,3%. Cette évolution est liée à l'accroissement du volume des placements financiers qui représente 77% de l'encours. Les placements des sociétés d'assurance sont majoritairement effectués au Gabon (81,6% du total).

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs

en milliards de FCFA	Placements Globaux		Parts de marché
	2019	2020	2020
Placements au Gabon	96,35	109,50	81,6%
. Immobiliers	23,001	30,763	22,9%
. Financiers	73,351	78,739	58,7%
Placements dans la zone CIMA	22,07	22,58	16,8%
. Immobiliers	0	0	0%
. Financiers	22,066	22,582	16,8%
Placements hors zone CIMA	2,11	2,11	1,6%
. Immobiliers	0	0	0%
. Financiers	2,11	2,11	1,6%
Total	120,52	134,19	100%

Source : compagnies d'assurance

L'activité de Réassurance

Avec un chiffre d'affaires de 13,058 milliards de FCFA, la SCG-Ré a clôturé son exercice en baisse de 13,9%.

Tableau de bord de l'économie

En millions de FCFA	Production Globale		Var %
	2019	2020	2020/2019
Réassurance			
Chiffre d'affaires	15,17	13,058	-13,9%
Primes cession légale (Gabon)	8,07	8,098	0,4%
Commissions payées	2,18	2,179	-0,1%
Sinistres réglés	5,88	3,441	-41,5%
Charges de sinistres	6,36	4,14	-34,9%
Primes acquises aux rétrocessionnaires	5,37	6,385	18,9%
Commissions reçues des rétrocessionnaires	0,94	0,775	-18%
Sinistres à charge des rétrocessionnaires	4,15	1,117	-73%
Fonds propres	8,95	8,373	-6%
Investissements	0	0	0%
Résultat Net	1,18	1,143	-3%
Placements financiers	13,31	0,204	-98%
Effectifs (en nombre)	27	26	-4%
Masse salariale	0,650	0,668	3%

Source : SCG-Ré

Le niveau des primes collectées a reculé de 13,9% en 2020, en raison du repli de l'activité globale et malgré la légère hausse (+0,4%) des primes acceptées au titre de la Cession Légale. Les fonds propres de la société ont diminué à 8,373 milliards de FCFA après 8,95 milliards de FCFA en 2019. Dans le même temps, le résultat net a reculé de 3,4% à 1,14 milliard de FCFA.

*Les grandeurs
macroéconomiques*

3^e partie

III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2018	2019	2020	19/18	20/19
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,9%	-1,8%
PIB en valeur	Mds de FCFA	9 368,9	9 886,9	8 816,2	5,5%	-10,8%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	78,9%	78,6%	85,3%		
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	21,1%	21,4%	14,7%		
Importations totales (yc services)	Mds de FCFA	2 130,3	2 174,8	2 005,6	2,1%	-7,8%
Importations	Ratio au PIB	22,7%	22,0%	22,7%		
Total ressources (en valeur)	Mds de FCFA	11 499,2	12 061,7	10 821,8	4,9%	-10,3%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4 607,6	4 811,7	4 863,4	4,4%	1,1%
Publique	Mds de FCFA	989,9	1 086,9	1 161,0	9,8%	6,8%
Privée	Mds de FCFA	3 617,7	3 724,8	3 702,4	3,0%	-0,6%
Consommation	Ratio au PIB	49,2%	48,7%	55,2%		
FBCF en valeur	Mds de FCFA	1 804,3	2 165,1	1 754,1	20,0%	-19,0%
Publique	Mds de FCFA	323,4	287,4	228,5	-11,1%	-20,5%
Publique/FBCF	%	17,9%	13,3%	13,0%	-25,9%	-1,9%
Privé	Mds de FCFA	1 480,9	1 877,7	1 525,6	26,8%	-18,8%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	387,9	559,8	379,1	44,3%	-32,3%
FBCF	Ratio au PIB	19,3%	21,9%	19,9%		
Dont Pétrole	Ratio au PIB	4,1%	5,7%	4,3%		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	5 087,2	5 084,9	4 204,2	0,0%	-17,3%
Exportations	Ratio au PIB	54,3%	51,4%	47,7%		
Absorption	Mds de FCFA	7 217,5	7 259,8	6 209,9	0,6%	-14,5%
Solde biens et services non-facteurs (X-M)	Mds de FCFA	2 957,0	2 910,1	2 198,6	-1,6%	-24,4%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	31,6%	29,4%	24,9%		
Taux de couverture (Export./Import.)	%	238,8%	233,8%	209,6%	-2,1%	-10,3%
Emploi	Effectifs	195 561	191 362	181 400	-2,1%	-5,2%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	107 627	106 631	97 781	-0,9%	-8,3%
dont MONP	Effectifs	14 791	14 622	13 613	-1,1%	-6,9%
Public/Emploi Total	%	55,0%	55,7%	53,9%	1,2%	-3,3%
Privé et parapublic	Effectifs	87 934	84 731	83 619	-3,6%	-1,3%
Masse salariale	Mds de FCFA	2 018,8	2 039,3	1 970,8	1,0%	-3,4%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	735,2	723,1	683,2	-1,6%	-5,5%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1 283,6	1 316,2	1 287,6	2,5%	-2,2%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2 309,7	2 329,3	2 390,1	0,8%	2,6%
Vitesse de circulation de la monnaie		4,1	4,2	3,7	4,6%	-13,1%
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	139,9	99,8	102,1	2,0%	2,3%

Sources : DGEPEF, BEAC, DGBFIP

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2020, à l'instar de plusieurs pays dans le monde, l'activité économique nationale a subi les effets de la pandémie à travers deux chocs, liés à la chute de la demande mondiale des principaux produits d'exportations et à la baisse des cours des matières premières. A cela s'ajoute un choc endogène, lié au ralentissement de certaines activités au niveau national, suite aux mesures de lutte contre la propagation de la pandémie. Dans ce contexte, l'économie nationale est rentrée en récession. Ainsi, le produit intérieur brut réel a régressé de 1,8% en 2020 contre +3,9% en 2019, plombé par la contraction conjointe des activités des secteurs pétrole (-1,2%) et hors-pétrole (-1,9%).

Evolution du taux de croissance du PIB

En %	2018	2019	2020
PIB total	0,8	3,9	-1,8
Pétrole	-8,2	13,0	-1,2
Hors-pétrole	2,8	2,9	-1,9

Source : DGEPPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

La production intérieure a été affaiblie par les résultats des secteurs secondaire (-6,5%) et tertiaire (-4,5%), en dépit des performances positives du secteur primaire (+4,4%). Le relèvement du secteur primaire est consécutif à :

- la poursuite de l'expansion des activités agricoles, grâce notamment à la forte augmentation de la production de l'agriculture de rente (+32,7%), en particulier celles de l'huile de palme (70 340 tonnes) et du caoutchouc (17 566 tonnes) ;
- la bonne tenue des mines (+27,6%) qui provient de la consolidation de l'activité de l'exploitation du manganèse en lien avec les bons rendements des gisements de la Comilog et la Nouvelle Gabon Mining.

Par ailleurs, la production de bois grumes a ralenti à 1,1%, en lien avec le recul de la demande des industries locales. Toutefois, cette évolution du primaire a été atténuée par la contre-performance de la production pétrolière (-1,2%), en lien avec l'application des quotas de l'OPEP dans un contexte de chute du prix du baril de pétrole.

Le retrait de l'activité du secteur secondaire provient des contre-performances dans la quasi-totalité des branches, excepté le raffinage et l'énergie. Le repli de l'activité dans l'Industrie du bois (-2,1%) résulte de la faiblesse de la demande extérieure. L'activité des Services pétroliers (-5,0%) s'est contractée en raison du ralentissement de l'effort d'investissement des sociétés pétrolières, consécutivement à la chute des prix de pétrole. La branche des autres industries de transformation (-7,6%) s'est caractérisée par un ralentissement de la production industrielle en raison de la contraction de la demande locale. La régression de l'activité des BTPs (-15,0%) résulte du retard enregistré dans la mise en œuvre de certains projets en rapport avec les contraintes budgétaires et la situation sanitaire.

La baisse des performances du secteur tertiaire (-4,5%) provient essentiellement de l'impact très prononcé de la pandémie sur les branches Services (-14,8%) et Commerce (-7,1%). Néanmoins, les Transports & Télécommunications ont enregistré une hausse de 3,9%, en liaison avec la forte activité minière et le recours au télé-travail.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2018 à 2020

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 816,2	5,5%	-10,8%	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,9%	-1,8%
PIB marchand	8 051,5	8 595,4	7 516,0	6,8%	-12,6%	4 497,3	4 724,9	4 613,9	5,1%	-2,3%
Secteur primaire	2 729,1	2 910,7	2 153,5	6,7%	-26,0%	1 068,1	1 197,8	1 250,1	12,1%	4,4%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	462,4	9,1%	8,5%	325,6	354,7	379,3	8,9%	6,9%
Exploitation forestière	118,6	122,9	124,7	3,6%	1,5%	78,3	81,0	81,9	3,5%	1,1%
Pétrole brut	1 979,0	2 116,5	1 299,5	6,9%	-38,6%	563,3	636,6	628,7	13,0%	-1,2%
Mines	240,8	245,1	267,0	1,8%	8,9%	100,8	125,5	160,1	24,4%	27,6%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 024,3	4,9%	-12,1%	998,4	1 013,2	947,4	1,5%	-6,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	198,3	10,4%	-1,8%	123,3	132,3	126,5	7,3%	-4,4%
Industrie du bois	196,6	198,6	192,9	1,0%	-2,9%	118,6	119,8	117,3	1,0%	-2,1%
Autres industries yc minières	324,5	345,3	328,1	6,4%	-5,0%	170,0	176,7	160,9	3,9%	-8,9%
Raffinage	9,4	8,7	10,0	-6,9%	14,3%	7,3	6,4	7,9	-12,1%	23,5%
Electricité, Eau	112,6	116,6	115,4	3,5%	-1,0%	53,9	54,7	55,5	1,5%	1,4%
BTP	308,3	327,8	298,2	6,3%	-9,0%	172,0	177,3	150,7	3,1%	-15,0%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	881,4	4,1%	-20,2%	353,4	346,0	328,7	-2,1%	-5,0%
Secteur tertiaire	2 535,0	2 758,8	2 731,2	8,8%	-1,0%	1 908,1	1 986,5	1 897,7	4,1%	-4,5%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 134,2	18,4%	10,3%	699,2	772,0	802,0	10,4%	3,9%
Services	1 010,0	1 053,5	923,4	4,3%	-12,3%	769,2	785,3	668,7	2,1%	-14,8%
Commerce	507,8	526,9	498,5	3,8%	-5,4%	279,1	281,0	261,1	0,7%	-7,1%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	285,9	-1,2%	2,4%	279,3	268,7	267,4	-3,8%	-0,5%
SIFIM	-134,5	-129,5	-110,8	-3,7%	-14,5%	-118,7	-120,6	-101,4	1,6%	-15,9%
DTI et TVA	592,0	622,5	607,0	5,2%	-2,5%	522,6	527,5	518,7	0,9%	-1,7%
PIB non marchands	1 317,4	1 291,5	1 300,1	-2,0%	0,7%	1 033,4	1 022,6	1 028,0	-1,0%	0,5%

Source : DGEF

III.1.2 Le PIB par la demande

En 2020, l'entrée en récession s'explique essentiellement par la baisse de la demande intérieure (-8,7%), malgré une demande extérieure en légère hausse (+0,3%).

La contraction de la demande intérieure (-8,7%) est liée au tassement de la consommation totale (-0,1%) et au recul de l'investissement total (-16,7%). En effet, la consommation s'est contractée en raison du repli de la consommation privée (-2,0%), nonobstant la hausse de la consommation publique (+5,5%). L'évolution de la consommation privée résulte de la perte des revenus des ménages en lien avec la morosité de l'activité économique et du marché du travail.

Cependant, les efforts déployés par les pouvoirs publics en vue de limiter l'impact de la crise sanitaire et économique sur les ménages ont permis d'atténuer la diminution de la consommation privée.

L'orientation défavorable de l'investissement total (-16,7%) est consécutive au repli de l'investissement privé (-16,2%) et de l'investissement public (-21,7%). En effet, la baisse de l'investissement privé provient essentiellement du secteur pétrolier (-19,6%). Le reflux de l'investissement public résulte du retard accusé dans la mise en exécution des projets de développement compte tenu du contexte économique difficile (Transgabonaise, barrages hydroélectriques, aménagement des voiries, etc.).

L'accroissement de la demande extérieure s'explique par la bonne tenue des exportations totales (+10,1%), notamment celles des mines (+31,9%), des produits de rente (+26,5%) ; malgré un recul de 6,0% des importations totales avec -12,3% pour les biens d'équipement et -11,7% pour les biens intermédiaires.

Evolution du PIB par la demande de 2018 à 2020

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 886,9	8 816,2	5,5%	-10,8%	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,9%	-1,8%
DEMANDE INTERIEURE	6 411,9	6 976,8	6 617,5	8,8%	-5,1%	6 519,2	7 258,1	6 629,8	11,3%	-8,7%
DEMANDE EXTERIEURE	7 217,5	7 259,8	6 209,9	0,6%	-14,5%	5 710,9	6 894,2	6 913,1	20,7%	0,3%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 811,7	4 863,4	4,4%	1,1%	3 436,7	3 512,3	3 508,4	2,2%	-0,1%
Ménages	3 617,7	3 724,8	3 702,4	3,0%	-0,6%	2 605,8	2 630,5	2 577,9	0,9%	-2,0%
Administrations	989,9	1 086,9	1 161,0	9,8%	6,8%	830,8	881,8	930,5	6,1%	5,5%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 804,3	2 165,1	1 754,1	20,0%	-19,0%	3 082,5	3 745,7	3 121,4	21,5%	-16,7%
Privé	1 480,9	1 877,7	1 525,6	26,8%	-18,8%	2 741,4	3 456,1	2 894,6	26,1%	-16,2%
dont : Pétrole	387,9	559,8	379,1	44,3%	-32,3%	1 487,3	2 066,8	1 662,2	39,0%	-19,6%
Hors Pétrole	1 093,0	1 317,9	1 146,6	20,6%	-13,0%	1 254,1	1 389,3	1 232,3	10,8%	-11,3%
Administration	323,4	287,4	228,5	-11,1%	-20,5%	341,2	289,6	226,8	-15,1%	-21,7%
EXPORTATIONS TOTALES	5 087,2	5 084,9	4 204,2	0,0%	-17,3%	2 361,2	2 691,8	2 962,6	14,0%	10,1%
Pétrole	3 770,2	3 627,0	2 554,8	-3,8%	-29,6%	1 108,0	1 183,7	1 169,5	6,8%	-1,2%
Hors Pétrole	1 128,9	1 262,1	1 453,2	11,8%	15,1%	1 186,1	1 437,9	1 726,3	21,2%	20,1%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	345,5	502,0	660,0	45,3%	31,5%	389,5	546,0	690,6	40,2%	26,5%
Mines	410,5	382,6	426,5	-6,8%	11,5%	408,0	477,3	629,8	17,0%	31,9%
Bois transformé	369,3	373,7	362,9	1,2%	-2,9%	385,0	411,0	402,3	6,7%	-2,1%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 130,3	2 174,8	2 005,6	2,1%	-7,8%	3 349,7	4 202,4	3 950,5	25,5%	-6,0%
dont Consommations	439,6	461,6	477,7	5,0%	3,5%	406,2	435,4	456,8	7,2%	4,9%
Equipements	396,9	553,9	479,7	39,6%	-13,4%	548,3	783,6	687,2	42,9%	-12,3%
Intermédiaires	545,1	586,1	524,3	7,5%	-10,5%	552,5	607,7	536,6	10,0%	-11,7%

Source : DGEPE

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Les prévisions budgétaires initiales ont fait l'objet d'une révision à la baisse, dans le cadre d'une loi de finances rectificative, afin de tenir compte de la propagation de la Covid-19 au niveau mondial et de ses conséquences sur l'économie nationale,.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 3 330,7 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2020 a été arrêté à 3 047,1 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il enregistre une diminution de 8,5% du fait de la contraction des ressources propres.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA	LFI 2020	LFR 2020	LFR 2020/LFI 2020
Nature des ressources			
Recettes propres	2 162,4	1 565,0	-27,6%
Pétrole	684,3	463,5	-32,3%
Hors pétrole	1 478,1	1 101,5	-25,5%
Ressources d'emprunt	1 168,3	1 482,2	26,9%
Total des ressources	3 330,7	3 047,1	-8,5%
Nature des charges			
Service de la dette	1 348,2	1 410,7	4,6%
Fonctionnement	1 082,0	1 106,8	2,3%
Investissement	513,2	380,0	-26,0%
Autres dépenses	387,3	149,6	-61,4%
Total des charges	3 330,7	3 047,1	-8,5%

Source : DGBFIP

III.2.1.1 Les ressources

Le collectif budgétaire de l'année 2020 a tablé sur des ressources qui se situeraient à 3 047,1 milliards de FCFA, en repli de 8,5% comparativement aux prévisions initiales, en raison de la contraction des ressources propres nonobstant le renforcement des ressources d'emprunt.

La baisse des ressources propres résulte de la diminution conjointe des

recettes pétrolières et hors pétrolières en lien avec la contraction de l'activité économique, des prix des principaux produits d'exportation (pétrole et manganèse) et des importations.

L'accroissement des ressources d'emprunt, quant à lui, provient du renforcement des tirages sur emprunts extérieurs (tirages sur prêts programmes) et de l'émission de titres publics sur le marché intérieur et sur le marché international, dans l'optique de financer le plan de soutien à l'activité.

III.2.1.2 Les emplois

Pour tenir compte de la diminution des ressources, les dépenses publiques d'investissement et les autres dépenses ont été projetées à la baisse. Par contre, les dotations réservées au service de la dette et aux dépenses de fonctionnement ont été ajustées à la hausse.

L'amoindrissement des dépenses d'investissement s'explique par le repli des financements sur ressources propres (-48,3% à 113,8 milliards de FCFA), en lien avec le financement des mesures prises pour atténuer l'impact socio-économique négatif de la Covid-19, et sur les financements extérieurs (-10,2% à 236,2 milliards de FCFA).

La diminution des autres dépenses est liée au fléchissement des crédits destinés à la restructuration des entreprises (-82,1% à 9,1 milliards de FCFA) et aux divers contentieux (-83,2% à 6,0 milliards de FCFA).

Par contre, l'accroissement du service de la dette est consécutif, d'une part, à la révision à la hausse des perspectives de remboursement du principal, particulièrement sur la dette extérieure. Il provient, d'autre part, du paiement des intérêts aussi bien sur la dette intérieure que sur la dette extérieure.

L'ajustement à la hausse des dépenses de fonctionnement est lié au renforcement des dépenses de personnel (+3,3% à 683,0 milliards de FCFA) et à l'accroissement des dépenses en biens et services (+3,6% à 261,4 milliards de FCFA). Le relèvement des dépenses de personnel résulte de la régularisation des situations administratives dans les secteurs prioritaires, la prise en compte des rappels solde des agents retraités et de l'instauration d'une « indemnité Covid-19 » destinée au personnel de santé. L'accroissement des dépenses en biens et services est consécutif à la prise en compte des dépenses de la Covid-19 (prise en charge des factures d'électricité et d'eau, gratuité des transports terrestres dans les compagnies publiques, soutien au paiement des loyers, aide alimentaire et rapatriement des Gabonais bloqués à l'étranger).

III.2.2 L'exécution du budget

En 2020, l'exécution du budget a généré un excédent primaire et des déficits des soldes base ordonnancements et base caisse.

Pour la quatrième année consécutive, le solde primaire a enregistré un excédent. Toutefois, celui-ci est en diminution (-70,2% à 107,5 milliards de FCFA) du fait d'une baisse plus accentuée des recettes budgétaires (-17,0%) comparativement à celle des dépenses primaires (-5,6%). Ainsi, le solde primaire a perdu 2,4 points pour s'établir à 1,2% du PIB en 2020.

Après avoir renoué avec l'excédent en 2019, le solde base ordonnancements a rechuté en 2020. En effet, ce solde, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un déficit de 189,5 milliards de FCFA, en lien avec le repli des recettes budgétaires malgré la diminution des dépenses budgétaires (-1,1%). Rapporté au PIB, le solde base ordonnancements s'est détérioré, passant d'un surplus de 1,4% en 2019 à un déficit de 2,1% en 2020.

Le solde base caisse a affiché un déficit de 174,1 milliards de FCFA en 2020 contre un excédent de 112,8 milliards de FCFA l'année précédente. Cette inversion de tendance s'est faite dans un contexte marqué notamment par un accroissement de la variation des arriérés extérieurs et intérieurs pour la première fois depuis 2003. En pourcentage du PIB, le solde base caisse a affiché un déficit de 2,0% en 2020.

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Recettes pétrolières	583,4	747,2	596,2	-20,2%
Recettes hors pétrole*	1 090,7	1 283,4	1 088,6	-15,2%
Recettes totales	1 674,1	2 030,6	1 684,7	-17,0%
Dépenses de fonctionnement	1 045,1	1 095,3	1 134,4	3,6%
Dépenses d'investissement	247,7	281,2	241,5	-14,1%
Autres dépenses	267,1	293,5	201,4	-31,4%
Dépenses primaires totales	1 559,9	1 670,1	1 577,3	-5,6%
Intérêts sur la dette	225,0	224,9	296,9	32,0%
Dépenses totales	1 784,9	1 895,0	1 874,2	-1,1%
Solde primaire	114,2	360,5	107,5	-70,2%
Solde base ordonnancements	-110,8	135,6	-189,5	-239,7%
Variation des arriérés	-15,9	-22,8	15,4	-167,3%
Solde base caisse	-126,8	112,8	-174,1	-254,3%
En ratio du PIB nominal				
Solde primaire	1,2%	3,6%	1,2%	-
Solde base ordonnancements	-1,2%	1,4%	-2,1%	-
Solde base caisse	-1,4%	1,1%	-2,0%	-
PIB nominal (pour mémoire)	9 368,9	9 887,0	8 816,2	-

*Y compris recettes comptes spéciaux

Sources : DGCP, DGEPP

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

Les recettes recouvrées se sont chiffrées à 1 684,7 milliards de FCFA en 2020 contre 2 030,6 milliards une année auparavant. Cette diminution (-17,0%) provient du repli conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières. En pourcentage du PIB, les recettes budgétaires perdent 1,4 point pour s'établir à 19,1%. Cependant, la pression fiscale gagne 0,4 point (12,5%) et demeure largement en deçà de la norme communautaire ($\geq 17,0\%$).

III.2.2.2 Les recettes pétrolières

Après trois (3) années de hausse, les recettes pétrolières collectées ont baissé en 2020. En effet, les recettes pétrolières ont diminué de 20,2% suite au repli concomitant de la production pétrolière, des cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux et du dollar par rapport au FCFA. Elles ont représenté 45,9% du PIB pétrolier en 2020 contre 35,3% l'année précédente. Toutefois, leur part dans les recettes budgétaires a perdu 1,4 point pour s'établir à 35,4%.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Impôts sur les sociétés	86,6	122,9	224,5	82,6%
Redevance Minière Proportionnelle	267,6	313,1	176,5	-43,6%
Autres	155,7	217,9	186,8	-14,2%
Transferts SOGARA	73,6	93,3	8,4	-91,0%
Total des recettes pétrolières	583,4	747,2	596,2	-20,2%
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	29,5%	35,3%	45,9%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1 979,0	2 116,5	1 299,5	

Sources : DGCPT, DGEPP

III.2.2.3 Les recettes hors pétrole

Après deux (2) années de hausse, les recettes hors pétrole se sont repliées en 2020. En effet, elles ont diminué de 15,2% à 1 088,6 milliards de FCFA. Cette situation provient de la diminution des recettes issues des impôts sur les sociétés (-37,9%), des impôts sur les personnes physiques (-3,5%), des taxes sur les biens et services (-28,0%) et des autres recettes (-31,4%). Ces évolutions se sont effectuées dans le contexte de mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (allègements d'impôts, confinement, arrêt d'activités dans certains secteurs, ...). Par contre, les recettes relatives aux droits de douanes et comptes spéciaux ont progressé (+15,6%) grâce aux réformes engagées au sein de l'administration douanière. Au total, les recettes hors pétrole ont représenté 64,6% des recettes budgétaires en 2020 contre 63,2% l'année précédente.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Droits de douanes	254,7	285,5	309,7	8,5%
Taxes sur les biens et services	147,8	186,6	134,4	-28,0%
dont TVA	95,4	132,2	62,9	-52,4%
Impôts directs	297,8	411,6	303,1	-26,4%
Autres recettes	297,0	300,5	206,1	-31,4%
Recettes hors comptes spéciaux	997,4	1 184,2	953,3	-19,5%
Comptes spéciaux	93,3	99,3	135,3	36,3%
Total des recettes hors - pétrole	1 090,7	1 283,4	1 088,6	-15,2%
En ratio du PIB hors pétrole				
Total des recettes hors pétrole	14,8%	16,5%	14,5%	
Recettes hors comptes spéciaux	13,5%	15,2%	12,7%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	7 389,9	7 770,5	7 516,7	

Sources : DGCPT, DGEPP

III.2.3 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires ont fléchi de 1,1% à 1 874,2 milliards de FCFA en 2020 comparativement à 2019, suite à la diminution conjointe des dépenses en capital (-14,1%) et des autres dépenses (-31,4%), nonobstant le renforcement des dépenses de fonctionnement (+3,6%) et du règlement des intérêts (+32,0%). Leur poids dans le PIB a gagné 2,5 points à 21,7%. Hormis le paiement des intérêts de la dette publique, les dépenses budgétaires ont reculé de 5,6% pour se situer à 1 577,3 milliards de FCFA.

III.2.3.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2020, les dépenses de fonctionnement se sont alourdies de 3,6 % à 1 134,4 milliards de FCFA, sous l'effet de l'augmentation des dépenses sur biens et services, malgré la maîtrise des dépenses de personnel et des dépenses de transferts. Elles se sont renforcées de 1,6 point du PIB.

Les dépenses de personnel ont baissé de 0,8% du fait de la diminution de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP), nonobstant l'accroissement de la solde permanente (+1,4 milliard de FCFA) et des autres dépenses de personnel (+2,9 milliards de FCFA), en lien avec des recrutements dans les secteurs prioritaires et des régularisations des situations administratives. Par conséquent, elles ont représenté 78,2% des recettes fiscales hors pétrole

contre 64,4% l'année précédente. Elles demeurent toujours largement au-dessus de la norme communautaire (35,0% au maximum).

Par contre, les dépenses sur biens et services ont augmenté de 29,7% par rapport au niveau atteint à la même période en 2019, sous l'influence des dépenses liées aux services fournis par la SEEG (+2,5 milliards de FCFA) et des dépenses relatives aux autres biens et services (+45,1 milliards de FCFA), en lien notamment avec la riposte contre la pandémie du Coronavirus (prise en charges des factures d'électricité et d'eau, gratuité des transports urbains dans les compagnies publiques, etc.).

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions se sont établies à 248,9 milliards de FCFA, soit un fléchissement de 0,6%, résultant exclusivement de la diminution du soutien des prix des carburants (-6,2 milliards de FCFA).

III.2.3.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont enregistré une diminution de 14,1% pour s'établir à 241,5 milliards de FCFA en 2020. Celle-ci est consécutive au repli conjoint :

- des financements sur ressources propres (-12,9%), en lien avec le financement des autres dépenses relatives à la pandémie du Coronavirus.
- des ressources extérieures (-16,3%) du fait de la faible mobilisation des Finex au cours du premier semestre.

En ratio du PIB, les dépenses d'investissement se sont repliées de 0,1 point à 2,7%.

III.2.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (hors intérêts de la dette publique) ont enregistré une diminution de 31,4% à 201,4 milliards de FCFA en 2020. Ceci s'explique essentiellement par la contraction des « prêts nets y compris prise de participations » et des dépenses relatives à la CNAMGS, nonobstant le renforcement des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS) et des dépenses liées à l'entretien routier (FER). Leur part dans le PIB a reculé de 0,7 point.

III.2.3.4 Les intérêts de la dette

Les charges de la dette publique ont augmenté de 32,0% suite au renforcement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+41,1 milliards de FCFA) et sur la dette extérieure (+30,9 milliards de FCFA). Ce, en lien avec l'augmentation des besoins de financement et le respect des engagements de l'Etat. En ratio des recettes budgétaires, le paiement des intérêts de la dette publique a cru de 6,5 points pour représenter 17,6% des recettes collectées en 2020, soit 7,6 points de plus que la norme communautaire en matière de liquidité. En pourcentage du PIB, la charge financière de la dette a gagné 1,1 point pour s'établir à 3,4%.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	20/19
Fonctionnement	1 045,1	1 095,3	1 134,4	3,6%
Salaires et traitements	701,0	688,9	683,2	-0,8%
Biens et services	139,6	156,0	202,3	29,7%
Transferts et subventions	204,4	250,4	248,9	-0,6%
Investissements	247,7	281,2	241,5	-14,1%
Ressources propres	81,9	175,0	152,5	-12,9%
Finex	165,8	106,2	89,0	-16,3%
Autres dépenses	267,1	293,5	201,4	-31,4%
Prêts nets (yc prise de participation)	91,0	74,7	-4,0	-105,3%
FER	2,9	12,3	18,7	52,3%
CNAMGS (yc FNDS)	25,7	47,4	30,5	-35,6%
Comptes spéciaux	147,5	159,2	156,1	-1,9%
Total dépenses primaires	1 559,9	1 670,1	1 577,3	-5,6%
Intérêts sur la dette	225,0	224,9	296,9	32,0%
Total des dépenses	1 784,9	1 895,0	1 874,2	-1,1%
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	11,2%	11,1%	12,9%	-
Investissements	2,6%	2,8%	2,7%	-
Autres dépenses	2,9%	3,0%	2,3%	-
Intérêts sur la dette	2,4%	2,3%	3,4%	-
PIB nominal (pour mémoire)	9 368,9	9 887,0	8 816,2	-

Sources : DGCP, DGEPP

III.2.4 La dette publique

Le règlement et le stock de la dette publique ont augmenté en 2020.

III.2.4.1. Le règlement de la dette

Une enveloppe de 1 213,6 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique contre 793,4 milliards de FCFA l'année précédente. Cet accroissement (53,0%) a résulté de la forte progression des règlements de la dette extérieure et intérieure.

L'augmentation du paiement de la dette extérieure s'est traduite dans ses composantes « Marché financier international » et « Bilatérale ». La hausse du paiement de la dette publique intérieure a découlé de l'accroissement du règlement de la dette du marché financier sous régional et du remboursement des prêts contractés auprès des banques.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a été un peu plus importante, passant de 35,9% en 2019 à 36,4% en 2020. Cette évolution s'explique par le relèvement du règlement du principal (+24,7%) par rapport aux recettes budgétaires. Parallèlement, la pression des intérêts sur les recettes budgétaires a enregistré une quasi stabilité (+0,5%), suite à un faible accroissement des intérêts (+0,6%) par rapport à celui des recettes budgétaires (+17,0%).

Evolution du règlement

En milliard de FCFA	2018	2019	2020	Poids	Variations
Dette extérieure	376,2	465,1	795,5	65,6%	71,0%
Multilatérale	53,6	145,1	91,9	7,80%	-36,7%
Bilatérale	66,9	63,5	67,4	5,70%	6,1%
Commerciale	174,9	172,5	74,3	6,30%	-57,0%
Marché financier International	80,8	84	562	47,70%	-
Dette intérieure	286,1	328,3	418,1	34,5%	27,4%
Bancaire	79	122,7	137,6	11,70%	12,1%
Moratoires	90,6	60	53,1	4,5%	-11,5%
Divers	4,6	7	3,5	0,30%	-50,0%
Marché financier Régional	111,8	138,6	223,9	18,5%	61,6%
Total	662,3	793,3	1213,6	100,0%	53,0%

Source : DGD

III.2.4.2. L'encours de la dette

A fin 2020, le stock de la dette publique a augmenté de 17,7% pour s'établir à 6 295,9 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par la hausse conjointe de l'encours extérieur (+4,6%) et de l'encours intérieur (52,5%).

La progression observée en 2020 de l'encours extérieur est consécutive à l'accroissement de la dette multilatérale et celle contractée sur le marché financier international.

L'augmentation de l'encours intérieur provient du renforcement de toutes ses composantes. Le portefeuille de la dette publique reste dominé par la dette extérieure. Toutefois, le poids de la dette intérieure a augmenté de 10,35 points à 35,6%.

Au total, le taux d'endettement a augmenté de 16,7 points pour s'établir à 71,4%, légèrement au-dessus du seuil communautaire (+70%). Cette situation est consécutive au recours à l'emprunt pour le financement des projets structurants, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique.

Evolution du stock

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	Poids	Var 20/19
Dette extérieure	3 743,7	3 875,6	4 052,4	64,4%	4,6%
Multilatérale	1214,8	1399,9	1627,9	26,0%	16,3%
Bilatérale	804,6	872,5	841,4	13,4%	-3,6%
Commerciale	471,4	324,8	269,1	4,3%	-17,2%
Marché financier International	1252,8	1278,4	1314,1	21,0%	2,8%
Dette intérieure	1516,1	1470,9	2243,5	35,6%	52,5%
Bancaire	772,4	686	887,6	14,2%	29,4%
Moratoires	340,6	232,8	575,1	9,1%	147,0%
Divers	7	-	-	-	-
Marché financier Régional	396,1	552,1	780,8	0,1	0,4
Total	5259,7	5346,5	6295,9	100%	17,7%
En ratio du PIB nominal					
Stock de la dette	56,2%	54,7%	71,4%	-	-
Dette extérieure	40,0%	39,7%	46%	-	-
Dette intérieure	16,2%	15,1%	25,5%	-	-

Source : DGD

III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

III.3.1 Les ressources du système monétaire

La situation monétaire large à fin décembre 2020 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (+39,0%), une hausse de la masse monétaire (+5,7%) et une consolidation du crédit intérieur net (+17,1%).

Rubriques	déc-18	déc-19	déc-20
	En milliards de FCFA		
Avoirs extérieurs nets	600,4	479,8	292,6
Banque centrale	418,6	385,1	230,7
Banques commerciales	181,8	94,7	61,9
Crédits intérieurs nets	1973,2	2084	2440,1
Créances nettes sur l'Etat	802,7	887,9	1234,9
dont Position Nette du Gouvernement (PNG)	842,8	952	1263,5
dont Créances nettes sur les organismes publics	-40,1	-64,2	-28,6
Créances sur le reste de l'économie	1170,5	1196,1	1205,2
Ressources = Contreparties	2 573,6	2 563,8	2732,7
Monnaie au sens large	2309,7	2334,5	2467,7
Circulation fiduciaire	385,2	365,9	419,5
Dépôts	1924,5	1968,6	2048,2
dont Quasi monnaie	785,7	650,8	713,9
Ressources extra-monétaires	263,9	229,3	265
	Variation annuelle en%		
Avoirs extérieurs nets	9,20%	-20,10%	-39,0%
Crédits intérieurs nets	14,90%	5,60%	17,1%
Créances nettes sur l'Etat	34,70%	10,60%	39,1%
Créances sur le reste de l'économie	4,50%	2,20%	0,8%
Ressources = Contreparties	13,50%	-0,40%	6,6%
Masse monétaire	15,20%	1,10%	5,7%
Circulation fiduciaire	17,10%	-5,00%	14,6%
Dépôts	14,80%	2,30%	4,0%

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire s'établit à 2 467,7 milliards de FCFA à fin décembre 2020, en hausse de 5,7%, en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+17,1%). Cette évolution s'explique par le renforcement de 4% du stock des dépôts et de la circulation fiduciaire (+14,6%).

L'augmentation des dépôts est tirée, entre autres, par la quasi-monnaie qui se relève de 9,7% à 713,9 milliards de FCFA sur la même période. L'incertitude née de la crise sanitaire a créé une frilosité chez les agents économiques qui ont opté pour la reconstitution de leur épargne de moyen terme.

III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (emprunts extérieurs à moyen et long terme, fonds propres du système bancaire, allocations de DTS et autres postes nets) se sont accrues de 15,6% à 265 milliards de FCFA au 31 décembre 2020.

Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 6,6% à 2 732,7 milliards de FCFA, influencées par l'accroissement du crédit intérieur (+17,1%).

Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 479,8 milliards de FCFA en 2019 à 292,6 milliards de FCFA en décembre 2020, soit une dégradation de 39%. Cette évolution est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-40,1%) et des banques primaires (-34,6%) qui se sont établis respectivement à 230,7 et 61,9 milliards de FCFA.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	600,4	479,8	292,6	-39,0%
Banque centrale	418,6	385,1	230,7	-40,1%
Banques primaires	181,8	94,7	61,9	-34,6%

Source : BEAC

Par ailleurs, le solde du compte d'opérations a enregistré une légère amélioration de 1% en 2020 à 675,4 milliards de FCFA. En conséquence, le taux

de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 3,5 points pour s'établir à 73,89% à fin décembre 2019.

Evolution des réserves et du taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	Var 20/19
Compte d'opérations	640,1	668,9	675,4	1,0%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	70,49	73,89%	64,0%	-13,4%

Source : BEAC

III.3.2. Le crédit intérieur

Il s'affermite de 17,1% à 2 440,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020 à la faveur de la hausse des créances nettes sur l'Etat (39,1%) alors que les crédits à l'économie restent relativement stables (0,8%).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	Var 20/19
Crédits intérieurs nets	1973,2	2084	2440,1	17,1%
Créances nettes sur l'Etat	802,7	887,9	1234,9	39,1%
Créances sur l'économie	1170,5	1196,1	1205,2	0,8%

Source : BEAC

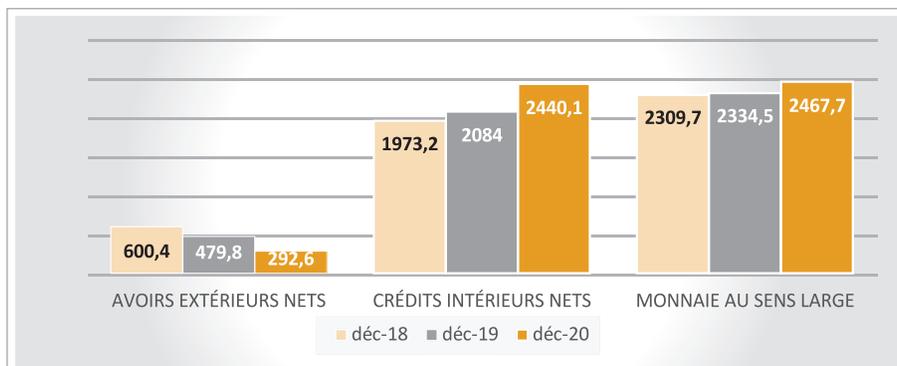
Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat se situerait à 1 234,9 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 887,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se serait-elle dégradée, à 1 263,5 milliards de FCFA contre 952 milliards de FCFA en 2019.

Les créances sur l'économie

La timide reprise des travaux de voirie au cours de trois derniers mois a eu un léger impact sur les crédits à l'économie (+0,8%) à 1 205,2 milliards de FCFA. Cette évolution serait corrélée aux concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie.

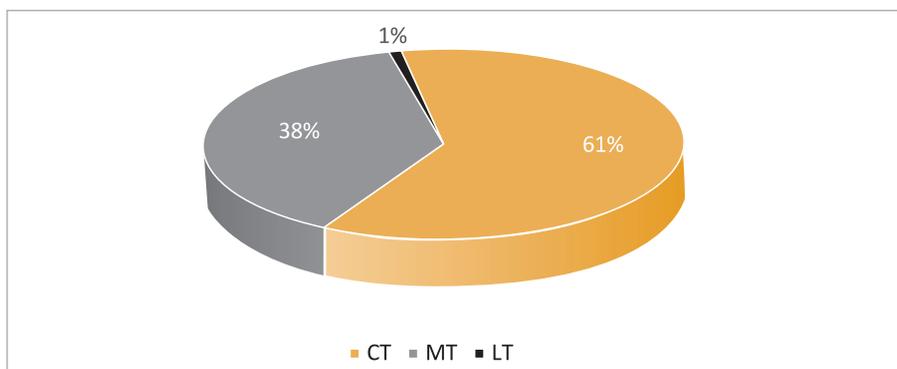
Agrégats monétaires résumés (en milliards de FCFA)



III.3.3 Le financement de l'économie

A fin décembre 2020, le montant des crédits bancaires recensés par la Centrale des Risques de la Beac a augmenté de 31,2% à 1 576,3 milliards de FCFA.

Répartition des crédits bancaires par terme et par secteur



Le secteur primaire

Les crédits consentis à ce secteur ont représenté 6% de l'ensemble des prêts bancaires à fin décembre 2020. Ils sont passés de 30,6 milliards de FCFA en 2019 à 86,9 milliards en 2020, à la faveur de relèvement des crédits octroyés à l'agriculture. Cette branche a concentré 72,5% de l'encours du secteur, soit 63 milliards de FCFA.

Le secteur secondaire

Le secteur secondaire a absorbé 24% du total des prêts bancaires. Ils sont en hausse de 52% à 379,6 milliards de FCFA en décembre 2020. Cette embellie est expliquée principalement par la consolidation des concours accordés à la production de produits alimentaires et de boissons et à la construction qui ont reçu respectivement 15% et 30% du financement du secteur.

Le secteur tertiaire

Il a concentré près de 70% de l'encours de crédits distribués. Les crédits octroyés à ce secteur ont augmenté de 20,4% pour s'établir à 1 108,6 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 921,1 milliards un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des prêts consentis au commerce de détail.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Après une croissance atone en 2017 et 2018 (+0,5% et 0,8%), la politique de relance mise en œuvre dans le cadre du PRE a permis d'atteindre un taux d'expansion de 3,9% en 2019. Cependant, la récession enregistrée en 2020 (-1,8%) s'est traduite par un déficit du secteur extérieur de l'ordre de 1,6 milliard de FCFA suite à l'alourdissement du déficit courant et à la diminution de l'excédent des capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

En 2020, le déficit courant s'est creusé, passant de -244 milliards de FCFA en 2019 à -527,5 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la détérioration du solde commercial (-43%) malgré l'allègement des déficits des services (+26,3%), des revenus (+20,5%) et des transferts (+40,3%).

III.4.1.1 La balance commerciale

La diminution de l'excédent commercial de 43% à 1 050,3 milliards de FCFA, est liée au repli des exportations de 26% à 2 733,7 milliards de FCFA. Cette contreperformance s'explique par la baisse des ventes du secteur pétrole (-36,9%) en particulier. En effet, la crise sanitaire liée à la Covid-19 a fortement bouleversé le marché pétrolier induisant une surabondance de l'offre qui a pesé sur les prix du baril (-33,9% à 42,3 dollars le baril en moyenne).

En outre, les importations ont diminué de 9% à 1 683,4 milliards de FCFA. Cette orientation s'explique notamment par la contraction des commandes du secteur pétrolier, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique.

Evolution de la balance commerciale de 2018 à 2020

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020*	Var 20/19
Exportations (fob)	3 438,3	3 694,1	2 733,7	-26,0%
Pétrole	2 449,5	2 648,0	1 670,0	-36,9%
Manganèse	636,1	627,7	633,6	0,9%
Or	1,9	2,8	7,0	150,0%
Bois	314,7	379,9	376,6	-0,9%
Autres	36,2	35,7	46,4	30,0%
Importations (fob)	1 711,7	1 850,0	1 683,4	-9,0%
Secteur pétrolier	582,5	718,9	536,4	-25,4%
Autres	1 129,2	1 131,1	1 146,9	1,4%
Balance commerciale	1 726,6	1 844,1	1 050,3	-43,0%

Sources : BEAC, DGEPP * Estimations

III.4.1.2 La balance des services

En 2020, le déficit des services s'est amélioré, passant de -1 209,3 milliards de FCFA en 2019 à -890,7 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à l'allègement du déficit de la totalité des postes. En effet, ce compte a bénéficié des effets de la crise sanitaire.

III.4.2. La balance des capitaux

L'excédent des capitaux s'est renforcé passant de 218,8 milliards de FCFA en 2019 à 463,4 milliards de FCFA en 2020, du fait de l'accroissement des entrées de capitaux au titre des autres investissements à court terme.

Evolution de la balance globale

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020*	Var 20/19
1- Transactions courantes	-439,5	-244,0	-527,5	-116,2%
Balance commerciale	1 726,6	1 844,1	1 050,3	-43,0%
Balance des services	-1 248,4	-1 209,3	-890,7	26,3%
Balance des revenus	-860,5	-820,2	-652,1	20,5%
Balance des transferts	-57,1	-58,6	-35,0	40,3%
2- Balance des capitaux	357,4	218,8	463,4	111,8%
Investissements directs	846,6	1 045,8	902,3	-13,7%
Dont secteur pétrolier	415,6	591,2	465,2	-21,3%
Investissements de portefeuille	165,9	176,4	151,7	-14,0%
Autres investissements	-655,2	-1 003,4	-590,6	41,1%
Opérations à plus d'un an (MLT)	-326,6	-537,0	-975,4	-81,6%
Opérations à moins d'un an (CT)	-328,6	-466,4	384,8	182,5%
3- Erreurs et Omissions	156,2	56,3	62,5	11,1%
BALANCE GLOBALE	74,1	31,0	-1,6	-105,2%

Sources : BEAC, DGEPP * Estimations

III.4.3 La balance globale

En définitive, les paiements globaux se sont soldés par un déficit de -1,6 milliard de FCFA en 2020 contre un excédent de 31 milliards de FCFA en 2019. En effet, l'excédent de la balance des capitaux n'a pas permis de compenser le déficit du compte courant.

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

Le secteur moderne a enregistré une baisse de 1,4% de ses effectifs comparativement à 2019. Cette diminution déjà perceptible l'année précédente est observée aussi bien dans le secteur public (-1,6%) que dans les sociétés (-1,2%). Les mesures gouvernementales de lutte contre la crise sanitaire, notamment la fermeture de certaines activités économiques ainsi que la poursuite de la politique du gel des recrutements dans la fonction publique, sont les facteurs sous-tendant cette contraction.

Evolution des effectifs du secteur moderne

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Secteur public	107 627	99 405	97 781	-1,6%
Total général	195 561	184 136	181 494	-1,4%

Source : DGEPF * (sans collectivités locales)

III.5.1 L'emploi

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

Les effectifs du secteur public ont reculé de 1,6% par rapport à la même période en 2019. Cette baisse est plus prononcée dans les effectifs de la main d'œuvre non permanente (-6,9%). La politique de non remplacement systématique explique cette tendance baissière.

La fonction publique a enregistré une contraction moins significative de ses effectifs (-0,7%) qui se sont chiffrés à 84 168 agents. Le repli des effectifs de la fonction publique reste consécutif à l'application des mesures gouvernementales de limitation des recrutements jusqu'en 2021. Cette politique appliquée depuis près de trois (03) ans a permis d'inverser la tendance à l'augmentation continue observée quelques années auparavant.

Evolution des effectifs

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Secteur public	100 401	99 405	97 781	-1,6%
Fonction publique	85 610	84 783	84 168	-0,7%
MONP	14 791	14 622	13 613	-6,9%

Source : DGEPF

III.5.1.2. Les effectifs par départements

La diminution des effectifs de la fonction publique concerne la quasi-totalité des administrations : Administration des transports (-4,2%) ; Administration économique (-4,1%); Administration sociale (-1,8%) et Administration de développement (-2,3%).

Par contre, l'augmentation des effectifs dans l'Administration Centrale (+2,4%) est liée à une meilleure répartition des agents et à des régularisations des situations administratives.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2018	2019	2020	var 20/19
POUVOIR PUBLIC	23 818	22 431	22 202	-1,00%
ADM. CENTRALE	13 941	15 186	15 546	2,40%
ADM. ECONOMIQUE	7 257	7 047	6 757	-4,10%
ADM. DEVELOPPEMENT	3747	3 506	3 425	-2,30%
ADM. DES TRANSPORT	1 105	1 036	993	-4,20%
ADM. DE L'EDUCATION	24 455	24 678	24 551	-0,50%
ADM. SOCIALE	11 259	10 849	10 653	-1,80%
AUTRES	28	50	41	-18,00%
TOTAL	85 610	84 783	84 168	-0,70%

Sources : ANINF, DGEFF

III.5.1.3. L'évolution de l'emploi dans la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont diminué de 6,9% pour s'établir à 13 613 agents. Ce retrait s'explique par la mise en œuvre de la politique de non remplacement systématique des départs à la retraite. Il s'agit d'une mesure d'ajustement sur les effectifs qui permet de mieux les contrôler et contribue à la maîtrise de la masse salariale.

III.5.2 L'emploi dans les sociétés

Sur la base des données de l'échantillon des entreprises utilisée par la DGEFF, les sociétés ont enregistré un reflux de 1,2% de leurs effectifs globaux comparativement à 2019. Cette diminution concerne aussi bien le parapublic (-1,6%) que les entreprises du privé (-1,2%). La morosité du contexte

économique fortement impactée par les mesures de lutte contre la covid-19, a entraîné plusieurs licenciements économiques et des mises en chômage technique. Aussi, plusieurs secteurs d'activités ont enregistré un repli drastique de leurs effectifs ; l'industrie agroalimentaire (-8,6%) ; l'Agriculture (-6,2%) ; les transports et télécommunication (-5,6%) ou les services (-5,8%).

Par contre, les embauches effectuées dans certains secteurs d'activité ont permis d'atténuer cette baisse générale des effectifs. L'essentiel des créations d'emplois a eu lieu dans les branches Autres industries (+7,5%); Pétrole (+2,2%); Mines (+6,2%); Bois (+4,4%) Eau-électricité-raffinage (+5,0%).

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Parapublic	3 971	4 201	4 132	-1,6%
Privé	83 963	80 530	79 581	-1,2%
Agriculture	12 681	11 907	11 167	-6,2%
Pétrole	3 852	3 935	4 022	2,2%
Mines	2 508	2 443	2 594	6,2%
Bois	13 845	13 182	13 759	4,4%
Industries Agro-alimentaires	5 354	4 937	4 510	-8,6%
Autres industries	4 861	4 754	5 112	7,5%
Eau, électricité et raffinage	4 759	4 781	5 020	5,0%
Bâtiment et travaux publics	4 623	4 301	4 197	-2,4%
Transports et Télécom	8 195	8 562	8 084	-5,6%
Services	9 647	8 545	8 049	-5,8%
Commerce	9 776	9 457	9 460	0,03%
Banques et Assurances	3 862	3 726	3 607	-3,2%

Source : DGCPT

III.5.3 Le chômage

Concernant le chômage, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 4 916 nouveaux demandeurs d'emploi soit une chute de 75,0%. De même, l'ONE a comptabilisé 1 591 offres de postes vacants en 2020 contre 1 955 en 2019. Le ralentissement des activités consécutif à la crise sanitaire est la principale raison de cette diminution.

On note ainsi un taux de placement très bas (10%) qui reflète l'inadéquation

formation-emploi, malgré le développement d'initiatives nouvelles tel que le Contrat d'apprentissage Jeunesse.

Evolution de l'offre et la demande d'emploi

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Demandeurs d'emploi	17 757	19 669	4 916	-75,0%
Postes vacants (offres)	2 382	1 955	1 591	-18,6%
Nombre d'embauches réalisées	-	678	152	-77,6%
Taux de placement	-	35%	10%	-25 pts

Source : ONE

III.5.4 Les salaires

Au terme de l'année 2020, la masse salariale du secteur moderne a baissé de 1,7 % pour se situer à 1 970,8 milliards de FCFA. Cette évolution résulte du recul observé sur les salaires aussi bien dans les sociétés (-2,2%) que dans le secteur public (-0,8%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Sociétés	1283,6	1316,2	1287,6	-2,2%
Parapublics	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privées	1140,8	1181,3	1152	-2,5%
Secteur Public hors collectivités locales	701	688,9	683,2	-0,8%
Fonction publique	642,2	626,5	627,9	0,2%
MONP	44,0	45,3	35,3	-22,2%
Autres	14,8	17,1	20	17,0%
TOTAL	1 984,6	2 005,1	1 970,8	-1,7%

Sources : DGBFIP, DGCPT, DGEPP

III.5.4.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) s'est située à 683,2 milliards de FCFA soit une diminution de 0,8% en 2020. Cette évolution est conforme à l'objectif de maîtrise des effectifs et de la masse salariale des agents de l'Etat. Le repli des salaires est imputable en grande partie à la diminution de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (22,2%), malgré la hausse conjointe de celle des postes Autres et Solde permanente qui ont crû respectivement de 17,4 % et de 0,2%.

III.5.4.2 La masse salariale par département

A fin 2020, les salaires de la Fonction Publique ont progressé de 0,2% comparativement à l'année précédente. Cette évolution a été portée essentiellement par l'administration centrale (+5,4%) et l'administration de l'éducation (+0,6%). Ce relèvement résulte du niveau des effectifs et des régularisations des situations administratives, notamment l'entrée en solde des agents en présalaire qui prend désormais en compte les suppléments de traitements et autres éléments de rémunérations servis (aides au transport et au logement etc.).

Le reste des Administrations, restant soumises à la politique gouvernementale de maîtrise de la masse salariale, ont enregistré une baisse de cette variable.

Evolution de la masse salariale par département

Départements	2018	2019	2020	var 20/19
POUVOIR PUBLIC	177,3	165,7	164	-1,00%
ADM. CENTRALE	100,6	106,2	111,9	5,40%
ADM. ECONOMIQUE	51,1	49	47,9	-2,20%
ADM. DEVELOPPEMENT	27,2	24,9	24,4	-2,00%
ADM. DES TRANSPORT	7,3	6,7	6,4	-4,30%
ADM. DE L'EDUCATION	197,6	196	197	0,60%
ADM. SOCIALE	80,8	77,3	75,7	-2,10%
AUTRES	0,3	0,8	0,6	-17,30%
TOTAL	642,2	626,5	627,9	0,20%

Sources : DGBFIP, DGCP, DGEFF

III.5.4.3 La Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a décliné de 22,2% pour atteindre 35,3 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Ce résultat se rapporte à la baisse des effectifs (-6,9%) et aux effets du dispositif de centralisation des fichiers, notamment ceux des provinces.

III.5.4.4 La masse salariale des sociétés

Dans un contexte économique marqué par la crise sanitaire, la masse salariale des sociétés a reculé de 2,2% à 1 287,6 milliards de FCFA en une année. En effet, la quasi-totalité des branches dont les Industries Agro-alimentaires (-15,7%); les services (-10,2%); les Autres Industries (-6,9%); l'agriculture (-6,3%);

le Transport et Télécom (-6,1%); les Banques & Assurances (-5,3%); le bois (-4%) et les Mines (-0,6%), a été impactée par le recul de l'emploi en liaison avec la baisse de l'activité économique.

Cependant, la masse salariale de certaines branches s'est accrue, suite à l'octroi de primes de performance et aux recrutements issus de la création de nouveaux postes visant à s'adapter aux exigences de la crise sanitaire.

Les branches concernées par cette augmentation sont les suivantes: Bâtiments et travaux publics (+22,4%); Eau, électricité et raffinage (+7,5%); Pétrole (+4,1%) ; Commerce (+0,3%) et Parapubliques (+0,5).

Evolution de la masse salariale par département

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	1 283,6	1 316,2	1 286,1	-2,3%
Parapubliques	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privé	1 140,8	1 181,3	1 150,5	-2,6%
Agriculture	89,5	75,6	71	-6,3%
Pétrole	152,3	159,6	166	4,1%
Mines	115,8	119	118	-0,6%
Bois	47,6	50,8	49	-4,0%
Industries Agro-alimentaires	58,5	54,9	46	-15,7%
Autres industries	17,2	16,8	16	-6,9%
Eau, électricité et raffinage	89	97,6	105	7,5%
Bâtiment et travaux publics	47,4	42,1	52	22,4%
Transports et Télécom	180,3	210,5	198	-6,1%
Services	191,3	193,6	174	-10,2%
Commerce	77,4	77,4	78	0,3%
Banques et Assurances	74,5	83,4	79	-5,3%

Sources : DGEFF

III.5.5 Les prix

Dans l'ensemble, les prix ont baissé en 2020 comparativement à 2019. Le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages a baissé depuis le premier trimestre 2020. En effet, le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à 1,3% en 2020 contre 2,0% sur la même période. En glissement annuel, la variation du niveau général des prix à la consommation s'est chiffrée à 1,6% contre 1,0% en décembre 2019.

En effet, la politique de lutte contre la vie chère initiée par le gouvernement depuis 2018 et qui s'est traduite par l'adoption d'une nouvelle mercuriale et l'intensification des contrôles a atteint ses objectifs jusqu'en 2020. Ce, en dépit de la survenue de la pandémie à la Covid-19. Cette diminution est perceptible dans la majorité des postes comparativement à 2019.

On a ainsi : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,7% contre +1,9%), « Boissons alcoolisées et tabacs » (-0,1% contre +1,4%), « Articles d'habillement et chaussures » (-1,4% contre +2,8%), « logement, eau, gaz et électricité et autres combustibles » (-0,8% contre +2,6%), « Santé » (-0,6% contre -0,9%), « Enseignement » (+2,7% contre +17,6%), « Communication » (+2,1% contre +3,5%), « Loisirs et culture » (+0,4% contre +0,8%) et « Biens et services » (0% contre +0,2%).

L'évolution des prix dans les postes « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « santé » résulte de la mesure de prise en charge du ticket modérateur des Gabonais Economiquement Faibles mise en place par le gouvernement. En revanche, certains postes ont enregistré une hausse des prix : « Transport » (+7,0% contre +2,2%).

Le renchérissement des transports est lié aux restrictions sanitaires, notamment la limitation du nombre de places dans les transports en commun.

Aussi, les mesures stratégiques prises par le gouvernement pour endiguer la propagation de la Covid-19, telle que la fermeture des frontières, ont-elles engendré un dysfonctionnement dans la chaîne d'approvisionnement et un relèvement des prix des fonctions suivantes : « Poissons et autres produits séchés ou fumés » (+9,2%), « Légumes frais en fruits ou racines » (+4,2%), « Légumes frais en feuilles » (+4,8%) et « Tubercules » (+6,4%).

L'analyse sectorielle laisse apparaître une évolution positive des prix dans les secteurs primaire (+2,6%) et tertiaire (+1,6%) avec une relative stabilité des prix dans le secondaire. En termes de durabilité, les prix des biens de

consommation durables et semi-durables ont diminué de 0,4% et 1,2% respectivement alors que les prix des biens de consommation non durables et des services ont renchéri respectivement de 1,4% et 1,6%. Enfin, par origine, les prix des produits locaux se sont accrus de 1,8% et les produits importés de 0,8%.

En définitive, le taux d'inflation s'est établi à 1,3% en 2020 et se situe en deçà de la norme communautaire (+3,0%).

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'IHPC des Ménages

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		2020				Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	T4	2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	0,9	0,9	1,7	1,8	100,8	102,1	2,0	1,3	1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	1,6	1,9	2,5	1,3	100,9	102,8	1,9	1,8	0,9
Céréales non transformées	484	-1,1	-0,1	1,1	0,0	101,1	101,0		0,0	0,3
Pains	144	9,6	8,3	3,5	-5,1	98,8	102,7		3,9	-6,2
Bœufs	129	3,2	3,1	2,0	2,1	97,5	100,1		2,6	2,0
Volaille	326	4,7	1,5	0,5	-2,7	102,6	103,7		1,0	-3,9
Poissons frais	254	-4,6	-0,8	-2,7	-0,2	101,3	99,1		-2,1	-1,6
Poissons et autres produits séchés ou fumés	106	4,5	6,1	11,8	6,7	100,3	107,6		7,3	5,6
Huiles raffinées	420	-0,1	-1,2	1,7	2,9	99,3	100,1		0,8	3,0
Légumes frais en fruit ou racine	195	6,6	5,9	-2,0	-2,2	104,0	106,2		2,1	-3,3
Légumes frais en feuilles	96	4,9	9,0	5,7	-2,1	99,6	103,7		4,2	-2,2
Tubercules. plantain	205	8,0	6,5	0,1	-7,5	105,0	106,8		1,6	-8,9
Boissons alcoolisées et tabac	170	-0,3	-0,6	-0,4	0,0	100,9	100,6	1,4	-0,3	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	525	0,2	-2,3	-2,2	3,0	101,5	101,2	2,8	-0,3	2,7
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	-0,8	-2,6	-0,2	0,1	101,3	100,4	2,6	-0,9	0,0
Alimentation en eau	88	-7,9	-2,8	1,4	3,0	102,7	101,0		-1,7	2,8
Électricité	308	-4,2	-1,3	2,1	1,7	101,2	100,7		-0,5	2,0
Gaz	67	-0,9	-3,7	1,0	5,9	100,3	100,9		0,6	7,0
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	0,7	-0,8	-1,5	0,3	99,8	99,4	-0,1	-0,4	0,3
Santé	231	0,0	-0,3	11,1	14,0	100,1	106,3	-0,9	6,2	14,0
Transports	813	2,2	7,1	4,1	1,1	100,0	103,6	2,2	3,6	0,5
Carburants et lubrifiants	248	7,5	-4,6	0,6	4,2	99,5	101,5		1,9	2,3
Communications	555	2,2	1,1	2,7	7,9	100,0	103,5	3,5	3,5	8,2
Loisirs et culture	459	0,1	0,2	0,2	0,1	99,8	99,9	0,8	0,1	-0,1
Enseignement	324	2,9	2,9	1,6	-0,7	100,7	102,4	17,6	1,7	0,1
Restaurants et hôtels	588	0,5	0,2	-1,7	-3,3	100,1	99,0	-2,2	-1,1	-3,3
Biens et services divers	383	-0,2	-0,5	-0,2	-0,9	99,8	99,4	0,2	-0,5	-0,3

Source : DGS

III.6 ENCADRÉ SUR LA SURVEILLANCE MULTILATÉRALE

A la suite de la dévaluation du FCFA de 1994, il a été mis en place des pactes de convergence pour apporter des réponses aux dysfonctionnements observés sur les économies de la zone Franc (déficits budgétaires et les problèmes inhérents). Au sein de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC), il s'agit entre autres d'assurer la convergence vers des performances soutenables par la coordination des politiques économiques des États membres et la mise en cohérence des politiques budgétaires nationales avec la politique monétaire commune.

Dans ce contexte et sous la directive n°01/16-UEAC-093-CM-30, la surveillance multilatérale a été mise en place. C'est cette institution qui permet d'atteindre l'objectif visé et de renforcer la poursuite du processus d'intégration économique des États membres de l'Union au travers des critères et des indicateurs.

En effet, la liste des critères de surveillance multilatérale dans l'Union, définie par la directive n°2/16-UEAC-093-CM-30 du 3 février 2016, comprend : le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et l'absence d'arriérés. Le non-respect des critères peut entraîner des sanctions décidées par le Conseil des Ministres ou l'adoption par ce même Conseil, sur proposition de la CEMAC, d'une directive portant sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement approprié par l'État membre concerné.

Ainsi, à fin décembre 2020, un (1) seul critère de convergence, sur quatre (4), a été respecté en matière de surveillance multilatérale. Aussi, l'état de la convergence se présente comme suit :

- Solde budgétaire de référence : en 2020, le solde budgétaire de référence n'a pas été respecté et s'est établi à -2,8% du PIB. Des dépenses plus importantes que les recettes ont conduit cet indicateur en-deçà du seuil communautaire.
- Taux d'endettement : pour ce critère, l'indicateur est passé au-dessus du seuil communautaire. A fin décembre 2020, le taux d'endettement s'est établi à 71,4% du PIB, supérieur à la norme communautaire. Ce dépassement de seuil est lié à la hausse de l'encours de la dette publique de 17,2% pour se situer à 6 264,9 milliards de FCFA, avec une progression simultanée des deux composantes (extérieure et intérieure).

- Taux d'inflation : ce critère est le seul à avoir été respecté en 2020. Il s'est situé à 1,3% contre 2,0% en 2019. Il demeure en deçà de la norme communautaire. Cette détente inflationniste relève principalement de l'accentuation des politiques gouvernementales de maîtrise des prix des produits de première nécessité, dans le cadre de la lutte contre la vie chère, ainsi qu'à la baisse des prix du brut gabonais dont le corollaire est le repli des prix de pétrole à la pompe.
- Non-accumulation d'arriérés : Le critère de non accumulation d'arriérés sur la gestion courante n'a pas été respecté en 2020. Le pays ayant accumulé des arriérés au niveau intérieur et extérieur.

Critères de surveillance multilatérale 2018 – 2020

	Norme	2018	2019	2020	Observations pour l'année 2020
Solde budgétaire de référence (%PIB)*	> ou = -1,5%	-2,40%	-1,40%	-2,80%	Non Respecté
Taux d'inflation	< ou = à 3 %	4,80%	2,00%	1,30%	Respecté
Taux d'endettement public	< ou = à 70 %	56,10%	54,10%	71,00%	Non Respecté
Non accumulation d'arriérés :	Arriérés < 120 jours	2	-	17,2	Non Respecté
· Intérieurs	Arriérés < 120 jours	-	-	8,9	Non Respecté
· Extérieurs	Arriérés < 120 jours	2	-	8,3	Non Respecté

Sources: Cellule Nationale de SML ; DGEPPF ; * projections

III.5.4.3 La Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a décliné de 22,2% pour atteindre 35,3 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Ce résultat se rapporte à la baisse des effectifs (-6,9%) et aux effets du dispositif de centralisation des fichiers, notamment ceux des provinces.

*La politique
économique du
gouvernement en
2020*

4^e

partie

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2020

Dans l'optique de la relance de l'économie qui a souffert de la baisse de la demande mondiale et de l'effondrement des cours de pétrole, le Gabon a adopté et mis en œuvre le Plan de Relance de l'Economie sur la période 2017-2019. Les effets induits de ce programme triennal, qui s'est achevé en juin 2020, ont été amoindris par l'apparition de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, les marges de manœuvres budgétaires programmées dans la Loi de finances initiale ont été considérablement réduites.

Dans ce contexte difficile, le gouvernement a opté pour des réformes structurelles visant à optimiser les recettes publiques. Ainsi, le rendement de ces réformes devrait permettre de renforcer la politique sociale, tout en soutenant la diversification des activités productives et l'emploi dans le secteur privé.

IV.1 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

La politique budgétaire initiée par le gouvernement en 2020 visait principalement à optimiser et à améliorer le rendement des recettes publiques.

Recettes

Malgré la crise sanitaire, le gouvernement a prévu de poursuivre les différentes mesures d'élargissement et de sécurisation de l'assiette fiscale, tout en veillant à soutenir les entreprises dont la capacité contributive a fortement été impactée par les mesures de ralentissement et d'arrêt d'activité.

S'agissant des mesures portant sur l'assiette fiscale, le gouvernement a poursuivi :

- la révision du code général des impôts;
- la taxation des revenus fonciers et des biens immobiliers ;
- la lutte contre les fraudes fiscales ;
- la dématérialisation des procédures fiscales par la continuation des projets mobit@x;
- le renforcement du recouvrement ;
- la promotion du civisme fiscal.

Afin de tenir compte des conséquences de la crise sanitaire, le gouvernement a pris un ensemble de mesures fiscales visant à soutenir et accompagner les entreprises. Ainsi, un guichet fiscal a été créé. Des mécanismes ont été mis en place pour préserver les emplois du secteur privé et maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs (allocation chômage). Concernant l'optimisation des recettes minières, le gouvernement s'est activé à mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités opérationnelles du secteur.

En outre, le Plan Triennal de Relance de l'Economie (PRE) a pris fin en juin 2020 sans que la 6ème et dernière revue avec le Fonds Monétaire International (FMI) n'ait lieu. Dans un contexte d'urgence, le Gabon a bénéficié, entre avril et juillet 2020 de la facilité rapide mise en place par le FMI de 300 000 000 \$. La Banque Africaine de Développement a également apporté son soutien budgétaire pour un montant de 100 000 000 d'euros.

Dépenses

En matière de dépenses, le gouvernement a poursuivi les actions initiées dans le but d'améliorer l'efficacité de la dépense publique. Ces actions portent principalement sur l'ajustement des dépenses de personnels ainsi que la rationalisation des dépenses de biens et services et de transfert.

L'ajustement des dépenses de personnels

Avec le soutien des partenaires techniques et financiers, le gouvernement a maintenu les mesures concourant à la maîtrise de la masse salariale. A cet effet, l'accent a été mis sur :

- le nettoyage du fichier des agents de l'Etat à la suite du recensement biométrique ;
- l'amélioration des contrôles en matière de recrutement ;
- le gel des recrutements et des stages professionnels;
- l'élaboration d'un système d'information et de gestion des ressources humaines,
- la suspension et la radiation des agents non recensés ;
- la révision et l'harmonisation du statut des personnels des Etablissements Publics de l'Etat ;
- l'assainissement continu du fichier solde ;
- le rappel solde des agents admis à la retraite ;
- le renforcement de la lutte contre le cumul des rémunérations.

La rationalisation des dépenses de biens et services et de transferts

En 2020, le gouvernement a prolongé les mesures de maîtrise de dépenses courantes, tout en garantissant l'accès des couches les plus vulnérables aux biens, services et transferts essentiels.

Les actions retenues pour les biens et services ont porté sur :

- la rationalisation des baux administratifs ;
- la maîtrise des consommations publiques (eau, électricité et téléphone) ;
- la maîtrise des dépenses relatives aux frais de mission et déplacement des agents publics.

S'agissant des dépenses de transferts, les actions ont porté sur :

- la répartition de la subvention allouée aux maires et conseils départementaux dans chaque unité opérationnelle, pour un meilleur suivi de l'exécution des dépenses de l'Etat ;
- l'amélioration du mode de présentation des états financiers des organismes publics (EPE, Collectivités locales) afin de maîtriser la destination finale des subventions accordées par l'Etat ;
- la poursuite de la réforme des produits subventionnés (pétrole et farine);
- la poursuite des initiatives portant sur la justification du versement des différentes cotisations internationales.

IV.2 LES POLITIQUES SECTORIELLES

Les orientations stratégiques prises par le gouvernement en 2020 visaient la prévention contre la pandémie de la Covid-19, l'accompagnement de l'économie ainsi que la préservation du pouvoir d'achat des ménages, avec un fort accent en faveur des populations les plus vulnérables.

Les nouvelles actions ont été principalement :

- la gratuité des loyers. L'objectif de cette mesure était d'éviter les expulsions des locataires pendant la période de la crise. Etaient ciblés, les bailleurs des locaux à usage d'habitation et dont les locataires ont perdu leurs revenus à la suite de la crise de la Covid-19. Les loyers visés sont ceux, déclarés éligibles (selon 7 critères), du mois de mars 2020 jusqu'à la fin de la période de confinement (juin 2020).

- le financement d'urgence des entreprises (réduction de 50% des patentes de l'impôt synthétique libérateur, création d'un guichet de financement d'urgence de 225 milliards de FCFA...);
- l'accompagnement fiscal ;
- les fonds Covid.

Par ailleurs, la mise en œuvre de certains projets stratégiques sectoriels en cours a été poursuivie.

Agriculture élevage et pêche

Le Recensement Général de l'Agriculture (RGA) mis en œuvre avec l'appui technique de la FAO et l'appui financier de la Banque Mondiale depuis 2019 se poursuivra jusqu'en 2022. Celui-ci ambitionne d'actualiser les données dans ce secteur, afin de définir et d'ajuster les politiques publiques au niveau national et local. Ces données fiables permettront de prendre les meilleures décisions pour le développement du secteur agricole.

La première phase du RGA qui s'est terminée en décembre 2019 a permis de cerner, au sein de la population générale, les ménages agricoles et tous les acteurs du secteur. Concernant la deuxième phase du RGA, une base de sondage a pu être fournie pour la mise en place du Système Permanent Intégré des Statistiques Agricoles (SPISA). Cette phase a débuté en 2020, avec la réalisation des différentes enquêtes du Module Complémentaire (Enquête de Production Végétale et Animale) et des Modules Thématiques.

Dans le souci de réduire sa dépendance alimentaire, qui s'est accentuée avec la crise sanitaire, l'Etat a adopté une nouvelle stratégie (politique semencière). Elle consiste en la mise en place des réformes et mécanismes qui vont permettre de dynamiser la production, la transformation et la consommation locale. Ceci, par le développement des zones agricoles à forte productivité, dans le but de promouvoir la culture de spéculations vivrières comme la banane, le manioc, le maïs, le riz, le soja et l'élevage (avicole et porcin) à grande échelle. L'objectif, d'ici 2022, étant d'atteindre une production de 20 000 tonnes de riz, 200 000 tonnes de maïs et soja, 51 000 poulets, 18 000 porcs, 40 000 bovins, etc.

Cinq zones agricoles à forte productivité ont été récemment créées en 2020 par le Gouvernement dans les localités de Kango et Andeme, dans la province de l'Estuaire, Idemba et Mboukou dans le Ngounié et Bifoun-Abanga dans le Moyen Ogooué.

La nouvelle stratégie prévoit aussi la fixation des prix incitatifs de rachat aux producteurs pour de meilleurs rendements agricoles, la transformation et le stockage des produits agricoles ainsi que l'installation des aires de quarantaine aux frontières.

La création effective de ces agropoles est une matérialisation du Plan Stratégique Gabon Emergent, dans l'optique de développement du secteur agricole basé sur un foncier organisé autour de bassins de production à travers le pays.

Le projet GRAINE

La SOTRADER, créée en février 2015, est le fruit d'un partenariat public-privé entre Olam international Limited et la République Gabonaise à l'effet de mettre en œuvre les activités du Programme GRAINE, de développer ses propres unités de production et de commercialisation.

La crise sanitaire, avec les mesures restrictives prises par le gouvernement et la baisse de leur budget pour 2020, a ralenti les activités du programme GRAINE.

Au plus fort de la crise sanitaire et après la décision de confiner le Grand Libreville au mois d'avril, la Société de Transformation Agricole de Développement Rural (SOTRADER) a mis en œuvre un mécanisme destiné à densifier la commande des intrants en la matière.

Elle a organisé une campagne d'achat des produits agricoles dans les provinces pour le ravitaillement des populations. Ces opérations d'achat ont été maintenues dans les villages afin de renouveler les stocks des marchés et points GRAINE implantés dans la capitale et les autres localités.

Pour la promotion et la vente des produits agricoles issus du Programme GRAINE et des agriculteurs indépendants, la SOTRADER a poursuivi l'extension de son réseau de magasins au niveau de Libreville et à l'intérieur du pays. Ces espaces, présents dans sept provinces, sont destinés à la commercialisation des produits alimentaires « made in Gabon ». L'objectif étant de rapprocher la production locale des populations. Ces marchés permettent aussi d'encourager les coopératives et agriculteurs indépendants à accroître leur production afin d'inciter à un retour à la terre, à une autonomisation et de promouvoir l'emploi.

Le Programme a pu maintenir ses principales missions que sont:

- l'appui auprès des coopératives et des agriculteurs indépendants ;
- l'achat des produits agricoles et leur commercialisation dans les différents points de vente.

Parmi les causes des faibles récoltes enregistrées, on peut citer :

- Le non-renouvellement des équipements agricoles vieillissants et défectueux dont les effets négatifs sur la productivité sont importants ;
- Les conflits fonciers, notamment dans la Remboué, où la SOTRADER est dans l'impossibilité de développer en toute sécurité des plantations en régie ;
- Le conflit homme-faune, dans certaines localités du pays, où les dégâts causés par les pachydermes sur les cultures amènent à s'interroger sur l'opportunité de poursuivre les appuis ;
- La mauvaise technique de collecte des données statistiques qui ne permet pas de répertorier efficacement les récoltes des agripreneurs.
- Le vol de la production par les populations dans les plantations communautaires ou les parcelles en régie ;
- La non-déclaration de la production par les agripreneurs accompagnés et l'autoconsommation.

Les productions récoltées sont encore loin d'assurer une autosuffisance alimentaire, mais les autorités multiplient les moyens pour se rapprocher d'ici une dizaine d'années de cet objectif.

Forêt et environnement

La politique sectorielle relative à la forêt et à l'environnement s'inscrit dans la volonté de l'atteinte des objectifs du programme Gabon vert qui veut faire de la protection de l'environnement et des écosystèmes une priorité et une politique résolument au service des populations.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique, le Gabon a adhéré en 2020 à la Coalition pour le Climat et l'Air Pur (CCAP). L'adhésion à cette coalition va permettre de soutenir la mise en œuvre des actions sur la qualité de l'air, dans l'optique de la préservation de l'environnement et de la réduction des émissions de Polluants de courte durée de vie (PCDV).

Les résultats attendus de la CCAP sont multiples:

- l'amélioration et la création de nouveaux plans d'action nationaux

visant à réduire les émissions PCDV, y compris par la détermination et l'élimination d'obstacles par le renforcement de la capacité et la mobilisation de soutien ;

- la sensibilisation aux PCDV et aux stratégies d'atténuation ;
- la promotion de pratiques exemplaires mettant en avant les efforts réussis de réduction des PCDV et des stratégies d'atténuation.

Mines

La politique minière reste marquée par la signature d'un contrat d'exploitation et de partage de production entre l'État gabonais et la compagnie indienne Coalsale Group, en janvier 2020. Il s'agit de la première signature d'un contrat minier depuis la promulgation en juin 2019 d'un nouveau code, qui vise l'augmentation des bénéfices de l'État tout en réduisant certaines taxes.

Ce contrat concerne le gisement d'Okondja, dans le Haut-Ogooué. La durée de vie de la mine est estimée à 20 ans et sa production maximale, d'un million de tonnes par année.

Eau et Electricité

Les importantes carences constatées dans le secteur de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité ont amené le gouvernement à adopter, pour le secteur de l'Energie, une nouvelle stratégie de développement basée sur un vaste programme de réhabilitation et de construction des infrastructures, en vue d'atténuer le déficit entre l'offre et la demande de ces deux fournitures.

C'est dans ce cadre qu'Asonha Energie, société de projet détenue par le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), et le Fonds Meridiam ont signé un contrat clé en main pour le développement du barrage hydroélectrique Kinguéle Aval, d'une capacité de 35 Mégawatts. Le contrat prévoit une durée de concession de 30 ans et nécessitera quatre années de travaux pour un coût de 86 milliards de FCFA.

Le projet produira une énergie d'environ 205 GWh par an, soit 13% de la consommation actuelle de l'agglomération de Libreville. Cette infrastructure d'envergure viendra créer une synergie d'ouvrages et permettra à la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG) d'optimiser la production et la fourniture d'énergie dans la région.

Parallèlement, le gouvernement a donné son approbation pour la régularisation

du processus permettant le démarrage des travaux d'aménagement électrique des barrages NGOULMENDJIM et DIBWANGUI. Ce projet est co-développé par le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) et le groupe Eranove.

La durabilité du projet de la centrale hydroélectrique de DIBWANGUI a d'ailleurs été certifiée. Le projet respecte les bonnes pratiques internationales en matière de conception et planification durables.

Infrastructures

Le projet de la Transgabonaise qui vise l'amélioration du réseau routier.

issu d'un partenariat public-privé entre le Gabon et la co-entreprise fondée par Arise (groupe Olam) et le Fonds d'Investissement Français Meridiam, le projet vise à réhabiliter 780 km de route entre Libreville et Franceville. L'objectif poursuivi est de faire de cette voie, un axe logistique hautement stratégique facilitant l'écoulement des productions de grumes et agricoles. Elle permettra l'interconnexion entre cinq (5) provinces. Pour un coût estimé à 915 millions d'euros, le chantier devrait être livré en juillet 2023.

L'aménagement du bassin versant Terre Nouvelle.

Prévus se tenir sur 18 mois, ces travaux s'étendent sur une superficie de 294,04 ha et un linéaire des branches de 7,1 km et sont financés par l'Etat, grâce à un emprunt contracté auprès de la Banque Islamique de Développement. Il consiste en la construction de 13 voies de circulation, 11 ouvrages de franchissement, 25 passerelles, un centre de transfert et huit quais de transbordement. Malgré quelques retards, le taux de réalisation du projet est à près de 40%.

L'achèvement de construction de la route Port-Gentil/Omboué

Longue de 95 km, cette route a été définitivement réceptionnée à la mi-décembre. Démarré en 2014, ce projet a bénéficié d'un financement de 342 milliards de FCFA d'Exim Bank of China et 17 milliards de l'Etat gabonais. La mise en service de ce nouvel axe va contribuer à désenclaver durablement la province de l'Ogooué-Maritime et mettre davantage en valeur le potentiel agricole de cette région qui constitue l'un des poumons vivriers du pays.

Les travaux de réhabilitation et d'aménagement des voiries municipales de Libreville.

Ce projet concerne l'aménagement, l'entretien et la réhabilitation d'un linéaire de 88 km dans 120 voiries réparties sur 5 secteurs géographiques et constructions ou améliorations de 8 carrefours giratoires. Les travaux ont débuté en janvier 2019, pour une fin prévisionnelle à juillet 2021. A fin octobre 2020, l'avancement des travaux était estimé à 55%.

La réhabilitation du Transgabonais

La survenue de la crise sanitaire a plombé le programme de réhabilitation du chemin de fer Transgabonais qui aurait pu bénéficier d'un financement de 101,2 millions d'Euros (66,387 milliards de FCFA). En effet, le retournement de la conjoncture économique mondiale consécutive à la chute du prix du baril de pétrole et la propagation du coronavirus ont empêché le décaissement, en 2020, par la Société Financière Internationale (SFI), de la somme de 34 millions d'Euros (22,304 milliards de FCFA) au profit du chemin de fer Transgabonais.

Ce prêt de la filiale de la Banque Mondiale devait être complété d'un second de 22,5 millions d'Euros (14,76 milliards de FCFA), auprès des banques privées, et un troisième de 44,7 millions d'Euros (29,323 milliards de FCFA), auprès de l'Agence Française de Développement, à travers sa filiale Proparco.

La réhabilitation du Transgabonais devrait permettre le passage de 16 trains par jour, car le trafic sur les 639 Km de Franceville à Owendo est plus que sollicité par le transport de manganèse et d'autres marchandises.

La construction de la voie de contournement de l'aéroport de Libreville

Pour en finir avec les embouteillages quotidiens sur l'unique voie reliant la commune de Libreville à celle d'Akanda, le gouvernement a signé un accord avec l'entreprise China Road and Bridge Corporation (CRBC) pour la réalisation d'une autoroute qui contournera l'Aéroport international Léon Mba. Ce projet d'un coût estimé à 150 millions de dollars sera financé par la China Eximbank.

La création du Fonds Autonome National d'Entretien Routier (FANER)

Le Gouvernement a validé la création du Fonds Autonome National d'Entretien Routier (FANER), mécanisme de financement sûr, fiable et pérenne,

garantissant une disponibilité immédiate des ressources et un paiement rapide et régulier des entreprises engagées dans l'entretien du patrimoine national routier.

Le Gabon compte près de 10 000 km de routes principales dont seulement 1 630 km sont bitumés. Dans le cadre du projet d'appui au secteur des infrastructures au Gabon (PASIG), le pays bénéficie d'un appui des institutions financières telle que la BAD, pour la modernisation du réseau routier.

La création de la Société Gabonaise des Transports Urbains (TRANS'URB)

Afin de répondre aux défis générés par la densité de la population et le rythme soutenu de croissance en zone urbaine et interurbaine ainsi que la carence des services de transport en commun, la société Gabonaise des Transports Urbains (TRANS'URB) a été créée. En gestation depuis 2019, le démarrage de ses activités répond à une série de mesures d'aide massive dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. La compagnie mettra progressivement en service 285 bus dont 185 coasters, dans les communes de Libreville, d'Akanda et d'Owendo.

IV.3 La politique sociale

La crise sanitaire qui a débuté au premier trimestre 2020 a contraint le gouvernement à prendre des mesures sanitaires drastiques qui ont eu pour conséquence le ralentissement des activités économiques et sociales d'une grande partie de la population. A cet effet, il a dû revoir ses prévisions budgétaires et axer sa stratégie sur la protection des ménages et des entreprises pour garantir la relance des activités économiques dans un environnement viable. Les principales mesures visaient le renforcement des services sociaux de base et la diversification des activités productives en soutien à l'emploi.

En matière de politique sociale, les actions suivantes ont été menées :

- prise en charge des factures d'eau et d'électricité pour les particuliers;
- gratuité des transports dans le Grand Libreville;
- prise en charge par l'Etat des loyers de certains locataires dont l'activité a souffert des effets de la pandémie;
- mise en place d'une banque alimentaire ;
- etc.

En parallèle, des mesures ont été annoncées pour les entreprises :

- report de charges ;
- facilités de trésorerie ;
- allègement d'impôts ;
- mise en place d'une allocation de chômage technique permettant la prise en charge de 50 à 70% du salaire brut mensuel hors primes ;
- etc.

Santé

L'amorce de la contamination au coronavirus sur le territoire national a conduit le gouvernement à adopter des mesures préventives et curatives qui ont été adaptées à l'évolution de la pandémie. Ainsi, la politique sanitaire dans le cadre de la lutte contre la Covid 19 se décline à travers les actions suivantes :

- Fermeture des frontières ;
- Mise en quarantaine des cas contact ;
- Confinement du Grand Libreville et instauration de couvre-feu ;
- Équipement des hôpitaux en matériel de traitement de la Covid-19 ;
- Exécution des tests de dépistage ;
- Prise en charge des malades ;
- Mise en place et équipement d'un laboratoire dédié au dépistage de la Covid-19;
- Mise en place d'un fonds Covid auprès de la CNAMGS pour la prise en charge des Gabonais économiquement faibles (GEF) ;
- Désinfection de toutes les structures contaminées par le corona virus.

Dans le même temps, le gouvernement a poursuivi la réforme de son système de santé en vue d'apporter une réponse efficace à la crise sanitaire, tout en maintenant les prestations pour les autres pathologies.

Enseignement supérieur

Les cours ont été suspendus dans tous les établissements d'enseignement supérieur au mois de mars, suite à la crise sanitaire. Les cours ont repris au mois de septembre après la mise en place de mesures d'adaptabilité.

Par ailleurs, dans le cadre du Programme d'Actions Prioritaires du Gouvernement (PAPG), plusieurs travaux de réhabilitation des universités et grandes écoles ont été entrepris.

Education nationale

A l'instar du supérieur, les cours ont été suspendus dans tous les établissements d'enseignement primaire et secondaire au mois de mars. En vue de permettre une meilleure préparation aux examens de fin d'année, une politique de téléenseignement a été mise en place pour les élèves des classes de Troisième et Terminale.

Toutefois, le Certificat d'Etudes Primaires et le Brevet du Premier Cycle n'ont pas été organisés au cours de l'année 2020. L'obtention de ces deux diplômes s'est faite sur la base des moyennes annuelles de classe (10/20).

Formation professionnelle

Dans l'optique d'augmenter l'offre de ce secteur, l'Etat gabonais a programmé la construction de quatre centres de formation et d'enseignement professionnels. Chacun de ces centres a deux cycles de formation : le cycle de formation secondaire jusqu'au baccalauréat professionnel et le cycle supérieur accessible aux titulaires du baccalauréat.

Il s'agit du :

- Centre de formation et d'enseignement professionnels aux métiers du transport et de la logistique Mohammed VI d'Akanda ;
- Centre de formation et d'enseignement professionnels multisectoriel de Nkok ;
- Centre de formation et d'enseignement professionnels aux métiers des technologies de l'information et de la communication ;
- Centre de formation et d'enseignement professionnels aux métiers du bois, du bâtiment et des travaux publics.

Ces établissements sont chargés d'assurer la formation initiale et continue dans différents métiers, en vue de répondre à la demande du marché de l'emploi. A cet effet, ils devront réorienter la formation vers les métiers pourvoyeurs d'emplois et répondre à la problématique du chômage des jeunes. Ils veilleront également à l'instauration d'une offre de formation adaptée aux besoins des opérateurs économiques et valoriser les diplômes

des deux cycles. Les centres de Nkok et d'Akanda ouvriront leur porte dès le premier semestre 2021.

IV.4 La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 décembre 2020 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention.

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

*Les perspectives
2021-2022*

**5^e
partie**

V. LES PERSPECTIVES 2021-2022

V.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2021 ET 2022

En 2021, la croissance économique repartirait à la hausse. Toutefois, celle-ci resterait inégale et dépendrait de l'efficacité des programmes de vaccination et des politiques de santé publique. Ce regain d'activité résulterait de la reprise dans les pays avancés, émergents et en développement, en raison des mesures prises dans le cadre des campagnes de vaccination, d'une part. Il proviendrait, d'autre part, de la mise en œuvre de vastes plans de relance pour soutenir l'économie et l'évolution des conditions financières.

Au regard de ce qui précède, les perspectives indiquent une croissance mondiale de 6,0% en 2021 et 4,9% en 2022.

L'inflation resterait atone en 2021 et 2022. Dans les pays avancés, elle se situerait en deçà des objectifs des banques centrales, tandis que dans les pays émergents et en développement, elle dépasserait très légèrement les 4%.

Le marché du travail s'est détérioré et pourrait l'être jusqu'en 2023. La croissance du nombre d'emplois en 2021 serait insuffisante pour compenser les pertes qui ont été enregistrées. Ainsi, l'OIT prévoit qu'environ 205 millions de personnes seraient sans emplois dans le monde d'ici 2022 contre 187 millions de personnes en 2019.

Dans le sillage de la reprise mondiale, la croissance des volumes d'échanges commerciaux devrait atteindre environ 8% en 2021, puis ralentir à 6% en 2022. Toutefois, le commerce des services se relèverait plus lentement que celui des marchandises, car le tourisme transfrontalier et les voyages d'affaires resteraient en repli jusqu'au recul de la transmission.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

Dans les pays avancés, les trajectoires de redressement varient selon les pays. En effet, les États-Unis et le Japon renoueraient avec les niveaux d'activité de fin 2019 au deuxième semestre 2021, tandis qu'au Royaume-Uni et dans la zone euro, l'activité demeurerait en dessous des niveaux de fin 2019 jusqu'à 2022. Cette grande divergence s'explique, dans une large mesure, par les spécificités des plans de riposte sanitaire, le comportement de la population face aux infections, la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique aux entraves à la mobilité et par les rigidités d'ordre structurel antérieures à la crise.

Les perspectives économiques de ces pays seraient positives, avec une croissance de la production estimée à 5,6% en 2021 et 4,4% en 2022.

Aux Etats-Unis, la reprise économique serait forte en 2021 avec une croissance annuelle de 7,0%. Cette évolution serait favorisée par la mise en place d'un important plan de relance, l'ouverture progressive des secteurs des loisirs et de l'hôtellerie et un retour de la consommation des ménages. La croissance retomberait à 4,9% en 2022.

Dans ce contexte, l'inflation devrait s'accélérer et atteindre 3,4% en moyenne annuelle en 2021. Elle pourrait ensuite se stabiliser près de son objectif (+2%) pour se situer à 2,1% en 2022. En matière d'emploi, il est prévu une baisse du chômage à 4,6% en 2021, après 6,7% à la fin 2020. Le taux de chômage reculerait à 3,6% en 2022, après les 3,5% enregistrés avant le déclenchement de la crise.

Au Japon, l'économie bénéficierait de la mise en place d'un troisième plan de relance. Dans ce contexte, la production réelle progresserait de 2,8% en 2021 et 3,0% en 2022.

La zone euro sortirait de la récession progressivement. La levée des restrictions entraînerait un rebond du secteur des services qui a été fortement impacté par la crise. Ainsi, pour 2021 et 2022, les projections indiquent une croissance respective de 4,6% et 4,3%. Cette évolution s'expliquerait par un retour de la confiance des ménages et des investisseurs. Par pays, la croissance serait de 3,6% en Allemagne, 5,8% en France, 4,2% en Italie et 6,4% en Espagne.

Par ailleurs, l'inflation resterait faible et en dessous de sa cible de 2% sur la période de projection. La BCE prévoit une hausse des prix à la consommation de 1,9% en 2021 et de 1,5% l'année suivante, en raison de facteurs conjoncturels liés à la reprise économique et à la hausse des prix de l'énergie.

Le PIB français, après avoir reculé de 8,0% en 2020, devrait rebondir de 5,8% en 2021, tiré par toutes ses composantes, à savoir : l'investissement, les exportations et la consommation privée. Ce rebond ne permettrait pas de retrouver le niveau d'activité d'avant crise qui ne sera atteint qu'à partir de 2023.

Sur la période, le PIB du Royaume-Uni atteindrait 7,0% en 2021 et 4,8% en 2022.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Au sein des pays émergents et en développement, les trajectoires de

redressement devraient diverger. A l'instar des pays avancés, les perspectives économiques s'éclairciraient également sur l'année, en raison de l'augmentation des volumes des marchandises échangées et de la hausse des cours des matières premières. Dans l'ensemble, il est prévu une croissance de 6,3% et 5,2% respectivement en 2021 et 2022.

Toutefois, la reprise ne sera pas la même dans tous les pays de ce bloc. L'écart devrait significativement se creuser entre la Chine et les autres pays. En effet, l'économie chinoise enregistre une croissance plus robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport de liquidités par la banque centrale.

Après avoir subi les effets de la crise, les pays émergents d'Europe seraient dans une dynamique de reprise. Les projections indiquent une croissance de 4,9% en 2021 et 3,6% en 2022. Cette reprise serait portée par les échanges et les fonds de soutien de l'union européenne.

En Russie, la croissance serait de 4,4%, dans un contexte d'accroissement de la demande et d'un relèvement des prix des matières premières.

En Asie, en liaison avec la vigueur de la demande locale et extérieure, l'économie des pays émergents et en développement serait en progression, avec une estimation de 7,5% en 2021 et 6,4% en 2022. La reprise économique serait rapide en Chine et la croissance atteindrait 8,1% en 2021 puis 5,7% en 2022, si la situation sanitaire reste sous contrôle. L'investissement demeurerait un moteur essentiel de la croissance, tandis que la consommation ne se redresserait que progressivement. Du fait du dynamisme des exportations, le taux d'utilisation des capacités industrielles resterait élevé. A l'instar des autres économies de la zone, l'expansion économique de l'Inde augmenterait de 9,0% en 2021 et 8,5% en 2022.

En Amérique latine, le PIB régional progresserait de 5,8% en 2021, moyennant un déploiement plus rapide des vaccins dans la plupart des pays, un allègement des restrictions de déplacement, des retombées positives de la situation dans les économies avancées et une hausse des prix des produits de base. La croissance ralentirait à 3,9% en 2022.

La croissance de l'économie brésilienne s'établirait à 5,3% en 2021, puis 1,9% en 2022, soutenue par de nouveaux versements d'aide d'urgence aux ménages et des conditions de crédit favorables.

L'économie mexicaine croîtrait de 6,3% en 2021 et 4,2% en 2022. L'industrie

manufacturière et le secteur des services bénéficieraient de la consolidation de la demande extérieure liée à la croissance vigoureuse des États-Unis. En Argentine, la croissance rebondirait à 6,4% en 2021 et 1,7% en 2022.

Dans la région Moyen-Orient-Asie Centrale, la production augmenterait de 3,7% en 2021. La région devrait bénéficier du récent redressement des prix pétroliers, de l'augmentation de la demande extérieure et de l'atténuation des perturbations économiques dues à la pandémie. Avec l'accélération de la vaccination, l'assouplissement des restrictions de déplacement, l'allègement des réductions de la production pétrolière et l'atténuation des problèmes budgétaires, la croissance s'accélérerait à 3,8% en 2022.

Dans les pays exportateurs de pétrole, le relèvement des prix pétroliers favoriserait la croissance et le redressement des recettes publiques. Au sein de ce groupe, l'Arabie Saoudite afficherait une croissance de 2,9% en 2021 et de 4,0% l'année suivante, à la faveur notamment de l'évolution positive de la pandémie, de l'allègement des réductions de production, ainsi que du lancement d'un nouveau programme d'investissements publics.

En Afrique Subsaharienne, la croissance atteindrait 3,4% en 2021, pour s'accélérer à 4,0% en 2022. Elle découlerait de la hausse de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, le renchérissement des produits de base et le ralentissement de la pandémie.

Au Nigéria, la croissance devrait rebondir à 2,5% en 2021 et 2,3% en 2022, en raison d'une hausse prévue des prix du pétrole, de réformes structurelles dans ce secteur et d'une gestion des taux de change flexible et fondée sur le marché.

L'Afrique du Sud devrait afficher une croissance de 3,5% en 2021 et de 2,1% en 2022. Les pressions budgétaires et la faible augmentation des investissements publics assombrissent les perspectives à court terme du pays, dont la croissance potentielle continue d'être entravée par des obstacles structurels.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

La CEMAC renouerait avec la croissance en 2021, malgré un contexte économique empreint d'incertitudes. Selon le scénario de base de la Banque des États de l'Afrique Centrale, avec (i) un prix moyen du baril de pétrole brut à 58,5 \$, (ii), l'expansion de la pandémie COVID-19 avec pour corollaire le renforcement des mesures restrictives et (iii) une nouvelle perturbation des

chaînes d'approvisionnement au niveau international et dans la Sous-Région, la croissance passerait de -2,9% en 2020 à 1,8% en 2021, portée principalement par un rebond de la croissance non pétrolière (+2,5% en 2021 contre -2,3% un an plus tôt).

V.1.4 L'évolution des produits de base

Les cours des matières premières devraient connaître un rebond en 2021, dans le prolongement des performances enregistrées entre août 2020 et février 2021. En effet, les perspectives économiques devraient s'améliorer grâce aux campagnes de vaccination et au dynamisme de l'économie chinoise (+8,4% de croissance anticipée). Ainsi, les prix des produits énergétiques devraient fortement augmenter (+47,5%). Parallèlement, les cours des produits de base non énergétiques connaîtraient une hausse de 16,1%, résultant de la fermeté des cours des produits agricoles (+13,3%) et des métaux et minéraux (+32,1%)

Le pétrole

L'année 2021 serait marquée par la relance de la demande mondiale de pétrole et la poursuite du rééquilibrage entre offre et demande sur le marché pétrolier grâce aux efforts de l'OPEP+, en vue de soutenir les prix du brut. Cette situation serait favorisée par la reprise économique rapide en Asie et le développement de la couverture vaccinale contre la pandémie de Covid-19 à travers le monde. Dans ce contexte, le cours du baril Brent fluctuerait autour de 59,74 dollars contre 42,30 dollars en 2020.

Les oléagineux

La production mondiale d'oléagineux atteindrait 594 Mt (dont 361 Mt pour le soja). De même, l'offre de l'huile de palme devrait croître de 1,5%, suite au raffermissement des prix des produits agricoles. Dans ces conditions, les cours de l'huile de palme se redresseraient de 8,6% à 723,56 USD/tonne métrique.

Le caoutchouc

L'Association des Pays Producteurs de Caoutchouc Naturel (APPCN) anticipe une reprise de la consommation mondiale en 2021, en lien avec les politiques de relance et l'amélioration des activités en Chine, aux Etats-Unis et dans d'autres grands pays consommateurs. Ainsi, les prix du caoutchouc naturel devraient progresser de 23% à 98,34 cents/livre.

Le café

La campagne 2020/2021 serait plombée par les conditions météorologiques au Brésil, premier producteur mondial. Cette baisse attendue de la production, combinée à d'autres facteurs, devrait faire grimper les prix. En conséquence, les prix de l'Arabica progresseraient de 6% à 166 cents/livre. De même, les prix du Robusta gagneraient 7% à 84 cents/livre.

Le cacao

En 2020/2021, le marché mondial du cacao enregistrerait une embellie. Si les stocks de fèves devaient continuer à s'accumuler, le secteur de la transformation pourrait tout de même connaître une légère croissance. L'Organisation Internationale du Cacao prévoit un volume de fèves traitées de 4,69 Mt, en hausse de 24 000 tonnes en glissement annuel. En conséquence, le prix moyen du cacao se situerait à 2 358,5 USD/tonne métrique.

Le sucre

La production mondiale de sucre pour 2020-2021 est attendue en régression de 0,6 million de tonnes par rapport à la campagne précédente, à 179,9 millions de tonnes, en raison du recul attendu au Brésil, malgré le redressement de la production aux Etats-Unis, dans l'Union européenne, en Thaïlande et en Russie. Face à une demande mondiale soutenue, notamment en Chine, le déficit de la campagne mondiale 2020/21 serait de 2,8 Mt. Dans ces conditions, le prix moyen du sucre roux serait compris entre 15 et 15,50 cents/lb en 2021 contre 12,88 cents en 2020.

L'or

En 2021, le marché de l'or serait influencé par la baisse du dollar américain suite à l'injection massive de liquidités dans l'économie (plan de relance), des taux d'intérêt proches de zéro et la persistance de la pandémie qui continue de fragiliser des secteurs importants de l'économie mondiale (l'aérien, le tourisme, l'événementiel et la culture, etc.) Dans ces conditions, le prix de l'or évoluerait dans un intervalle compris entre 1700 et 2 000 dollars américains l'once.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1. Le pétrole

La production pétrolière nationale devrait se contracter de 5,5% pour se situer à 10,17 millions de tonnes métriques (74,3 millions de barils) en 2021 contre 10,766 millions de tonnes en 2020. Cette tendance s'expliquerait, entre autres, par l'arrivée à maturité de plusieurs champs, la suspension ou l'arrêt de certains projets de développement et l'observation des quotas décidés par l'OPEP pour réduire l'offre mondiale sur le marché afin de relever les prix. Dans ce contexte, les cours du prix moyen du baril se situeraient à 55,5 dollars le baril en 2021.

V.2.2. Les mines

La production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse progresserait de 18,6% en 2021 pour atteindre 10,05 millions de tonnes, alors que les exportations se situeraient à 9,2 millions de tonnes (+13,4%). Ces performances s'expliqueraient par la montée en puissance des plateaux de Moanda (du nouveau site d'Okouma à partir d'une approche modulaire par voie sèche et programme d'expansion de la mine de Bangombé), ainsi que des gisements de Biniomi et Lebaye (NOGA).

Parallèlement, les cours du minerai de manganèse devraient s'améliorer de 0,5% en 2021, soutenus par le redressement de la demande en acier au carbone, notamment en Chine.

V.2.3. La filière bois

Les industries de transformation du bois consolideraient leurs performances en 2021. Ainsi, la production des bois débités progresserait de 4,2% à 1,116 million de mètres cubes contre une baisse de 0,6% enregistrée en 2020. Le renforcement du tissu industriel, le dynamisme des unités installées dans la zone de Nkok et l'approvisionnement régulier des usines en grumes expliqueraient cette performance.

V.2.4. L'agriculture

Le secteur de l'agriculture maintiendrait ses performances en 2021, en raison de l'amélioration des rendements des plantations d'Olam Palm (huile de palme) et la montée en puissance des plantations d'Olam Rubber (caoutchouc naturel). Ainsi, la production de l'huile de palme brute est attendue à 82 000

tonnes en 2021 contre 70 340 tonnes en 2020 (+16,6%). La production globale de caoutchouc progresserait de 10,4% pour s'établir à 19 400 tonnes.

V.2.5. Les Agro-industries

La branche de l'agro-industrie connaîtrait une légère reprise de l'activité en 2021, portée par les huiles et corps gras (+11,5% à 34 000 tonnes), ainsi que l'eau minérale. Cependant, en raison de la persistance de la crise sanitaire, la production de la brasserie des boissons gazeuses et alcoolisées baisserait d'environ 10%.

V.2.6. Les autres industries

En 2021, les performances de la branche des autres industries de transformation s'affermiraient (+4,4%), grâce à la chimie (peintures et fabrication des médicaments), aux matériaux de construction et à la transformation de l'aluminium. Cette embellie résulterait de la fermeté des commandes des principaux clients (génie civil, logements, bois, etc.).

V.2.7. L'énergie

La production de la branche Energie se consoliderait de 1,7% en 2021. Cette évolution découlerait de l'accroissement de la production en électricité, suite au renforcement de l'outil de production. De même, la production en eau potable enregistrerait une amélioration pour se situer à 134,2 millions de mètres cubes, soutenue par la mise en service de la nouvelle usine de production d'eau à CIMGABON 2, d'une capacité de plus 36 000 m³/jour..

V.2.8. Les BTP

En 2021, l'activité des BTP serait marquée par la poursuite des chantiers initiés les années passées, l'aménagement des bassins versants à Libreville et Port-Gentil, la finalisation des tronçons routiers et la réhabilitation des infrastructures ferroviaire et aéroportuaire. Par ailleurs, les nouveaux projets, notamment « la Transgabonaise », permettraient d'accroître de façon substantielle la production du secteur. En conséquence, la production vendue progresserait de 11,1%.

V.2.9. Les transports et les auxiliaires de transport

Le secteur des transports et auxiliaires de transport connaîtrait une consolidation de son activité en 2021, du fait de la bonne tenue des secteurs minier et forestier. Ainsi, le volume global de marchandises acheminées par

rails et manipulées dans les différents ports, rades et Beach (Owendo et Port-Gentil) s'exhausserait de 16,2%.

V.2.10. Le commerce

En 2021, le chiffre d'affaires du commerce général fléchirait de 0,7% à 959,4 milliards de FCFA. Ce retrait d'activité s'expliquerait par la persistance de la crise sanitaire du covid-19 qui induit le ralentissement des activités commerciales.

V.2.11. Les services

La branche des autres services serait marquée par une reprise timide de son activité en 2021, en lien avec le redémarrage de l'activité dans plusieurs secteurs et des travaux de construction de logements. Ainsi, le chiffre d'affaires des services évoluerait de +1%.

V.2.12. L'hôtellerie

L'activité de la branche de l'hôtellerie et restauration serait morose en 2021, en raison de la fermeture de la plupart des structures hôtelières, du fait du maintien des mesures barrières pour lutter contre les nouvelles vagues de contamination.

V.3. LA MICROFINANCE

En terme de perspectives, l'activité du secteur poursuivrait son expansion, en 2021, en raison de :

- l'arrivée de nouveaux EMF dont les dossiers sont actuellement en instruction à la COBAC
- la poursuite de l'assainissement du secteur ;
- la consolidation de l'assise financière des EMF en difficulté.

V.4. LES ESTIMATIONS MACROÉCONOMIQUES EN 2020 ET 2021

V.4.1. Les principales hypothèses

	2020	2021	2022	21/20	22/21
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	10,8	10,2	11,0	-5,5%	8,0%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	40,2	62,0	60,0	54,2%	-3,2%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	8 098,8	8 858,2	9 257,4	9,4%	4,5%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	137,8	121,2	119,4	-12,0%	-1,5%
Production de l'Or (en tonne)	0,1	0,4	0,5	277,9%	10,0%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 769,5	1 597,0	1 616,3	-9,7%	1,2%
Production de gaz (milliers de m3)	501,0	521,1	541,9	4,0%	4,0%
Prix de vente de gaz (USD/m3)	0,1	0,1	0,1	2,0%	2,0%
Taux de change (en dollars/F.CFA)	575,6	550,0	543,2	-4,5%	-1,2%
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	8 521,4	9 413,5	10 062,4	10,5%	6,9%
Silico manganèse (milliers de tonnes)	35,4	46,9	49,0	32,4%	4,5%
Manganèse métal (milliers de tonnes)	1,4	-	-		

V.4.2. La formation du PIB prévisionnel en 2021

Sur la base des hypothèses retenues, le PIB devrait afficher un taux de croissance de 1,5% en 2021, du fait de l'expansion enregistrée dans le secteur Hors-Pétrole (+2,4%), nonobstant la contribution négative du secteur pétrolier (-5,5%). En 2022, le Produit Intérieur Brut serait plus robuste à 3,0%, soit un gain de 1,5 point de croissance par rapport à l'année précédente. Cette progression de l'activité proviendrait aussi bien du secteur pétrolier (+8,0%) que du secteur hors pétrole (2,5%).

Évolution du taux de croissance de 2020 à 2022 (en %)

	2020	2021	2022
PIB total	-1,8	1,5	3,0
Pétrole	-1,2	-5,5	8,0
Hors-pétrole	-1,9	2,4	2,5

Source : DGEPP

V.4.2.1. Les ressources du PIB prévisionnel en 2021 et 2022

L'analyse du produit intérieur brut optique production indique que l'activité économique reprendrait dans l'ensemble des secteurs en 2021 et 2022.

Dans le secteur primaire, l'accroissement de l'activité (+1,0% en 2021 et +7,1% en 2022) proviendrait :

- de la progression de l'activité dans l'agriculture (+6,9% en 2021 et +7,5% en 2022), en lien avec le relèvement substantiel de l'agriculture de rente, avec une production d'huile de palme de 97 533 tonnes (+38,7%) ;
- de la bonne tenue de la branche minière (+10,5% en 2021 et +6,9% en 2022), attribuable au renforcement de la production des principaux gisements (Moanda, Ndjolé, Okondja et Franceville) ;
- des performances positives dans l'exploitation forestière (+8,9% en 2021 et +3,5% en 2022), en raison d'une progression attendue de la demande des industries.

L'activité économique serait toutefois atténuée par la baisse d'activité prévue dans la branche pétrolière (-5,5% en 2021) en raison du déclin naturel des champs matures et de la reconduction de la politique des quotas (OPEP+). Un accroissement de 8,0% de l'activité de cette branche contribuerait à une croissance plus robuste en 2022.

Le secteur secondaire serait en hausse de 2,6% en 2021 et de 3,4% en 2022. Ces performances résulteraient de :

- la progression des industries du bois (+6,0% en 2021 et +3,2% en 2022), liée à la reprise de la demande extérieure, notamment chinoise et européenne ;
- la croissance des industries agro-alimentaires (+1,7% en 2021 et 2,0% en 2022), du fait de la bonne tenue de la production industrielle d'huile raffinée et de la dynamique de la consommation des ménages, particulièrement en eau et en boissons gazeuses ;
- des bons résultats des BTP (+9,0% en 2021 et 9,5% en 2022), dont la consolidation des activités proviendrait aussi bien du secteur public que du secteur privé (construction de la Transgabonaise, barrages hydroélectriques de Kinguéle Aval, de Ngoulmendjim et de Dibwangui, réhabilitation du chemin de fer, déploiement de la fibre

Tableau de bord de l'économie

optique, poursuite et développement du RIC national d'électricité, etc.);

- la croissance dans les Autres Industries (+3,0% en 2021 et +3,5% en 2022), en raison du développement des activités dans la ZERP de Nkok et le dynamisme des activités des BTP.

L'activité du secteur tertiaire s'inscrirait en hausse de 1,8% en 2021 et de 1,9% en 2022. Ces progrès découleraient essentiellement des performances de la branche « Transports et Télécommunications » (+3,3% en 2021 et +2,9% en 2022), liées à la reprise du transport aérien et à la consolidation du dynamisme du transport ferroviaire. La progression de l'activité dans le « Commerce » et les « Services » serait plus modérée en 2021 et 2022.

Evolution des prévisions du PIB par secteur d'activité de 2020 à 2022

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
Produit intérieur brut	8 816,1	10 270,3	10 658,4	16,5%	3,8%	5 641,9	5 726,8	5 900,9	1,5%	3,0%
PIB marchand	7 516,0	8 960,2	9 330,5	19,2%	4,1%	4 613,9	4 694,0	4 862,2	1,7%	3,6%
Secteur primaire	2 153,5	2 858,9	2 959,5	32,8%	3,5%	1 250,1	1 263,0	1 352,8	1,0%	7,1%
Agriculture, Elevage, Pêche	462,4	499,2	525,7	8,0%	5,3%	379,3	402,8	429,8	6,2%	6,7%
Exploitation forestière	124,7	136,0	137,3	9,0%	1,0%	81,9	89,2	92,4	8,9%	3,5%
Pétrole brut	1 299,5	1 960,9	2 023,3	50,9%	3,2%	628,7	594,0	641,6	-5,5%	8,0%
Mines	267,0	262,9	273,3	-1,5%	4,0%	160,1	176,9	189,1	10,5%	6,9%
Secteur secondaire	2 024,3	2 609,0	2 722,9	28,9%	4,4%	947,4	972,4	1 005,3	2,6%	3,4%
Industries agro-alimentaires, boissons	198,3	202,8	207,3	2,3%	2,2%	126,5	128,7	131,2	1,7%	2,0%
Industrie du bois	192,9	222,9	226,6	15,6%	1,6%	117,3	124,3	128,3	6,0%	3,2%
Autres industries yc minières	328,1	345,8	358,6	5,4%	3,7%	160,9	168,7	174,7	4,8%	3,6%
Raffinage	10,0	10,8	11,0	7,7%	2,1%	7,9	8,0	8,0	0,5%	1,2%
Electricité, Eau	115,4	118,1	120,8	2,3%	2,3%	55,5	56,4	57,5	1,7%	2,0%
BTP	298,2	337,0	377,8	13,0%	12,1%	150,7	164,3	179,8	9,0%	9,4%
Recherche, services pétroliers	881,4	1 371,6	1 420,9	55,6%	3,6%	328,7	322,1	325,6	-2,0%	1,1%
Secteur tertiaire	2 731,2	2 872,4	3 011,5	5,2%	4,8%	1 897,7	1 931,4	1 968,2	1,8%	1,9%
Transports & Communications	1 134,2	1 229,9	1 297,0	8,4%	5,5%	802,0	828,4	852,1	3,3%	2,9%
Services	923,4	951,1	990,1	3,0%	4,1%	668,7	672,1	677,5	0,5%	0,8%
Commerce	498,5	510,4	523,8	2,4%	2,6%	261,1	262,9	267,6	0,7%	1,8%
Services bancaires, assurances	285,9	293,6	303,6	2,7%	3,4%	267,4	269,5	274,9	0,8%	2,0%
DTI et TVA	607,0	619,9	636,5	2,1%	2,7%	518,7	527,1	535,9	1,6%	1,7%
PIB non marchands	1 300,1	1 310,1	1 328,0	0,8%	1,4%	1 028,0	1 032,8	1 038,7	0,5%	0,6%

Source : MEGA++/DGEPPF

V.4.2.2. Les emplois du PIB prévisionnel en 2021 et 2022

Du point de vue des emplois, l'activité serait soutenue en 2021 et 2022 aussi bien par la demande intérieure qu'extérieure.

La demande intérieure progresserait de 4,9% en 2021 et de 6,6% en 2022, tirée principalement par l'investissement total (+10,8% en 2021 et +13,3% en 2022). La hausse de l'investissement total proviendrait essentiellement de l'investissement public (+5,8% en 2021 et +1,4% en 2022) et de la relance de l'investissement privé (+11,2% en 2021 et +14,2% en 2022). La projection à la hausse de l'investissement public découle de la volonté du gouvernement de maintenir et poursuivre certains projets de développement notamment les travaux d'infrastructures (routières, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires et énergétiques).

La hausse de la demande intérieure devrait toutefois être atténuée par un repli de la consommation totale (-0,4% en 2021) liée à la baisse de la consommation des ménages (-1,0%).

La demande extérieure augmenterait de 4,0% en 2021 et 10,7% en 2022. Cette hausse proviendrait de la vigueur des exportations hors-pétrole (+11,5% en 2021 et +8,9% en 2022), notamment le bois (+6,0% en 2021), favorisée par la demande émanant des pays émergents. Par ailleurs, la bonne tenue du hors-pétrole découlerait des mines (+9,0%) portées par un relèvement du prix de vente de la tonne de manganèse. Enfin, cet accroissement serait lié à la bonne orientation des produits de rente (+20,4%), particulièrement de la production d'huile de palme. En revanche, les exportations pétrolières enregistreraient des contre-performances (-10,0%) en 2021 avant de croître de 7,2% en 2022.

Evolution des prévisions des emplois du PIB de 2020 à 2022

En milliards de FCFA,	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2020	2021	2022	21/20	22/21	2020	2021	2022	21/20	22/21
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 816,2	10 270,3	10 658,4	16,5%	3,8%	5 641,9	5 726,8	5 900,9	1,5%	3,0%
DEMANDE INTERIEURE	6 617,5	6 829,8	7 116,6	3,2%	4,2%	6 629,8	6 937,9	7 395,3	4,6%	6,6%
DEMANDE EXTERIEURE	6 209,9	7 497,1	7 774,5	20,7%	3,7%	6 913,1	7 172,0	7 942,0	3,7%	10,7%
CONSOMMATION TOTALE	4 863,4	4 919,1	5 043,7	1,1%	2,5%	3 508,4	3 495,6	3 497,8	-0,4%	0,1%
Ménages	3 702,4	3 740,6	3 807,7	1,0%	1,8%	2 577,9	2 552,9	2 540,5	-1,0%	-0,5%
Administrations	1 161,0	1 178,5	1 236,0	1,5%	4,9%	930,5	942,6	957,3	1,3%	1,6%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 754,1	1 910,8	2 073,0	8,9%	8,5%	3 121,4	3 442,3	3 897,5	10,3%	13,2%
Privé	1 525,6	1 635,9	1 805,5	7,2%	10,4%	2 894,6	3 202,3	3 654,0	10,6%	14,1%
dont : Pétrole	379,1	464,7	550,7	22,6%	18,5%	1 662,2	1 953,8	2 335,1	17,5%	19,5%
Hors Pétrole	1 146,6	1 171,2	1 254,9	2,1%	7,1%	1 232,3	1 248,5	1 318,9	1,3%	5,6%
Administration	228,5	259,9	267,4	13,7%	2,9%	226,8	240,0	243,5	5,8%	1,4%
EXPORTATIONS TOTALES	4 204,2	5 468,8	5 658,2	30,1%	3,5%	2 962,6	2 980,4	3 223,8	0,6%	8,2%
Pétrole	2 554,8	3 501,3	3 585,9	37,0%	2,4%	1 169,5	988,2	1 059,4	-15,5%	7,2%
Hors Pétrole	1 453,2	1 762,3	1 854,5	21,3%	5,2%	1 726,3	1 924,0	2 094,4	11,5%	8,9%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	660,0	914,1	987,3	38,5%	8,0%	690,6	805,1	921,6	16,6%	14,5%
Mines	426,5	424,7	437,5	-0,4%	3,0%	629,8	688,8	729,6	9,4%	5,9%
Bois transformé	362,9	419,4	425,6	15,6%	1,5%	402,3	426,5	439,5	6,0%	3,0%
Produits manufacturiers	3,7	4,1	4,3	11,6%	3,4%	3,6	3,6	3,7	-0,2%	4,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2 005,6	2 028,3	2 116,4	1,1%	4,3%	3 950,5	4 191,6	4 718,2	6,1%	12,6%
dont Consommations	477,7	494,9	529,7	3,6%	7,0%	456,8	485,6	520,0	6,3%	7,1%
Equipements	479,7	473,3	501,1	-1,3%	5,9%	687,2	699,9	747,3	1,9%	6,8%
Intermédiaires	524,3	486,9	514,3	-7,1%	5,6%	536,6	512,9	545,8	-4,4%	6,4%

Source : MEGA++/DGEPE

V.4.3 Les prévisions du budget

V.4.3.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires s'établiraient à 1706,0 milliards de FCFA en 2021 contre 1 684,7 milliards de FCFA collectées en 2020, soit un accroissement de 1,3%. Cette embellie proviendrait du raffermissement des recettes hors pétrole, en lien avec la reprise progressive de l'activité économique nationale et l'accroissement des prix des principaux produits d'exportation.

Ainsi, la part des recettes budgétaires dans le PIB reculerait de 1,7 point à 17,4% du PIB. Rapportées au PIB pétrolier, les recettes pétrolières perdraient 17,4 points. A contrario, les recettes hors pétrole se renforceraient de 0,6 point à 15,1% du PIB hors pétrole.

Prévision 2021 des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2019	2020	2021	21/20
Recettes pétrolières	747,2	596,2	482,6	-19,1%
Recettes hors pétrole*	1283,4	1088,6	1223,4	12,4%
Recettes totales	2030,6	1684,7	1706,0	1,3%
En ratio du PIB nominal				
Recettes pétrolières	7,6%	6,8%	4,7%	
Recettes hors pétrole	13,0%	12,3%	11,9%	
Recettes totales	20,5%	19,1%	16,6%	
PIB nominal (pour mémoire)	9887,0	8816,2	10270,3	
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	35,3%	45,9%	28,5%	
PIB pétrole (pour mémoire)	2 116,7	1 299,5	1 960,9	
En ratio du PIB hors pétrole				
Recettes hors pétrole	16,5%	14,5%	14,7%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	7 770,5	7 516,7	8 309,5	

Y compris Comptes spéciaux

Sources : DGBFIP, DGEFP

V.4.3.2 Les dépenses budgétaires

Corrélativement à la perspective de hausse des recettes budgétaires, les dépenses publiques se renforceraient de 8,5% à 2 032,7 milliards de FCFA par rapport au niveau exécuté en 2020. Leur accroissement résulterait de la consolidation des dépenses d'investissement.

En effet, les dépenses d'investissement augmenteraient substantiellement entre 2020 et 2021 du fait de la finalisation des projets démarrés dans le cadre du plan de relance de l'économie (2017-2019), notamment le renforcement des infrastructures dans les secteurs de la route, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de la santé.

Prévision 2021 des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2019	2020	2021	21/20
Dépenses primaires	1 670,10	1 577,3	1 738,7	10,2%
Fonctionnement	1 095,30	1 134,4	1 094,5	-3,5%
Salaires et traitements	688,9	683,2	685,1	0,3%
Biens et services	156	202,3	167,1	-17,4%
Transferts et subventions	250,4	248,9	242,3	-2,7%
Investissements	281,2	241,5	353,0	46,2%
Autres dépenses primaires	293,5	201,4	291,2	44,6%
Intérêts de la dette	224,9	296,9	294,0	-1,0%
Total dépenses budgétaires	1 895,00	1 874,2	2 032,7	8,5%
En ratio du PIB nominal				
Dépenses primaires	16,9%	17,9%	16,4%	
Fonctionnement	11,1%	12,9%	11,3%	
Investissements	2,8%	2,7%	3,4%	
Autres dépenses primaires	3,0%	2,3%	1,6%	
Intérêts de la dette	2,3%	3,4%	2,9%	
Total dépenses budgétaires	16,9%	21,3%	19,2%	
PIB nominal (pour mémoire)	9887,0	8816,2	10270,3	

Sources : DGBFIP, DGEFF

V.4.3.3. La dette publique

En 2021, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait une légère diminution de 0,1% à 1207,6 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la baisse de l'amortissement de la dette extérieure.

La diminution du règlement du principal de la dette extérieure (-3,5%) résulte du repli de l'amortissement des prêts dans la quasi-totalité des composantes. La hausse de la dette intérieure (+7,2%) est consécutive à l'amortissement des emprunts courants et au remboursement des arriérés.

Évolution du service prévisionnel de la dette publique

En milliards F CFA	2019	2020	2021	21/20
Dette extérieure	518,5	820,7	791,8	-3,5%
Intérêts	164,2	159,4	186,2	16,8%
Principal	354,4	661,3	605,5	-8,4%
Dette intérieure	354,9	388	415,8	7,2%
Intérêts	91,4	81,4	96,6	18,7%

Sources : DGD, DGST

V.4.4. La balance des paiements prévisionnelle 2021-2022

La balance des paiements du Gabon évoluerait dans un contexte national marqué par une reprise de l'activité économique sur la période 2021-2022, tirée par la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT). Dans ces conditions, le solde global enregistrerait un excédent sur la période. Cette évolution résulterait du maintien de la situation excédentaire du compte financier et de l'excédent du compte courant après cinq années de déficit.

V.4.4.1. La balance prévisionnelle des transactions courantes

Déficitaire depuis 2016, la balance courante renouerait avec un excédent sur la période 2021-2022. Cette évolution serait liée à l'excédent de la balance commerciale en particulier.

V.4.4.2 La balance commerciale prévisionnelle

La balance commerciale, structurellement excédentaire, connaîtrait un accroissement de 66,3% entre 2020 et 2021 compte tenu de la vigueur des exportations (+31,1%). En 2022, cet excédent diminuerait de 4,3% suite au recul des ventes du pétrole, sous l'effet de la baisse projetée des prix (-6,3% à 54,8 dollars le baril).

Evolution de la balance commerciale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020*	2021**	2022**	Var 21/20	Var 22/21
Exportations (fob)	3 438,3	3 694,1	2 733,7	3 583,4	3 453,4	31,1%	-3,6%
Pétrole	2 449,5	2 648,0	1 670,0	2 264,9	2 000,8	35,6%	-11,7%
Manganèse	636,1	627,7	633,6	794,9	867,6	25,5%	9,1%
Or	1,9	2,8	7,0	10,5	11,6	49,3%	11,4%
Bois	314,7	379,9	376,6	440,1	477,8	16,9%	8,6%
Autres	36,2	35,7	46,4	73,0	95,6	57,3%	30,9%
Importations (fob)	1 711,7	1 850,0	1 683,4	1 836,5	1 780,8	9,1%	-3,0%
Secteur pétrolier	582,5	718,9	536,4	650,4	628,8	21,3%	-3,3%
Autres	1 129,2	1 131,1	1 146,9	1 186,1	1 152,1	3,4%	-2,9%
Balance commerciale	1 726,6	1 844,1	1 050,3	1 746,9	1 672,6	66,3%	-4,3%

Sources : BEAC, DGEPF * Estimations **Projections

V.4.4.3 La balance prévisionnelle des services

Le déficit des services s'alourdirait de 6,8% en 2021, en raison de la hausse des sorties de capitaux au titre des « fret et assurances des marchandises » et du déficit des « autres services » en particulier. Ce déficit s'allègerait toutefois en 2022 de 11,2% à -844,6 milliards.

V.4.4.4 La balance des capitaux prévisionnelles

Le solde excédentaire du compte des capitaux enregistrerait une forte baisse en moyenne sur la période 2021-2022. Cette tendance serait tributaire notamment de l'accroissement des sorties de capitaux au titre des autres investissements (remboursement de la dette).

Evolution de la balance globale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2018*	2019*	2020*	2021**	2022**	21/20	22/21
1- Transactions courantes	-439,5	-244,0	-527,5	13,4	54,2	102,5%	305,3%
Balance commerciale	1726,6	1844,1	1050,3	1746,9	1672,6	66,3%	-4,3%
Balance des services	-1248,4	-1209,3	-890,7	-951,2	-844,6	-6,8%	11,2%
Balance des revenus	-860,5	-820,2	-652,1	-759,7	-710,7	-16,5%	6,4%
Balance des transferts	-57,1	-58,6	-35,0	-22,6	-63,1	35,3%	-178,7%
2- Balance des capitaux	357,4	218,8	463,4	169,7	8,1	-63,4%	-95,2%
Investissements directs	846,6	1045,8	902,3	972,1	846,5	7,7%	-12,9%
Dont secteur pétrolier	415,6	591,2	465,2	541,8	532,8	16,5%	-1,7%
Investissements de portefeuille	165,9	176,4	151,7	183,5	191,0	20,9%	4,1%
Autres investissements	-655,2	-1003,4	-590,6	-985,9	-1029,4	-66,9%	-4,4%
Opérations à plus d'un an (MLT)	-326,6	-537,0	-975,4	-549,2	-650,0	43,7%	-18,4%
Opérations à moins d'un an (CT)	-328,6	-466,4	384,8	-436,7	-379,3	-213,5%	13,1%
3- Erreurs et Omissions	156,2	56,3	62,5	0,0	0,0	-	-
BALANCE GLOBALE	74,1	31,0	-1,6	183,0	62,3	-	-65,9%

Sources : BEAC, DGEFP * Estimations **Projections

V.4.4.5 La balance globale

En définitive, le solde global des paiements deviendrait excédentaire jusqu'en 2022.

V.4.5 L'Emploi, les salaires et les prix

V.4.5.1 L'emploi

En 2021, le marché du travail serait marqué par une progression des effectifs dans le secteur moderne. L'évolution des effectifs du secteur public s'explique par une régularisation des situations administratives.

Dans le secteur privé, la hausse serait consécutive à une reprise de l'activité dans plusieurs branches qui ont été impactées par la crise sanitaire. En effet, la levée de certaines mesures de lutte contre la covid-19 devrait redynamiser l'activité économique et favoriser la création d'emplois.

V.4.5.2 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne devrait connaître une relative consolidation en 2021. Celle-ci proviendrait du relèvement conjoint dans les secteurs privé et public.

Concernant le secteur public, le plan mensuel des régularisations des situations administratives des agents de l'Etat et le relèvement des effectifs dans les administrations prioritaires devraient entraîner un alourdissement modéré de la masse salariale en 2021.

Le niveau de la masse salariale du secteur privé serait tributaire de la bonne tenue de l'activité économique des entreprises, engendrée par le processus de relance économique dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

V.4.5.3 Les prix

A court terme, les prévisions de l'inflation tablent sur un retour à des pressions inflationnistes en 2021 et en 2022. En moyenne annuelle, l'inflation afficherait un taux de 2,1% en 2021. Cette situation résulterait principalement de la hausse des prix des transports et de celle des produits alimentaires, en raison du relèvement des prix des produits pétroliers et de la réforme sur la lutte contre la vie chère.

V.5 LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2021-2022

La crise actuelle révèle davantage les faiblesses structurelles de l'économie nationale. Celles-ci concernent particulièrement la forte dépendance à l'égard des revenus tirés des industries extractives, le faible niveau de diversification de l'économie, l'importance de la voilure de la dépense publique et le niveau encore élevé de la population économiquement faible.

Partant de ce constat, le gouvernement se donne pour objectifs de :

- poursuivre les programmes d'investissement en cours, en vue de leur achèvement et renforcer les infrastructures dans les secteurs de la route, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation et de la santé ;
- consolider le système de santé, améliorer l'offre dans le secteur de l'éducation et de la formation et adapter le système éducatif aux besoins du marché du travail ;

- améliorer les conditions de vie des Gabonais à travers la relance de l'économie et l'accroissement de l'offre d'emplois ;
- réduire le déficit budgétaire et optimiser la gestion des finances publiques ;
- consolider le dispositif sécuritaire et de défense.

Le choix de ces objectifs répond à la volonté du gouvernement de concentrer ses efforts sur les dépenses d'infrastructures dans les secteurs qui impulsent la croissance, en particulier ceux dont l'insuffisance constitue le premier obstacle à la diversification et au développement.

V.5.1 Les politiques sectorielles

V.5.1.1 Secteurs productifs

L'agriculture

L'agriculture resterait le principal moteur de la croissance sur la période 2021-2023, conformément à la stratégie du gouvernement de poursuivre la valorisation du potentiel de cette branche, notamment l'agriculture de rente et vivrière. Pour ce faire, le gouvernement ambitionne de mettre en œuvre une politique axée sur la distribution des terres agricoles dans les zones à forte productivité agricole (ZAP), de poursuivre le programme semencier et de favoriser la politique du retour à la terre.

A cet effet l'accent sera mis sur les projets suivants :

- mise à disposition des zones agricoles à forte productivité (ZAP) ;
- finalisation du lycée agricole de Lémbamba ;
- programme de développement agricole et rural (PDAR2-FIDA).

La forêt

Dans le domaine de l'économie forestière, le gouvernement entend poursuivre les actions en faveur de la gestion du conflit homme-faune à travers la mise en œuvre des projets y relatifs. Un accent particulier sera également mis sur la valorisation des produits forestiers autres que le bois d'œuvre.

Aussi, les actions ci-après seront-elles matérialisées :

- affermir la bonne gestion de l'environnement et du cadre de vie, par la mise en place d'un système de suivi des plans de gestion environnemental et social (PGES) ;

- assurer la lutte contre le braconnage et la sauvegarde des espèces protégées, par une assistance des populations victimes du conflit homme-faune ;
- assurer la gestion durable des écosystèmes forestiers par la promotion de bonnes pratiques préconisées dans les plans d'aménagement, en vue d'une certification des produits qui en sont issus.

Ces actions seront soutenues par la mise en œuvre des projets financés sous forme de dons :

- Arc Emeraude de gestion des aires protégées autour de Libreville ;
- Contrôle de l'Aménagement Forestier;
- Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale ;
- Gestion conflit homme-faune ;
- Appui à la gestion durable des écosystèmes.

En vue de favoriser l'affectation de terres arables au secteur productif, le projet Plan National d'Affectation de Terre (PNAT) bénéficierait d'une dotation.

V.5.1.2 Les infrastructures

Dans la poursuite des choix stratégiques, le gouvernement s'engage, d'une part, à finaliser les projets démarrés dans le cadre du Plan de Relance de l'Economie (2017-2019), d'autre part, à mettre en œuvre, pour la période 2021-2023, de nouveaux projets structurants en matière d'infrastructures routières et d'assainissement, énergétiques, hydrauliques et ferroviaires. La digitalisation de l'Administration fera également partie des priorités.

Concernant les infrastructures, l'action visera à poursuivre les projets relatifs aux bassins versants et au réseau routier. Feront également partie des priorités de l'action gouvernementale, la reprise des projets à l'arrêt, la réhabilitation des subdivisions provinciales des travaux publics, l'acquisition de lotissements et la construction de nouvelles voies.

A ce titre, les projets ci-après feront l'objet de redémarrage :

- route Moanda-Bakoumba ;
- Ndendé-Tchibanga (dont l'achèvement Pegnoundou-Tchibanga) ;
- aménagement bassin versant Port-Gentil ;
- aménagement bassin versant Terre Nouvelle ;

- aménagement bassin versant Nzeng-Ayong ;
- programme d'entretien des ouvrages d'assainissement ;
- route Ovan-Makokou.

Le gouvernement veillera également à la poursuite des projets en cours et à la mise en œuvre de nouveaux projets afin de consolider les acquis en matière d'infrastructures et de redynamiser sa politique d'accès au logement et à la propriété, pour le bien-être des populations. Il s'agit de :

- Route Forasol-Mbega;
- Acquisition des équipements de génie civil de subdivisions provinciales des TP;
- Route Tchibanga-Mayumba ;
- Voiries des capitales provinciales et départementales.

Par ailleurs, l'étude de faisabilité relative aux travaux de la Transgabonaise sera poursuivie. Ce projet, qui concernera la construction d'une autoroute à péage d'un linéaire de près de 800 km, reliant Libreville à Franceville, via un financement en partenariat public-privé, constituera un vivier d'emplois.

De plus, en vue d'augmenter l'offre énergétique et pallier les problèmes d'adduction en eau, le gouvernement ambitionne de relancer les travaux de construction des barrages hydroélectriques (Ngoulemendjim, Dibwangui et Kingué-é-Aval), à travers des partenariats public-privé. Parallèlement, il poursuivra le programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville.

Ainsi, avec la construction de l'usine de Ntoun 7, le déficit hydrique journalier de la région du Grand Libreville devrait s'améliorer. La production d'électricité serait supérieure à 2.800 Gwh et celle de l'eau à 140 millions de m³ à l'horizon 2022.

Dans ce cadre, les projets suivants seront mis en oeuvre :

- Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville ;
- Programme lampadaire solaire ;
- Accès aux services de base et Renforcement capacités services ruraux ;
- Aménagement hydroélectrique de Dibwangui (15 MW) ;
- Aménagement hydroélectrique de Kingué-é (35 MW) ;

- Aménagement hydroélectrique de Ngoulmendjim (85 MW) ;
- Ntoum 7 ;
- Owendo (centrale thermique à gaz).

S'agissant des infrastructures ferroviaires, le gouvernement consacrera environ 14,14 milliards de FCFA (dont près de 73,5% en financement extérieur) à la poursuite de la réalisation du projet de réhabilitation du Transgabonais, afin d'optimiser le transport des marchandises et des personnes. Amorcé en 2015, avec le concours de l'Agence Française de Développement, ce projet s'achèvera en 2022.

Les perturbations du fonctionnement de l'Administration et des secteurs d'activités économiques constatées depuis l'apparition de la pandémie à la Covid-19, amèneront les autorités à accélérer la mise en œuvre de la couverture numérique dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du recouvrement des recettes fiscales et plus généralement des services publics. Il s'agira, entre autres, d'initier les projets E-gabon, Mobit@x et PPP numérique avec Singapour.

V.5.2. La politique sociale

Les actions envisagées sur ce volet porteront sur le renforcement du système éducatif, de la santé, de la protection sociale et de la solidarité nationale.

V.5.2.1 L'éducation nationale et la formation

Ce pan concerne, l'enseignement général et technique, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

Enseignement général et technique

Dans le cadre de l'exécution de cette politique publique, le gouvernement poursuivra deux objectifs stratégiques principaux :

- améliorer la qualité des enseignements ;
- favoriser et garantir les meilleures conditions d'accès à l'éducation pour tous.

Cette ambition vise à assurer un fonctionnement optimal des établissements scolaires par l'augmentation des capacités d'accueil (construction des salles de classe et réhabilitation des établissements scolaires).

Par ailleurs, l'apparition de la Covid-19 et les mesures de confinement ont mis

en exergue la nécessité d'assurer la continuité pédagogique par le développement des stratégies reposant sur l'exploitation de technologies de l'information et de la communication et des médias.

La politique publique de l'Enseignement Technique et Professionnel recouvre les formations professionnalisantes sanctionnées par le Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) ou un Brevet d'Etudes Professionnelles (BET) et les formations techniques et technologiques longues qui débouchent sur des baccalauréats techniques et professionnels. La prise en compte des projets du Plan de Développement de l'Education National (PDEN) constituera une priorité pour le gouvernement.

De fait, les principaux projets retenus dans ce cadre se déclinent ainsi qu'il suit :

- Réhabilitation de 703 écoles primaires ;
- Achèvement du Lycée Technique de Bikelé ;
- Acquisition des établissements scolaires (Paul KOUYA, CES les Lauriers, Complexe d'Awendjé);
- Programme d'investissement du secteur éducation financé avec l'appui de l'AFD;
- Programme de réhabilitation de 109 établissements (lycées et collèges) ;
- Construction du lycée du deuxième arrondissement de Franceville.

Formation professionnelle

En matière de formation professionnelle, le gouvernement maintiendra sa politique de formation et de réinsertion par le biais des projets d'appui à l'employabilité des jeunes, de construction et d'équipement de trois (3) centres de formation professionnelle dans différents domaines industriels à Nkok, à Mvengué et à Port-Gentil.

Enseignement supérieur

Au niveau de l'Enseignement Supérieur, l'accent sera mis sur l'amélioration du cadre de vie des étudiants et du personnel enseignant, d'une part, la promotion du développement d'une offre de formation professionnalisante, d'autre part. Pour y parvenir, il est envisagé la poursuite du programme de réhabilitation et de modernisation des universités et grandes écoles.

Dans le même temps, les efforts en matière de rationalisation des dépenses liées aux allocations des apprenants, seront poursuivis.

V.5.2.2 Renforcement du système de santé

S'agissant du volet santé, la réforme du système sanitaire se poursuivra dans le but d'apporter une réponse efficace à la crise sanitaire.

A cet effet, les efforts consentis dans le cadre de l'amélioration du secteur de la santé se traduiront par le renforcement du cadre réglementaire, l'intensification de la lutte contre la Covid-19, l'amélioration de la gouvernance des structures sanitaires, l'optimisation de la gestion du médicament et des ressources humaines, l'opérationnalisation des régions et départements sanitaires, le développement de la médecine préventive et le renforcement de l'offre des soins des établissements spécialisés.

En matière de renforcement du cadre réglementaire, l'objectif poursuivi sera l'élaboration puis l'adoption du code de la santé publique.

Pour ce qui est de l'intensification de la lutte contre la Covid-19, plusieurs actions phares seront menées. Il s'agira de :

- l'intensification des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre la Covid-19, notamment sur le respect des mesures barrières ;
- le renforcement des départements sanitaires en équipements de protection individuelle, en appareils de diagnostics PCR, en respirateurs et en lits d'hospitalisation ;
- la création du programme national de riposte contre la Covid-19 ;
- la réhabilitation de l'ancien hôpital d'Owendo en vue de sa transformation en Institut des Maladies Infectieuses, avec en son sein le laboratoire Professeur GAHOUMA et l'hôpital spécialisé Covid-19.

Concernant l'amélioration de la gouvernance des structures sanitaires, il sera mis en place neuf (9) centres de diagnostic dans le cadre du partenariat Public-Privé (PPP) et un programme de financement basé sur la performance (PBF) des structures sanitaires.

L'optimisation de la gestion du médicament et des ressources humaines se traduira, entre autres, par la mise en œuvre de la réforme de l'Office National

Pharmaceutique et du fonctionnement des pharmacies hospitalières. La mise en place de la brigade médicale cubaine par l'affectation des médecins cubains accompagnés de médecins gabonais en binômes dans les départements sanitaires, la création des écoles des infirmiers et la réhabilitation de l'école interprovinciale de Santé de Mouila avec le soutien de la BAD constitueront les autres axes de cette politique.

De même, l'opérationnalisation des régions et départements sanitaires se matérialisera par la réhabilitation du Centre Hospitalier Régional Universitaire Amissa BONGO de Franceville et la création d'un pool d'excellence en technologies de santé avec le CIRMF et l'USTM.

Par ailleurs, le gouvernement poursuivra la promotion du développement de la médecine préventive et le renforcement de l'offre des soins des établissements. Il s'agira notamment de s'approvisionner régulièrement en vaccins, moustiquaires imprégnées, médicaments antiviraux, antituberculeux et de l'ouverture des centres de dialyse de Port-Gentil et de Franceville.

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement ambitionne de réaliser les projets ci-après :

- Renforcement des structures sanitaires (PNDS II-AFD) – FINEX ;
- Equipement en scanners des Centres hospitaliers régionaux (CHR) ;
- Réhabilitation, réfection, achèvement et construction des centres médicaux sur l'ensemble du territoire.

V.5.2.3 la protection sociale

Concernant ce volet, la poursuite du déploiement du système de protection sociale se fera en faveur des couches les plus vulnérables. Il s'agira essentiellement de pérenniser les acquis de l'assurance maladie universelle.

Ainsi, il est prévu de poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route, dont l'objectif principal est d'améliorer le fichier de la CNAMGS et de valider l'outil de ciblage des Gabonais Économiquement Faibles (GEF) par l'organisation d'une enquête nationale. Les conclusions de cette enquête contribueront à la création d'un fonds pour les travailleurs indépendants, les artisans et plus globalement le secteur informel.

De plus, en vue de mieux cibler les actions envisagées dans le cadre de la préservation des filets sociaux, les initiatives visant à protéger les couches vulnérables porteront sur :

- la protection de la famille et de l'enfance ;
- l'accompagnement des mères célibataires ;
- l'accompagnement des personnes âgées ;
- la protection des veuves et des orphelins ;
- l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans.

Par ailleurs, en sus des mesures annoncées, d'autres actions viseront notamment :

- l'ouverture des centres de prise en charge pour enfants autistes et trisomiques (Akongha et Ndossi) ;
- la mise en œuvre du plan d'action national de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- la réhabilitation des centres sociaux, des centres d'éducation préscolaires, des haltes garderies, des cases communautaires et des crèches et de l'Ecole Nationale d'Enfants Déficiants Auditifs (ENEDA) ;
- la réhabilitation des habitats précaires des personnes âgées vulnérables et distribution des kits domestiques ;
- la mise en œuvre et le lancement de la plateforme du réseau des femmes leaders d'Afrique (AWLN);
- l'établissement d'un registre national unique de la protection sociale (Base de données sociales) ;
- l'accompagnement technique, opérationnel et financier des organes associatifs porteurs de projets ;
- l'aménagement du Centre d'accueil des femmes victimes de violences ;
- le renforcement du capital humain.

V.5.3 La politique budgétaire

V.5.3.1 L'optimisation des recettes budgétaires

En matière d'optimisation des recettes relativement à la fiscalité de porte, les actions seront orientées vers :

- l'amélioration de la taxation du droit de sortie du minerai de manganèse et des produits du bois ;
- l'optimisation de la gestion des exonérations fiscales ;
- l'amélioration de la prise en charge des marchandises au cordon douanier.

Toutes ces actions seront renforcées par les effets induits de l'implémentation du logiciel Sydonia World, ainsi que le renouvellement des équipements opérationnels.

S'agissant de la fiscalité intérieure, une politique incitative à l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance sera mise en œuvre.

Par ailleurs, la mobilisation des recettes fiscales s'articulera autour de l'élargissement de l'assiette et de la sécurisation de la collecte des recettes tout en adaptant le corpus fiscal aux nouveaux défis de l'économie numérique.

Concernant l'élargissement de l'assiette, il s'agira de :

- taxer davantage les revenus fonciers et les biens immobiliers (bâti et non bâti) en sus de la fiscalisation des revenus locatifs. L'impôt foncier devrait contribuer à moyen terme pour près de 5% des recettes budgétaires ;
- fiscaliser tous les revenus, notamment ceux issus des secteurs peu ou pas taxés ;
- supprimer les exonérations et les avantages fiscaux sans contreparties exigées aux bénéficiaires.

La sécurisation de la collecte des recettes vise, quant à elle, à :

- renforcer les moyens d'actions des services fiscaux (modernisation de l'outil de travail, renforcement des capacités) ;
- lutter contre toutes les formes de fraudes fiscales ;
- poursuivre la dématérialisation des procédures fiscales par la finalisation du projet e-t@x, le déploiement de la solution de paiement par téléphone mobile (Mobit@x) et la création du compte fiscal numérique à chaque contribuable ;
- renforcer l'action en recouvrement :
 - * en amont, par l'acquisition des moyens de détection précoce des défauts de paiement et leurs résolutions ;
 - * en aval, par la consolidation des moyens de recouvrement forcé à l'égard des contribuables reliquataires.

V.5.3.2 les mesures de maîtrise et d'efficacité de la dépense

En matière de maîtrise et d'efficacité de la dépense, les mesures d'amélioration de l'exécution des dépenses du budget général et des

comptes d'affectation spéciale, de transparence dans la passation des marchés et de rationalisation des dépenses seront amplifiées.

Exécution des dépenses

En vue de permettre l'exécution optimale des dépenses, un accent sera mis sur les instruments de pilotage de l'exécution. Il s'agira, entre autres, de piloter les audits financier et comptable des projets d'investissement financés sur ressources extérieures et intérieures, d'en évaluer les résultats et de suivre les recommandations.

Afin de poursuivre la politique de maîtrise des arriérés de paiement, la régulation des dépenses à la phase d'engagement sera renforcée pour respecter le critère communautaire de non accumulation. A cet effet, il s'agira de rendre opérationnel le fonctionnement du comité de trésorerie.

L'exécution sera également améliorée en systématisant la pratique du paiement par journée comptable. Ces actions seront renforcées par l'amélioration des contrôles et la déconcentration de la fonction de l'ordonnateur dans l'exécution des dépenses de fonctionnement.

Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale

En matière d'exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS), les mesures suivantes seront prises, à savoir :

- la poursuite de l'intégration des recettes affectées dans le processus budgétaire, de façon à rendre exhaustive les informations publiées dans les rapports trimestriels sur l'exécution du budget ;
- la prise en compte dans les systèmes d'information (Vectis et E-BOP) et l'implémentation dans les établissements gestionnaires des recettes affectées.

La Rationalisation des dépenses de l'Etat

Par la rationalisation des dépenses, le gouvernement se donne l'occasion d'intensifier la réforme budgétaire, d'instaurer la discipline budgétaire et de poursuivre l'assainissement des finances publiques.

Ainsi, sur les charges financières de la dette, il s'agira de respecter les échéanciers de paiement afin d'optimiser les conditions d'endettement sur les marchés financiers. Ce qui se traduira par la baisse du coût de l'emprunt

et l'amélioration du classement dans les agences de notation (Moody's, Fitch Rating, Standard&Poor's, Doing Business, etc.).

S'agissant des dépenses de personnel, le gouvernement procédera à la mise en oeuvre des mesures concourant à la maîtrise de la masse salariale.

En matière des dépenses de biens et services, il s'agira de poursuivre les mesures de rationalisation des dépenses de consommations publiques en eau, électricité et téléphone, etc., tout en garantissant l'accès des couches les plus vulnérables aux biens, services et transferts essentiels.

En ce qui concerne la gestion des baux administratifs, les mesures envisagées concernent la sécurisation des dépenses d'entretien, la réhabilitation des bâtiments administratifs, l'amélioration de la transparence en matière de conclusion des contrats de baux administratifs ainsi que l'opérationnalisation de la comptabilité matière.

Pour ce qui est des dépenses de transferts, les actions porteront sur l'amélioration du mode de présentation des états financiers des organismes publics (SPP, Collectivités locales) afin de parvenir à maîtriser la structuration des subventions accordées par l'Etat.

A l'effet de rendre efficaces et efficientes les dépenses à caractère social, le gouvernement entend mener les actions ci-après :

- sur les allocations d'études : un projet de décret modifiant les conditions d'attribution des bourses sera pris. Ce projet de décret portera sur la révision des conditions d'attribution des bourses notamment, la moyenne de classe des apprenants de terminale et le critère d'âge ;
- sur l'amélioration et suivi de la prise en charge des Gabonais économiquement faibles (GEF):
- étendre l'action sur la prise en charge des GEF aux secteurs éducation, transport, etc ;
- redéfinir le périmètre et les critères des bénéficiaires des dépenses sociales et organisation des audits et des missions de contrôle du fichier des GEF afin de maîtriser les effectifs réels des bénéficiaires et de définir les critères sociaux réalistes ;
- sur la viabilité des comptes sociaux : il s'agira à terme d'équilibrer ces comptes et de promouvoir les fonds de pensions.

S'agissant des services publics personnalisés, le gouvernement envisage de maîtriser leur masse salariale et de rationaliser leurs dépenses.

En ce qui concerne les engagements internationaux, il est prévu la révision des différentes conventions internationales.

Quant aux dépenses d'investissement, des actions visant l'amélioration qualitative de leur programmation et la gouvernance des projets sont envisagées. Celles-ci porteront notamment sur :

- la mise en place d'un Programme d'Investissement Publics (PIP);
- le renforcement du cadre juridique de gestion des investissements. ;
- la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation des projets ;
- l'élaboration d'un répertoire national des investissements publics qui prend en compte l'ensemble des projets;
- l'alignement des financements extérieurs sur emprunts vers les infrastructures à fort impact social (routes, hôpitaux, écoles, etc.) ;
- le renforcement du cadre juridique des Partenariats Public-Privé (PPP).

Sur les autres dépenses, l'accent sera mis sur l'amélioration du recouvrement des créances contentieuses de l'Etat.

La mise en œuvre de ces différentes actions devrait permettre de soutenir la politique du gouvernement dans les différents secteurs.

CONCLUSION

Au terme de l'année 2020, l'économie gabonaise a enregistré un retournement de tendance par rapport à 2019, en lien avec les effets de la pandémie de la covid-19 et les mesures restrictives prises par les pouvoirs publics. En effet, alors que l'on anticipait une consolidation de l'expansion économique amorcée en 2019, l'activité s'est soldée par une croissance négative à -1,8%, plombée à la fois par la baisse du PIB hors pétrole (-1,9%) et celle de la production pétrolière (-1,2%).

L'analyse sectorielle montre que les activités économiques ont été plus sensibles aux effets des mesures préventives qui ont contraint à la fois l'offre et la demande interne dans certaines branches. L'examen infra annuel indique que c'est sur le second trimestre que l'impact de la pandémie a été le plus prononcé, avant une reprise graduelle des activités, à la faveur de l'allègement de certaines mesures.

Néanmoins, ces améliorations ne concernent pas certaines branches qui ont fini l'année dans un contexte de morosité, faute d'actions de relance en faveur d'une reprise des activités. C'est le cas des services, qui ont subi le maintien des mesures restrictives. Il en est de même des BTP, confrontés à la faiblesse de la demande, dans un contexte de faible taux d'exécution du budget d'investissement.

Concernant les secteurs exportateurs, la Covid-19 a eu un impact très limité, en dehors des effets prix enregistrés essentiellement sur la valorisation du pétrole brut sur le marché international. Nos ventes globales ont baissé mais moins fortement qu'anticipé, grâce à notre forte exposition sur les marchés asiatiques qui ont fait preuve de résilience, malgré la crise sanitaire.

Au titre de la demande finale, la contraction de l'activité résulte de la baisse simultanée de la demande intérieure (-8,7%) malgré une légère hausse de la demande extérieure (+0,3%). La baisse de la demande intérieure est consécutive aussi bien du repli de la consommation totale (-0,1% contre +2,2% en 2019) que de l'investissement (-16,7% contre +2,4%). En effet, la consommation totale a baissé sous l'effet du recul de la consommation privée (-2,0%) en lien avec la contraction des revenus des ménages, consécutive à la morosité de l'activité économique et du marché du travail, en dépit d'une hausse de la consommation publique (+5,5%).

S'agissant de la demande extérieure, son léger raffermissement résulte de la bonne tenue des exportations totales (+10,1%) tirées par les ventes des mines (+31,9%) et des produits de rente (+26,5%). Les importations de biens et services sont en baisse de 6,0% en raison de la contraction de la demande nationale.

L'entrée en récession de l'économie nationale a eu pour effet une nouvelle dégradation de la situation de l'emploi alors que les pertes de postes induites par la crise précédente n'étaient pas encore rattrapées.

La leçon à tirer de cette nouvelle crise est que le Gabon doit plus que par le passé accélérer la transformation structurelle de son économie, de manière à en améliorer la résilience face aux chocs de toutes natures. Cette transformation passe par la mise à niveau des infrastructures, l'élargissement de la base productive (développement de nouvelles activités), la création locale de plus de valeur ajoutée dans les différentes filières, la production de certains biens alimentaires pour lesquels le pays dispose d'atouts comme la filière de poulet de chair ou de viande de porc et la pêche. Nous devons également rechercher la diversification des produits éligibles à l'exportation et la poursuite de la politique d'élargissement du nombre de partenaires commerciaux.

Sur la période 2021-2022, le principal enjeu consiste à surmonter les faiblesses mises en lumière par la crise sanitaire, en imaginant de nouveaux points d'appui qui permettront de relancer la machine productive. Ces points d'appui sont clairement identifiés dans le Plan d'Accélération de la Transformation adopté par la Gouvernement, mais dont le succès requiert une rigueur de la part de tous les acteurs, publics et privés.



annexes

Tableau 1 : les principales hypothèses

	Historique										Projections	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,1	11,6	11	11	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8	10,2	11,0
Production de pétrole (en millions de Barils)	88,6	84,9	80,4	80,2	87	83,8	76,7	70,4	79,6	78,6	74,3	80,2
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	62,4	40,2	62,0	60,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	104,1	105	104,1	96,3	50,8	42,8	52,8	68,3	64,3	41,7	65,7	64,5
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	8 098,8	8 858,2	9 257,4
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	298	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219	169,5	137,8	150,2	152,4
Production de l'Or (en tonne)	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 568,6	1 668,8	1 411,0	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 769,5	1 597,0	1 616,34
Production de gaz (milliers de m ³)	-	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	501,0	521,1	541,9
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	-	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	471,3	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	586	575,6	543,2	550,0
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 366,5	6 677,2	8 521,4	9 413,5	10 062,4
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41	39,6	35,4	46,9	49,0
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	1,4	-	-

Source : DGEPF

Tableau de bord de l'économie

Tableau 2 : répartition sectorielle du PIB à prix constant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique										Projections	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	1 010,0	982,7	975,4	991,9	1 069,3	1 066,9	1 074,5	1 068,1	1 197,8	1 250,1	1 263,0	1 352,8
Agriculture, Elevage, Pêche	186,0	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	297,8	325,6	354,7	379,3	402,8	429,8
Agriculture	154,0	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	252,4	278,0	303,7	327,6	350,2	376,4
Vivrière	139,5	145,9	153,5	166,2	182,5	209,3	231,9	248,2	261,8	272,0	283,2	295,1
Rente	14,5	14,0	14,2	13,0	13,4	13,8	20,4	29,9	41,9	55,6	67,0	81,3
Chasse et Elevage	16,7	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	21,5	23,2	22,9	23,2	23,4	23,7
Pêche	15,3	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,9	24,4	28,1	28,5	29,2	29,7
Exploitation forestière	40,7	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	71,2	78,3	81,0	81,9	89,2	92,4
Pétrole brut	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	594,0	641,6
Mines	74,1	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	92,2	100,8	125,5	160,1	176,9	189,1
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	925,0	960,8	1 020,0	1 038,3	1 023,8	1 057,3	970,8	998,4	1 013,2	947,4	972,4	1 005,5
Industries agro-alimentaires, boissons	86,8	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	115,2	123,3	132,3	126,5	128,7	131,2
Industrie du bois	50,0	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	100,0	118,6	119,8	117,3	124,3	128,3
Industries minières	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6,7	9,2	16,4	15,7	12,1	15,4	16,1
Autres industries	121,8	126,6	129,4	128,0	126,4	142,0	135,7	153,6	161,0	148,8	153,3	158,6
Raffinage	11,2	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	7,6	7,3	6,4	7,9	8,0	8,0
Electricité, Eau	39,0	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	53,8	53,9	54,7	55,5	56,4	57,5
BTP	304,2	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	223,7	172,0	177,3	150,7	164,3	180,0
Recherche, services pétroliers	312,1	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	325,7	353,4	346,0	328,7	322,1	325,6
Secteur tertiaire	1 241,3	1 344,9	1 465,3	1 558,5	1 647,4	1 730,4	1 865,2	1 908,1	1 986,5	1 897,7	1 931,4	1 968,2
Transports & Communications	333,8	366,1	403,3	436,9	492,5	521,8	683,1	699,2	772,0	802,0	828,4	852,1
Transport	172,0	176,7	194,0	204,3	217,6	225,1	333,6	347,6	404,5	430,8	452,8	470,9
Communications	161,8	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	349,6	351,7	367,5	371,2	375,6	381,3
Services	647,8	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	757,0	769,2	785,3	668,7	672,1	677,5
Commerce	244,5	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	278,0	279,1	281,0	261,1	262,9	267,6
Services bancaires, assurances	163,7	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0	279,3	268,7	267,4	269,5	274,9
Services non marchands	783,4	880,2	946,7	1 001,7	1 046,2	1 044,7	1 060,5	1 033,4	1 022,6	1 028,0	1 032,8	1 038,7
PIB au coût des facteurs	3 959,7	4 168,6	4 407,4	4 590,4	4 786,7	4 899,3	4 971,0	5 008,0	5 220,0	5 123,2	5 199,7	5 365,2
DTI et TVA	478,4	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	513,7	522,6	527,5	518,7	526,3	535,0
PIB au coût du marché	4 438,0	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 725,9	5 900,2

Source : DGEFF

Tableau 3 : répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique										Projections	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	3 368,3	3 458,5	3 086,1	2 910,6	2 458,4	2 103,6	2 370,4	2 729,1	2 910,7	2 153,5	2 915,0	3 028,9
Agriculture, Elevage, Pêche	243,8	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	390,7	426,3	462,4	499,2	526,6
Agriculture	202,1	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317	354,9	389,4	423,6	459,2	485,9
Vivrière	183,1	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	336,6	362,9	387,1	407,2	426,3
Rente	19	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13	18,2	26,5	36,5	52,0	59,5
Chasse et Elevage	14,9	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	24,4	23,4	24,0	24,4	24,7
Pêche	26,8	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11	11,5	13,4	14,7	15,6	16,0
Exploitation forestière	50,7	51,2	50,7	64,8	75	91,1	106,6	118,6	122,9	124,7	136,0	137,3
Pétrole brut	2 805,4	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1 979,0	2 116,5	1 299,5	1 960,9	2 023,3
Mines	268,3	217,7	270	227,3	154,5	124,2	205,3	240,8	245,1	267,0	318,9	341,8
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	2 150,9	1 992,4	2 122,8	2 153,8	2 005,5	2 056,7	2 027,3	2 195,5	2 303,3	2 024,3	2 609,0	2 726,3
industries agro-alimentaires, boissons	106,7	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	182,8	201,8	198,3	202,8	209,4
Industrie du bois	79,2	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	196,6	198,6	192,9	222,9	226,6
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	16,7	12,8	9,0	11,0	11,5
Autres industries	187,7	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	307,9	332,5	319,1	334,7	347,9
Raffinage	18,6	23,9	13,6	12,6	8,9	10	9,8	9,4	8,7	10,0	10,8	11,1
Electricité, Eau	61,2	65,4	70,7	84,7	91	96,5	106,7	112,6	116,6	115,4	118,1	120,8
BTP	446	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	308,3	327,8	298,2	337,0	378,2
Recherche, services pétroliers	1 251,5	989,1	1 030,7	1 036,9	881,4	849,6	926,6	1 061,2	1 104,5	881,4	1 371,6	1 420,9
Secteur tertiaire	1 523,7	1 634,0	1 765,3	1 883,3	1 979,4	2 096,4	2 321,2	2 535,0	2 758,8	2 731,2	2 872,4	3 014,6
Transports & Communications	334,8	365	388,3	433,8	476,1	515,8	753,4	869,1	1 028,7	1 134,2	1 229,9	1 297,0
Transport	244,9	263,2	286	318,3	369,2	420,5	641,3	733	879,1	979,9	1 072,1	1 134,1
Communications	89,9	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	136,1	149,7	154,3	157,8	162,8
Services	812,4	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1 010,0	1 053,5	923,4	951,1	990,1
Commerce	363,1	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	507,8	526,9	498,5	510,4	527,0
Services bancaires, assurances	157,2	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	282,6	279,3	285,9	293,6	303,6
Services non marchands	838,2	958,6	1 003,7	1 293,8	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 291,5	1 300,1	1 310,1	1 328,0
PIB au coût des facteurs	7 881,0	8 043,5	7 977,9	8 241,5	7 782,7	7 625,3	8 095,4	8 776,9	9 264,4	8 209,2	9 706,5	10 097,8
DTI et TVA	700,5	723	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	592	622,5	607,0	527,2	541,3
PIB au coût du marché	8 581,6	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8 816,1	10 233,7	10 639,1

Source : DGEPEF

Tableau de bord de l'économie

Tableau 4 : répartition du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique										Projections	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PIB total	4 438,0	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 725,9	5 900,2
Pib pétrole	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	594,0	641,6
Pib hors pétrole	3 728,8	3 991,6	4 291,3	4 506,2	4 650,9	4 788,2	4 871,3	4 967,3	5 110,9	5 013,1	5 131,9	5 258,7
Importations totales	2 372,0	2 589,0	2 654,9	2 863,7	2 556,3	2 388,8	2 214,8	3 349,7	4 202,4	3 950,5	4 207,8	4 737,4
Biens	1 896,3	2 203,3	2 347,7	2 497,7	2 255,9	2 080,5	1 523,1	1 507,0	1 826,7	1 680,6	1 714,6	1 832,3
Consommations	339,1	358,6	403,4	385,7	394,2	384,1	392,9	406,2	435,4	456,8	485,6	520,0
Equipements	962,4	1 224,0	1 272,8	1 310,5	1 204,5	1 059,6	692,4	548,3	783,6	687,2	685,5	730,2
Intermédiaires	594,8	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	437,7	552,5	607,7	536,6	543,6	582,1
Services	475,7	385,6	307,2	366,1	300,5	308,3	691,8	1 842,8	2 375,7	2 269,9	2 493,2	2 905,2
Total des ressources	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 592,4	9 933,7	10 637,7
Consommation totale	3 008,6	3 191,8	3 490,7	3 638,0	3 651,6	3 677,6	3 603,9	3 436,7	3 512,3	3 508,4	3 495,6	3 496,0
Ménages	2 017,8	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 616,3	2 605,8	2 630,5	2 577,9	2 552,9	2 538,7
Administrations	990,8	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 104,8	1 072,3	987,6	830,8	881,8	930,5	942,6	957,3
Investissement total	1 587,8	1 935,2	1 972,9	2 239,0	1 932,7	1 917,5	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 457,7	3 917,8
Formation brute de capital fixe	1 774,9	1 995,4	2 135,9	2 301,5	1 942,7	1 917,3	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 457,7	3 917,8
Administration	890,2	899,6	871,7	644,8	453,6	407,3	162,2	341,2	289,6	226,8	240,0	243,5
Secteur privé	884,7	1 095,7	1 264,2	1 656,7	1 489,1	1 510,0	1 603,9	2 741,4	3 456,1	2 894,6	3 217,7	3 674,3
Pétrole	329,2	444,7	507,5	771,4	617,1	500,2	489,4	1 487,3	2 066,8	1 662,2	1 969,2	2 355,7
Hors pétrole	555,5	651,0	756,7	885,3	872,0	1 009,8	1 114,5	1 254,1	1 389,3	1 232,3	1 248,5	1 318,6
Variation des stocks	-187,1	-60,2	-163,0	-62,5	-10,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	2 213,6	2 133,1	2 125,8	2 134,2	2 319,0	2 252,6	2 329,6	2 361,2	2 691,8	2 962,6	2 980,4	3 223,8
Biens	2 165,6	2 085,0	2 077,7	2 086,2	2 269,5	2 204,2	2 279,9	2 294,2	2 621,6	2 895,8	2 912,2	3 153,8
Pétrole	1 497,3	1 434,6	1 361,4	1 357,5	1 505,5	1 439,3	1 291,0	1 108,0	1 183,7	1 169,5	988,2	1 059,4
Hors pétrole	668,3	650,5	716,3	728,6	764,0	765,0	988,9	1 186,1	1 437,9	1 726,3	1 924,0	2 094,4
Rentes	196,0	183,3	186,4	170,2	178,6	184,3	272,5	389,5	546,0	690,6	805,1	921,6
Mines	277,2	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	391,7	408,0	477,3	629,8	688,8	729,6
Bois transformé	195,1	220,1	216,2	265,5	281,1	313,6	321,4	385,0	411,0	402,3	426,5	439,5
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et silico-manganèse, etc.)	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	3,0	3,3	3,6	3,6	3,6	3,6	3,7
Services	48,1	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	49,6	67,0	70,2	66,8	68,2	70,1
Total des emplois	6 810,1	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 592,4	9 933,7	10 637,7

Source : DGEPP

Tableau 5 : répartition du PIB emploi en valeur

(En milliards de FCFA, Prix = 2001)	Historique										Projections	
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Pib total	8581,6	8766,5	8690,5	8988,3	8503,5	8310,6	8669	9368,9	9886,9	8816,1	10233,7	10639,1
Pib pétrole	2805,4	2946,7	2526,8	2357,8	1937,3	1566,1	1708,6	1979	2116,5	1299,5	1960,9	2023,3
Pib hors pétrole	5776,2	5819,7	6163,7	6630,6	6566,2	6744,5	6960,4	7389,9	7770,4	7516,7	8272,8	8615,8
Importations totales	2467,5	2752	2892	2606,6	2374	2168,9	2153,5	2130,3	2174,8	2005,6	2073,3	2177,9
Biens	2100,4	2321,4	2410,5	2275,5	2059,4	1860,1	1865,3	1381,6	1601,5	1481,6	1474,5	1567,8
Consommations	378,6	413,1	459	445,2	457,2	452,7	479	439,6	461,6	477,7	494,9	529,7
Equipements	1059,7	1168,2	1261,3	1060	970,6	820,9	952,3	396,9	553,9	479,7	463,5	489,6
Intermédiaires	662,1	740,2	690,2	770,2	631,6	586,5	434	545,1	586,1	524,3	516,0	548,5
Services	367,1	430,7	481,5	331,1	314,5	308,8	288,3	748,6	573,3	524,0	560,9	610,0
Total des ressources	11049,1	11518,5	11582,5	11594,9	10877,4	10479,5	10822,6	11499,2	12061,7	10821,8	12307,0	12817,0
Consommation totale	3464,1	3811,3	4061,9	4434,8	4477,5	4577,5	4612	4607,6	4811,7	4861,5	4920,8	5043,9
Ménages	2366,2	2581,3	2805,6	3100,1	3217,6	3360,8	3464,9	3617,7	3724,8	3700,4	3742,4	3808,0
Administrations	1097,9	1230	1256,3	1334,7	1259,9	1216,8	1147	989,9	1086,9	1161,0	1178,5	1236,0
Investissement total	2286,3	2364	2535,9	3158,4	2485,6	2242,4	1676,6	1804,3	2165,1	1754,1	1895,8	2075,9
Formation brute de capital fixe	2461,2	2431,6	2602,4	2025,7	1628,3	1702,7	1237,4	1804,3	2165,1	1754,1	1895,8	2075,9
Administration	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	424,6	152,7	323,4	287,4	228,5	259,9	267,4
Secteur privé	1518,5	1613,5	1727,2	1415	1191,5	1278,1	1084,7	1480,9	1877,7	1525,6	1635,9	1808,4
Pétrole	906,2	927,1	963,2	577,3	374,7	392,3	123,6	387,9	559,8	379,1	464,7	551,2
Hors pétrole	612,3	686,4	764	837,7	816,9	885,8	961,1	1093	1317,9	1146,6	1171,2	1257,2
Variation des stocks	-174,9	-67,6	-66,5	1132,7	857,3	539,7	439,2	0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	5298,6	5343,2	4984,7	4001,7	3914,3	3659,6	4534	5087,2	5084,9	4206,2	5490,4	5697,2
Biens	5191,8	5210,7	4848,3	3818,8	3715,5	3454,3	4334,6	4899,1	4889,1	4010,0	5285,2	5479,5
Pétrole	4450	4590,2	4218,7	3164,5	2931,8	2704,7	3370,3	3770,2	3627,0	2556,8	3433,3	3516,3
Hors pétrole	741,8	620,5	629,6	654,3	783,7	749,6	964,3	1128,9	1262,1	1453,2	1851,9	1963,2
Rentes	321,7	204,8	176,1	155,6	166,8	181,1	287,6	345,5	502,0	660,0	914,1	987,3
Mines	217,9	183,7	230,5	215,6	269,9	219,3	373,2	410,5	382,6	426,5	514,2	546,1
Bois transformé	202,2	231,9	223	283	344,8	346,5	300	369,3	373,7	362,9	419,4	425,6
Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)	-	-	-	-	2,26	2,7	3,47	3,56	3,9	3,7	4,1	4,3
Services	106,8	132,6	136,3	182,9	198,8	205,4	199,4	188,1	195,8	196,3	205,2	217,7
Total des emplois	11049,1	11518,5	11582,5	11594,9	10877,4	10479,5	10822,6	11499,2	12061,7	10821,8	12307,0	12817,0

Source : DGEPEF

Équipes de Rédaction

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. IKAPI Eric

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. NZIENGUI MOMBO Amour

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. BANGUEBE Aldrin Jules

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. OBANDJI Guy Ulrich M. Florent MANEMBE

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE (DSPE)

Directeur

Mme Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Études

Mme. Pauline LEMBOUMBA NOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service

Mme Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- **Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme**
 - **Modèle EGC**

PUBLICATIONS

- ***TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE***
- ***NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE***
 - ***LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE***
 - ***INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ***
- ***BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES***
 - ***TABLEAU DE BORD SOCIAL***



Achévé de rédiger en Septembre 2021
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Politique Fiscale
Ministère de l'Économie, de la Prospective
et de la Programmation du Développement